

S O M M A I R E

	Introduction	page 2
A.	La coordination du Gouvernement et des Institutions	page 3
B.	Les accents de la politique générale	page 4
C.	Les services et organes	
1.	Le Service Information et Presse	page 7
2.	Le Service des Médias et des Communications	page 23
3.	Le Comité de Coordination pour l'Installation d'Institutions et d'Organismes européens	page 78
4.	La Commission d'Economies et de Rationalisation	page 82
5.	Le Centre d'Etudes et de Recherches européennes Robert Schuman	page 88
6.	Le Centre de Communications du Gouvernement	page 94
7.	Haut-Commissariat à la Protection nationale	page 108
8.	Le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques socio-économiques (CEPS/INSTEAD)	page 116
D.	Annexes	
-	Visites auprès de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker	page 151
-	Déplacements à l'étranger de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker	page 153
-	Participation de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker à des événements et rencontres sur le plan national	page 156

Introduction

L'objet du présent rapport consiste à fournir une description succincte des principales activités du Ministère d'Etat pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2003. Les informations sur l'activité des services gouvernementaux sont reprises en détail dans les rapports d'activité présentés par les différents Ministères, tandis que Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat aura l'occasion d'exposer à la Chambre des Députés une vue globale de la situation du pays et de l'activité gouvernementale lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays.

A. La coordination du Gouvernement et des institutions

Au cours de la période sous revue, les services du Ministère d'Etat ont rempli leurs différentes tâches, assurant le secrétariat du Conseil de Gouvernement et assumant les nombreuses fonctions administratives et de coordination qui leur sont confiées.

Sur le plan budgétaire, le Ministère d'Etat centralise les crédits affectés aux autres institutions de l'Etat (Cour Grand-Ducale, Chambre des Députés, Conseil d'Etat, Conseil Economique et Social) qui, étant indépendantes du Gouvernement, ne feront l'objet d'aucun commentaire dans le présent rapport.

La collaboration permanente et intense entre les différentes institutions sur la base des règles constitutionnelles et légales est nécessaire au bon fonctionnement d'un Etat démocratique. Il revient au Ministère d'Etat de coordonner les relations d'une part entre les différents départements ministériels en organisant les travaux du Conseil de Gouvernement et d'autre part entre le Gouvernement et les autres institutions.

La bonne collaboration entre la Chambre des Députés et le Gouvernement a été poursuivie. Pour faciliter la coordination des travaux, le programme prioritaire élaboré périodiquement par le Gouvernement et tenant compte particulièrement des considérations sociales, économiques et financières du moment, est transmis régulièrement à la Chambre des Députés, qui l'adapte au rythme de travail de ses commissions.

En ce qui concerne le secrétariat du Conseil de Gouvernement, il convient de relever qu'en 2003, 41 réunions ordinaires du Conseil ont eu lieu, outre les séances extraordinaires consacrées à un sujet particulier, comme p.ex. la situation économique, sociale et financière du pays ou les réunions de la fin du mois de juillet destinées à l'établissement du projet de budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 2004 ou bien l'analyse, fin novembre, des amendements gouvernementaux au projet de budget pour 2004.

B. Les accents de la politique générale

1. Activités au niveau national

L'année 2003 a vu aboutir certaines des réformes annoncées dans la déclaration gouvernementale présentée le 12 août 1999 par le Premier Ministre à la Chambre des Députés.

Il en a été ainsi de l'adoption par la Chambre des Députés de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur. Rappelons que le médiateur constitue une institution indépendante du pouvoir exécutif qui reçoit les réclamations des usagers, formulées à l'occasion d'une affaire qui les concerne, relatives au fonctionnement des administrations et des communes. Le Médiateur conseille le réclamant et l'administration et suggère toutes les recommandations à l'endroit du service visé et du réclamant qui lui paraissent de nature à permettre un règlement à l'amiable de la réclamation dont il est saisi. Les recommandations pourront notamment comporter des propositions visant à améliorer le fonctionnement du service concerné. Le Médiateur publiera par ailleurs à des intervalles réguliers des rapports d'activités. Le rapport annuel, dans lequel le Médiateur établira le bilan de son activité, sera présenté à la Chambre des Députés. Ce nouveau dispositif s'insère dans le contexte de la politique du Gouvernement en faveur d'une société plus participative à travers la mise en oeuvre de réformes structurelles visant à associer les citoyens de façon plus étroite aux processus de prise de décision dans l'administration et au niveau politique.

L'année 2003 a encore vu la mise en oeuvre de la loi du 20 décembre 2002 portant notamment création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance. En dehors de la mise en place du Centre de Documentation en question, le législateur a procédé par le biais de la loi en question au remplacement du Conseil national de la Résistance par le Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance, organisme qui constitue l'organe représentatif de toutes les organisations de la Résistance devant les autorités publiques.

Le projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias a par ailleurs poursuivi son chemin à travers la procédure législative. Ce texte qui a été déposé à la Chambre des Députés le 5 février 2002 crée un dispositif qui est censé remplacer la loi du 20 juillet 1869 sur la presse et les délits commis par divers moyens de publication. Les mesures contenues dans le texte constituent un pas décisif vers une modernisation du droit de la presse luxembourgeois. Elles tiennent notamment compte de l'article 10 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de la jurisprudence y relative de la Cour européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg. Elles visent à créer un juste équilibre entre la liberté de la presse et les intérêts des personnes mises en cause par une communication publique par voie de médias. Les travaux de la Commission des Médias et des Communications de la Chambre des Députés ont abouti le 9

décembre 2003 à la finalisation d'un certain nombre d'amendements au projet déposé par le Gouvernement. Ces amendements ont été soumis le 19 décembre 2003 à l'avis du Conseil d'Etat.

Plusieurs projets de loi ont ensuite été déposés au cours de 2003.

Ainsi, les travaux préparatoires en vue d'une réforme en profondeur du Service de Renseignements de l'Etat ont abouti en mai 2003 au dépôt à la Chambre de Députés de trois projets de loi :

- le projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat;
- le projet de loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité;
- le projet de loi portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998.

Le projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, tout en maintenant les deux pivots autour desquels sont organisées à l'heure actuelle les missions de ce service, à savoir la recherche du renseignement et la protection des informations sensibles, procède à la nécessaire adaptation des missions du service à l'évolution du contexte géopolitique dans lequel il fonctionne. Le nouveau texte permettra encore d'assurer une meilleure coordination entre le Service de Renseignement et les autres services de l'Etat, et notamment les services de police. Il a ensuite pour objectif de faire correspondre les moyens du service au nouveau contexte, et ce notamment au niveau des ressources humaines. Certains modes opératoires du Service seront désormais directement réglés dans la loi. Enfin le nouveau texte introduit un contrôle parlementaire sur les activités du Service de Renseignement. Le projet de loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité a, quant à lui, pour objet d'organiser la classification et la protection des informations sensibles, et notamment celles ayant trait à la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune. Il règle ensuite les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées aux personnes appelées à avoir accès aux informations classifiées. Il précise notamment les conditions dans lesquelles sont menées les enquêtes de sécurité par l'Autorité nationale de Sécurité en vue de la délivrance des habilitations, ainsi que la procédure d'après laquelle le Premier Ministre accorde ces habilitations. Enfin, le troisième projet qui a été mis sur orbite dans le contexte de la réforme du Service de Renseignements soumet à l'approbation de la Chambre des Députés l'Accord sur la Sécurité des Informations conclu entre les Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, accord de sécurité qui a pour objet de créer un cadre juridique pour la protection et la sauvegarde des informations classifiées échangées par les Etats membres de l'OTAN entre eux ainsi qu'avec l'OTAN.

L'année 2003 a encore permis de finaliser et de déposer à la Chambre des Députés le projet de loi relative à l'initiative populaire en matière législative et au référendum. Ce texte qui illustre la volonté du Gouvernement de créer les conditions d'une société plus participative, développe les instruments de la démocratie semi-directe dans notre système institutionnel par l'introduction de l'initiative populaire en matière

législative et du référendum sur l'initiative populaire en matière législative, instruments qui devraient permettre à un certain nombre d'électeurs de présenter une proposition de loi qui devrait être examinée par la Chambre des Députés ou encore d'exiger, sous certaines conditions, qu'une telle proposition de loi qui trouve son origine dans une initiative populaire soit soumise à un référendum. Le texte définit ensuite un cadre général pour l'organisation des différents types de référendum : référendum prévu à l'article 51, paragraphe 7 de la Constitution, nouveau référendum constitutionnel (article 114 de la Constitution), référendum sur initiative populaire en matière législative.

Enfin, les services du Ministère d'Etat ont activement collaboré aux travaux de réactivation des structures de la Protection nationale et entamé, dans ce contexte, la préparation d'un projet de loi qui couvre la définition et à la mise en place des structures afférentes. Le concept en matière de Protection Nationale adopté en mars 2003 par le Conseil de Gouvernement a servi de base pour ces travaux. Ce concept a été élaboré par le Haut-Commissaire à la Protection nationale en étroite collaboration avec les ministères, administrations et services concernés par le domaine de la prévention et de la gestion des crises.

Les services du Ministère d'Etat ont finalement fourni leur apport à la mise en oeuvre du plan d'action «eLuxembourg » et contribué aux efforts visant le développement d'une nouvelle stratégie informatique pour les services de l'Etat.

* * * * *

C. Les services et organes

1. Le Service Information et Presse (SIP)

1. Cellule Coordination

1.1. Communication et information gouvernementale : « Processus de Mondorf »

Une des principales missions de la cellule Coordination consiste à gérer quotidiennement le flux d'information entre, d'une part, les ministères, administrations et services et, d'autre part, les organes de presse nationaux et internationaux.

Dans ce contexte, bien que le SIP agisse plutôt de façon subsidiaire, sa mission principale est de faciliter le travail des rédactions et d'aider les ministères à développer leur politique de communication. Soucieux d'améliorer la collaboration entre tous les intervenants, le SIP a organisé en juillet 2003 une réunion entre les personnes chargées de la communication au sein des ministères et les rédacteurs en chef. L'objectif principal était de mettre en place de meilleurs circuits de communication entre ministères et presse, respectivement entre les ministères et le service information et presse. Les difficultés rencontrées par les différents ministères dans leurs relations quotidiennes avec la presse ont été discutées.

A cette fin, le SIP a présenté lors de ladite réunion, un « Extranet » destiné aux personnes chargées de la communication au sein des ministères. Cet Extranet reprend les principes et lignes directrices élaborés par le SIP en vue d'une meilleure coordination de la politique de communication des ministères, administrations et services. Il essaye, entre autres, de répondre à un certain nombre de questions quant à l'organisation quotidienne des relations avec les médias.

Lors de cette réunion, il a été décidé de développer cette nouvelle phase de collaboration, intitulée « Processus de Mondorf » par l'intermédiaire de l'Extranet mais aussi par le biais d'une réunion annuelle de tous les concernés.

1.2. Administration interne du service

D'un point de vue administratif, la gestion interne du SIP revient aussi à cette cellule. Outre le volet de la gestion des ressources humaines, les dossiers de comptabilité générale et du budget, de même que la gestion des dossiers intra-cellulaires, font également partie des missions de cette cellule.

1.2.1. Contrôle budgétaire

Les dossiers de la comptabilité générale sont gérés dans la cellule Coordination. Ces dossiers donnent une vue globale et synthétique des comptes.

La stratégie du SIP se définit comme un ensemble d'actions organisées en vue d'atteindre ses objectifs par rapport à l'environnement et gère ses budgets de manière efficiente.

L'ensemble des activités du SIP s'est développé en raison de l'utilisation croissante des nouvelles technologies. Une évolution accélérée sur le marché de l'information électronique nous a imposé une adaptation rapide. La compétitivité internationale du Luxembourg exige d'éviter des retards dans le domaine des technologies de l'information et des médias, et nous a menés à entamer des projets novateurs réalisables à long terme.

1.3. Coordination des relations presse lors des visites

La couverture médiatique des membres du gouvernement luxembourgeois en déplacement officiel à l'étranger fut organisée et gérée par la cellule Coordination. Outre l'organisation de la couverture médiatique des visites du chef du gouvernement, le SIP a couvert également des déplacements officiels d'autres membres du gouvernement, notamment du ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire (Burkina Faso, Cap Vert, Sénégal), de la ministre de la Culture et du ministre de l'Economie. L'organisation et l'encadrement des délégations média étrangères accompagnant les membres de gouvernement et d'autres personnalités politiques en visite au Luxembourg furent également gérés par cette cellule.

Ainsi, fut-elle la coordinatrice-média lors de 14 visites officielles et de 10 visites de travail de personnalités étrangères au Luxembourg. Elle a joué ce même rôle lors des multiples rencontres bilatérales.

Il y a lieu de noter, que les activités du SIP dans ces domaines sont en très forte augmentation.

1.4. Gestion gouvernementale de la communication de la Cour grand-ducale

A l'instar des années précédentes, la cellule Coordination a continué à assister la Cour grand-ducale dans ses relations avec les médias.

Elle a organisé et coordonné le volet média de deux visites d'Etat (Italie et Danemark) et d'une visite officielle (Nicaragua). Le SIP était impliqué aussi dans l'organisation de la couverture médiatique des déplacements du chef d'Etat au Japon et au Salvador de même que lors du déplacement de S.A.R. la Grande-Duchesse et du ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire en Asie.

L'organisation et l'encadrement de la presse lors de la visite d'Etat du président de la République d'Estonie, de même que la visite officielle du président de la République de Chypre au Luxembourg fut coordonnée par cette cellule.

Par ailleurs, le Service Information et Presse du gouvernement a mis en place le dispositif presse à l'occasion de la Fête nationale.

1.5. Autres missions

En 2003, deux délégations média (lettonne et chinoise) ont été accueillies au Luxembourg. Leur séjour fut organisé par la cellule Coordination en étroite collaboration avec les autres institutions. Ces voyages presse s'inscrivaient dans le cadre de la promotion de l'image de marque du Luxembourg. L'accent fut tout particulièrement mis sur le rôle du Luxembourg au sein de l'Union européenne.

1.6. Communication de crise

Un membre de la cellule Coordination a représenté le SIP dans des réunions concernant la sécurité nationale.

1.7. Union européenne

Le responsable de la cellule Coordination assiste régulièrement aux réunions organisées par les différentes institutions européennes à Bruxelles.

Au groupe de travail « Information » du Conseil de l'Union européenne, les grandes priorités de la politique d'information et de communication européenne étaient à nouveau au centre des discussions en 2003. Etant donné que le thème de l'élargissement a été retenu en tant que grande priorité d'information et de communication pour l'année 2003/2004, le gouvernement luxembourgeois, en étroite collaboration avec ses partenaires européens, a lancé au cours de l'année 2003 une campagne d'information et de sensibilisation.

La cellule Coordination assiste régulièrement la délégation luxembourgeoise dans l'organisation des conférences de presse lors des Conseils de l'Union européenne qui se déroulent au Luxembourg au cours des mois d'avril, de mai et d'octobre.

2. Cellule Information et Relations presse

2.1. Elections et Présidence

En dehors du développement des missions habituelles confiées à la Cellule Information et Relations Presse (voir ci-dessous), les membres de la cellule ont été particulièrement sollicités en amont des élections législatives et européennes du 13 juin 2004 ainsi que de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2005.

Ainsi, la cellule a entamé en 2003, les travaux préparatoires à la campagne médiatique pour les élections législatives et européennes du 13 juin 2004, en

soumettant au gouvernement en Conseil un projet d'arrêté concernant la création d'une Commission consultative « campagnes électorales », présidée par le directeur du SIP et qui, après l'approbation par le Conseil, le 25 juillet 2003, a organisé plusieurs réunions avec les médias concernés par la campagne médiatique officielle et les partis politiques actuellement représentés à la Chambre des députés.

En vue de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne de 2005, la cellule a été chargée de mettre en place les infrastructures pour les médias et de développer un concept global d'information. Ces travaux ont été entamés en 2003 et se poursuivront à un rythme accéléré au cours de 2004.

Des membres de la cellule ont également participé à bon nombre de réunions organisées par le Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens, notamment dans le cadre de la mise en place du Centre de conférences provisoire aux Foires Internationales à Luxembourg et la construction et l'aménagement du nouveau Centre de conférences à Kirchberg.

2.2. L'information et les relations avec la presse des membres du Gouvernement

2.2.1. L'information directe et la gestion des demandes d'interviews

La Cellule Information et Relations Presse est le premier point de contact pour la presse nationale et internationale sollicitant des interviews avec les membres du gouvernement luxembourgeois ou encore des informations générales ou ponctuelles sur divers dossiers nationaux et internationaux.

Les demandes d'interviews de la part de la presse internationale furent particulièrement abondantes en 2003. Les interviews réalisées couvrent un très large éventail de médias européens, de grands quotidiens nationaux et internationaux, des hebdomadaires ainsi que des stations de radio et de télévision. La Cellule information et Relations presse a été particulièrement sollicitée, et ceci dans le cadre des positions luxembourgeoises concernant la Convention sur l'avenir de l'Union et la Conférence intergouvernementale (CIG), la future constitution européenne, le débat politique autour du pacte de stabilité et de croissance et l'élargissement de l'Union européenne.

La Cellule information et Relations presse a aussi activement organisé les rencontres des journalistes avec les membres du gouvernement et, dans nombre de cas, a assisté aux interviews afin d'assurer un encadrement optimal de la presse nationale et internationale.

Les interviews des membres de gouvernement publiées dans la presse internationale ont été systématiquement diffusées, pour information, aux organes de presse nationale. La cellule a également informé les organes de presse au préalable de la diffusion des interviews audiovisuelles sur des chaînes de radio et de télévision étrangères.

Afin d'assurer une meilleure connaissance des interviews des membres de gouvernement diffusées dans la presse audiovisuelle nationale et internationale, la Cellule Information et Relations Presse a réalisé des transcriptions de celles-ci pour publication dans la revue de presse et/ou sous la rubrique « Salle de presse » du site Internet www.gouvernement.lu .

2.2.2. Contacts réguliers avec la presse nationale et internationale

La Cellule Information et Relations Presse a établi les contacts nécessaires, voire transmis des demandes d'informations spécifiques de la part de la presse internationale au ministère compétent. Ces demandes étaient axées notamment sur divers sujets d'intérêt international (harmonisation fiscale, politique européenne, etc.).

2.2.3. Constitution de dossiers d'actualités

En ce qui concerne la préparation de dossiers pour les diverses visites officielles ou des sujets d'actualités, la Cellule Information et Relations Presse a compilé des dossiers de presse selon les besoins des membres du gouvernement.

2.3. Communication de crise

La cellule a organisé le volet presse pour la cérémonie de commémoration de l'accident aérien du 6 novembre 2002, qui a eu lieu le 8 novembre 2003 sur le site de l'accident aérien à Niederaanven.

2.4. Enregistrement et Archivage

La Cellule Information et Relations Presse, en coopération avec la Cellule Revue de presse, a mis en place un système d'enregistrement digital et d'archivage des principaux bulletins d'information des radios et des journaux télévisés. Elle a également assuré l'enregistrement d'émissions de tout genre (interviews, reportages, tables rondes) de chaînes de télévision et/ou de radios internationales en cas de présence de membres de gouvernement luxembourgeois.

Aussi la cellule a-t-elle été à même de satisfaire à toute demande de copie de la part de l'administration gouvernementale de certains reportages ou interventions d'intérêt particulier.

2.5. Réalisation de transcriptions

Depuis janvier 2003, la Cellule Information et Relations Presse suit de près les émissions à orientation politique et/ou économique des médias audiovisuels luxembourgeois.

Depuis lors, la cellule suit notamment de près les commentaires politiques et autres, des radios luxembourgeoises ainsi que les reportages de la presse audiovisuelle luxembourgeoise sur les activités gouvernementales et en réalise, le cas échéant, des transcriptions (verbatim).

Le Service Information et Presse a également réalisé des transcriptions des interviews avec les membres du gouvernement diffusées par les radios ou chaînes de télévision nationales et internationales et, afin d'en assurer une meilleure visibilité, les publie dans la revue de presse et/ou sur le site Internet www.gouvernement.lu .

Outre, les transcriptions réalisées à partir des émissions audiovisuelles, la Cellule Information et Relations Presse réalise également, sur demande, des transcriptions de discours des membres de gouvernement prononcés librement.

2.6. Mise à jour du site Internet du gouvernement (www.gouvernement.lu)

En 2003, le site www.gouvernement.lu s'est développé en un véritable canal de diffusion central de l'actualité gouvernementale.

Rassemblant en un lieu, l'ensemble des communiqués de presse des ministères, dont les résumés des travaux du Conseil de gouvernement, l'ensemble des discours des ministres, toute une série d'interviews avec des membres du gouvernement ainsi que des articles d'actualités régulièrement mis à jour, le site Internet www.gouvernement.lu donne dorénavant un aperçu horizontal des informations et de l'actualité gouvernementales.

De ce fait, le site a obtenu en 2003 une plus grande notoriété auprès des destinataires de l'information gouvernementale (les citoyens, la presse nationale et internationale et d'autres professionnels). En décembre 2003, le site a ainsi enregistré en moyenne 2.997 visiteurs par jour, 12.900 pages visualisées par jour et 168.941 hits. Le nombre total de visiteurs pour tout le mois de décembre 2003 s'élevait à 92.915.

681 articles d'actualités, édités et rédigés en grande partie par le Service Information et Presse ou inspirés des communiqués de presse, ont été mis en ligne en 2003. A cela s'ajoutaient 917 communiqués de presse, 204 interviews, 73 discours et de nombreux dossiers, les uns mis à jour, les autres nouvellement créés (p.ex. le dossier sur la Convention européenne, le dossier sur la Conférence intergouvernementale, le dossier sur l'élargissement de l'Union européenne, le dossier relatif au médiateur ou encore le dossier relatif au référendum etc.).

L'équipe du SIP qui s'occupe du contenu et de la gestion journalière du site Internet www.gouvernement.lu est composée de deux personnes membres de la Cellule Information et Relations Presse - un rédacteur en chef et un rédacteur/webmaster.

3. Cellule Revue de presse

3.1. Revues de presse

Au courant de l'année 2003, le Service Information et Presse a régulièrement publié les revues de presse suivantes:

Presse nationale: le condensé de l'actualité tiré des journaux luxembourgeois (parution quotidienne);

<u>Presse internationale 1:</u>	le condensé de l'actualité tiré d'une trentaine de journaux étrangers (parution quotidienne);
<u>Presse internationale 2:</u>	articles de fond, analyses, débats tirés de la presse étrangère (parution quotidienne);
<u>Fonction publique:</u>	articles traitant de la fonction publique et de la réforme administrative (parution périodique destinée au Ministère de la Fonction publique);
<u>Drogues et toxicomanie:</u>	parution périodique destinée en premier lieu au Ministère de la Santé.

Ces revues de presse connaissent une diffusion élevée (essentiellement via Internet) et sont généralement très appréciées par les ministres et les fonctionnaires (ainsi que par les députés) comme outil de travail. Elles permettent de retrouver vite les informations d'importance. Pour les ambassades et les représentations permanentes à l'étranger, les revues de presse du SIP (distribuées par fax ou accessibles par Internet) constituent souvent le seul moyen d'accès aux informations politiques luxembourgeoises du jour et représentent donc une source d'information indispensable.

Tout au long de l'année 2003, le SIP a continué à perfectionner encore ses moyens de confection et de diffusion des revues de presse. Il dispose déjà depuis un certain temps d'outils informatiques performants qui permettent des recherches sur une banque de données qui contient tous les articles des revues de presse éditées. Ces articles sont accessibles par le biais d'un Intranet sur le réseau de l'Administration gouvernementale.

Cet Intranet permet au lecteur, par le biais de la table des matières, de consulter de façon ciblée les articles qui l'intéressent. Ainsi, il n'est plus obligé de télécharger la totalité d'une revue de presse sous forme d'un fichier «pdf». Les ministres et leurs administrations disposent ainsi d'un moyen facile et rapide pour retrouver des articles ou chercher des informations sur les sujets les plus divers. Cet outil est aussi d'une grande utilité pour d'éventuels chercheurs qui souhaitent avoir rapidement une vue d'ensemble sur les débats et les réactions de la presse au sujet de différents dossiers politiques. Il est d'ailleurs déjà régulièrement utilisé à cette fin.

Une nouveauté à la fin de l'année 2003 a été l'attribution d'un accès sécurisé (grâce à un nom d'utilisateur et mot de passe personnalisé) aux revues de presse via Internet, en dehors du réseau de l'Administration gouvernementale. Ainsi, toute personne (que se soit des fonctionnaires à Luxembourg ou des personnes auprès de services gouvernementaux à Luxembourg ou à l'étranger) intéressée par des recherches d'articles des revues de presse ou des dépêches d'agences peut y accéder à partir de tout ordinateur connecté à internet.

3.2. Agences de presse et presse en ligne

Le Service Information et Presse a aussi diffusé plusieurs fois par jour les agences de presse DPA et AFP. En outre, il a recherché tous les jours sur différents sites Internet (FACTIVA, Paperball, ...) dans des centaines de sources de presse en ligne pour dénicher des informations pertinentes et importantes pour le Luxembourg.

Il a ainsi pu informer les ministres de manière rapide des dernières évolutions politiques et diffuser des articles importants pour le Gouvernement qui ne seraient pas venus à la connaissance des responsables autrement. Des mesures ont aussi été prises dans ce domaine pour moderniser la manière de consulter les dépêches, pour agrandir le nombre de sources auxquelles le SIP a accès et pour moderniser les voies de distribution des nouvelles importantes récoltées sur le net ou provenant des agences.

4. Cellule Technologies de l'information

4.1. eLuxembourg, eGovernment et « Présence Internet »

En tant que membre de la Commission nationale pour la Société de l'Information (CNSI) et du Groupe de travail eGovernment, le SIP a continué à participer activement à la mise en oeuvre du plan d'action national eLëtzebuerg. Il a pris part à un grand nombre de réunions (CNSI, GT eGovernment, réunions bi- ou multilatérales avec des ministères), à des conférences ou des séminaires, a organisé lui-même des séminaires ou des formations et a continué jusqu'à la fin de l'année 2003 de présider le comité « Présence Internet ».

En effet, le travail du SIP en matière de la « Présence Internet » s'est encore intensifié dans ce domaine. Vu que la mission du comité « Présence Internet » est de garantir la cohérence globale des sites web de l'Etat et qu'il est resté donc impliqué de près ou de loin dans chaque projet web qui est réalisé au niveau de l'Etat. Il doit par ailleurs en permanence veiller à adapter aux nouveaux besoins, la charte de normalisation de la présence sur Internet de l'Etat qui a été rédigé par le comité « Présence Internet » et à perfectionner et compléter l'environnement fonctionnel central mis en place. En tant que président de ce comité (les autres membres sont le Centre informatique de l'Etat, le Service des médias et le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative), le SIP était en charge en 2003 de la continuation du projet « CMS » (développement conceptuel du système rédactionnel (CMS) pour l'ensemble des sites de l'Etat).

Le site Internet gouvernemental « www.gouvernement.lu » a été modernisé à différents niveaux impliquant différents acteurs dont notamment le CIE et SIP. La migration vers le CMS a offert une gestion du contenu encore plus complète. La structure et le layout du Site ont été revu afin de maximiser l'accessibilité aux informations tout en guidant les utilisateurs d'une façon intuitive.

Le SIP a aussi continué à préparer la mise en ligne du site Internet www.luxembourg.lu, site et portail de présentation général du Grand-Duché de Luxembourg. Un défi majeur dans ce projet d'un point de vue technique a été la définition d'un nouveau layout. Ceci respectant les lignes directrices de la Web Accessibility Initiative « WAI » afin de garantir l'accessibilité du site aux personnes handicapées.

4.2. L'infrastructure informatique interne du SIP

Le SIP a continué de manière conséquente à moderniser son infrastructure informatique et à intégrer encore plus les nouvelles technologies dans le travail

quotidien. Ceci toujours dans un souci de mettre en place des solutions efficaces et simples d'usage qui correspondent aux besoins réels des utilisateurs.

Le SIP a, dans ce cadre, continué à sécuriser ses serveurs et donc ses données. Ces derniers sont tous dupliqués sur une unité de stockage externe. Ce qui garantit la continuité des services même en cas de perte complète d'un serveur.

L'amélioration apportée au niveau de la gestion des PC est notamment l'implémentation d'un filtre anti-spam sur les boîtes aux lettres.

Afin de se conformer aux prescriptions du CIE quant au réseau RACINE, les adresses IP de tous les matériels informatiques du SIP ont été migrées.

Un Extranet pour les ministères a été mis en place. Cet Extranet s'adresse aux représentants des ministères en relation avec la presse. Ceux-ci y trouvent des informations pratiques pour une gestion cohérente et structurée de la presse. Les utilisateurs ont p.ex. la possibilité d'apprendre comment gérer le contact avec la presse, comment organiser et conduire des interviews, et comment optimiser les discours et interventions d'un membre de gouvernement.

Afin de permettre aux ambassades d'accéder et rechercher des articles de la revue de presse via Internet un Extranet a été mis en place. Cet Extranet a été placé dans une zone démilitarisée (« demilitarized zone ») pour permettre un accès par des utilisateurs se trouvant en dehors du réseau du CIE.

« Pixleave », un logiciel de gestion des congés, gérant électroniquement le cycle d'approbation d'une demande, le calcul des quotas pour les différents statuts d'employés, a été implémenté.

La mise au point du logiciel « Faxination » a permis au SIP de continuer sa voie vers une gestion électronique de ses interlocuteurs. « Faxination » permet d'envoyer et de recevoir des fax et SMS en utilisant Outlook, l'outil de courrier électronique standard pour l'ensemble de l'Etat. De plus, il est possible de composer des numéros de téléphone à partir d'Outlook.

Le SIP a également développé des solutions informatiques en interne. « SipyLook » est un outil intégré dans le logiciel Word de Microsoft permettant la réalisation automatique de modèles de documents spécifiques et fournissant une aide à la mise en forme uniformisée des documents. « StatPub » permet de recenser les commandes de publications et d'en extraire des statistiques, nécessaires pour une gestion plus efficace des stocks. Un logiciel de comptabilité a été également développé permettant au personnel du SIP de mieux gérer les engagements budgétaires, de suivre les commandes de biens ou de services et de centraliser les informations y relatives. « SipyTime » est une fiche de pointage des heures prestées permettant de mieux organiser la gestion du personnel notamment celui du département Revue de Presse.

Ces quelques projets ne reflètent de loin pas tous les projets en cours au niveau des technologies de l'information au SIP. Pour n'indiquer que quelques évolutions supplémentaires intéressantes, on peut mentionner l'enregistrement systématique des émissions politiques intéressantes diffusées par la radio ou la télévision sous

forme numérique ainsi que l'utilisation systématique d'enregistreurs numériques et d'appareils photos numériques. Cette pratique permet de disposer directement de fichiers numériques qui peuvent être archivés sur les serveurs du SIP et facilement mis à disposition de tout le personnel. Ce qui augmente la productivité et la réactivité du SIP. Un téléphone Satellite afin d'optimiser la communication et le transfert d'information pendant les missions à l'étranger a été acquis. Ainsi qu'une imprimante à badges pour identifier les intervenants lors d'événements publics. L'achat d'un robot graveur-imprimeur de CD et DVD, permettant le tirage en série de CD-Rom et de DVD.

5. Cellule Communication

5.1. Campagnes de communication publiques

5.1.1. Campagne de communication concernant l'élargissement de l'Union européenne

Dans le but d'informer le citoyen luxembourgeois sur l'élargissement de l'Union européenne et d'améliorer sa compréhension concernant le processus d'élargissement, le Service Information et Presse a réalisé en 2003, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, la Commission européenne et le Parlement européen, une campagne de communication relative à l'élargissement de l'Union européenne.

La campagne s'adressait prioritairement au grand public, mais prévoyait également la sensibilisation de cibles plus spécifiques, telles que la presse, les décideurs politiques, les acteurs économiques, les milieux académiques et les ONGs.

La campagne prévoyait l'insertion d'annonces dans la presse écrite, de même que la diffusion de spots radio, de spots de télévision et de spots cinéma.

Elle portait sur l'organisation de la Fête de l'Europe, d'un concert de musique en provenance des pays candidats, d'un festival gastronomique et d'un stand d'information aux Foires du Printemps et de l'Automne.

En complément à la campagne grand public, des actions ont été organisées en direction des décideurs politiques, économiques et sociaux (argumentaires, conférences et séminaires), des médias (voyages de presse dans les pays candidats) ainsi que des écoles et des jeunes (brochures et conférences).

Une étude réalisée à l'issue de la campagne a montré que 30 % des personnes se souvenaient spontanément d'avoir vu la campagne "élargissement" et que des 70% de personnes qui ne s'en souvenaient pas spontanément, 91% disaient quand même l'avoir vu lorsqu'on leur montre des images. 77 % des personnes disent que la campagne leur plaît tout à fait ou plutôt.

5.1.2. Campagne de sensibilisation concernant le droit de vote des étrangers aux élections communales d'octobre 2005

Dans le but d'informer et de sensibiliser les ressortissants de l'UE résidant au Luxembourg sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections communales de 2005, le Service Information et Presse a réalisé en 2003, en collaboration avec le ministère de la Famille et le ministère de l'Intérieur, une campagne de sensibilisation concernant le droit de vote des étrangers aux élections communales d'octobre 2005.

Le public cible de la campagne étaient les ressortissants de l'UE résidant au Luxembourg et, accessoirement, le grand public luxembourgeois.

La campagne de sensibilisation prévoyait l'impression et la distribution toutes boîtes d'un dépliant d'information.

Parallèlement, un accent a été mis sur les relations presse : tenue d'une conférence de presse, réalisation d'un dossier de presse, envoi d'informations à la presse, interventions de ministres, etc.

Un dossier spécial a été créé sur le site Internet www.gouvernement.lu et affiché en page d'accueil pendant plusieurs mois. Un dossier pédagogique pour les classes de 11^{ème} / 12^{ème} technique, respectivement 2^{ème} classique a été réalisé. Une ligne téléphonique avec un numéro vert a été mise en place.

La campagne mettait en outre un accent important sur la sensibilisation des « relais d'information » telles que les communes, les commissions consultatives pour étrangers, les associations d'étrangers, les ambassades, etc.

5.1.3. Campagne d'information, de présentation et de sensibilisation sur la coopération au développement

Le Service Information et Presse a en outre collaboré à la campagne de sensibilisation sur la coopération au développement, commencée en 2002.

La campagne prévoyait des spots TV et cinéma, des spots radio, une brochure, des affiches, un stand d'information, etc.

5.2. Aide pour des projets de communication d'autres ministères / participations

Le SIP a développé depuis 1997 son expérience et sa compétence en matière de communication publique. Il dispose par exemple d'une série d'études, dont une sur les agences de publicité luxembourgeoises et leurs créations, de même que de check-lists et/ ou de modèles en matière de communication.

La cellule Communication a offert en 2003 son soutien aux actions de communication suivantes :

5.2.1. Plan d'action national eLuxembourg

Le SIP a développé un plan de communication destiné à faire connaître le plan d'action au grand public. Ainsi qu'à faire connaître les projets existants et les progrès enregistrés. De même il sert à améliorer l'image du plan d'action.

Il a notamment réalisé une étude sur l'image donnée du plan dans les articles de presse parus en 2002 et 2003.

5.2.2. Plan de communication dans le cadre du plan de prévention et de protection contre une attaque terroriste avec le virus de la variole

En tant que membre du Plan de prévention et de protection contre une attaque terroriste avec le virus de la variole, le SIP a élaboré un plan de communication en cas de crise.

5.2.3. Safeborders

La cellule communication du SIP a été membre du comité national « Safeborders », dont le but était la sensibilisation à l'utilisation à bon escient de l'Internet. Le SIP a notamment élaboré un plan de communication.

5.2.4. Protection des données

Le SIP a développé un plan de communication pour la Commission nationale pour la protection des données et aidé la réalisation d'une brochure (voir sous « cellule édition »).

5.2.5. Année internationale de l'eau douce

En tant que membre du comité interministériel « Année internationale de l'eau douce », le SIP a notamment apporté son savoir-faire pour tout ce qui touche à la communication et aux relations presse.

5.2.6. Campagne de communication de l'Armée

Le SIP a aidé l'Armée à continuer la campagne d'image et de recrutement initiée en 2002.

5.2.7. Année européenne des personnes handicapées

Le SIP a aidé le ministère de la Famille dans sa stratégie de communication concernant l'Année européenne des personnes handicapées.

5.3. Promotion de l'image de marque du Luxembourg

Au sein du comité LUXIMAGE, composé du ministère des Affaires étrangères et du Service Information et Presse, le SIP a continué à lancer des projets de promotion propres (élaboration d'un plan de communication global, création d'une colonne

Morris « Welcome to Luxembourg », insertion d'annonces dans des publications étrangères, élaboration de suppléments dans des publications étrangères, etc.) et à sensibiliser les autres organisations et institutions impliquées dans la promotion du pays pour la réalisation de projets communs (création d'un stand de foire, etc.).

5.4. Site Internet www.luxembourg.lu

En 2003, le SIP a complété le contenu du site Internet www.luxembourg.lu, qui a pour objectif de présenter le pays sous tous ses aspects (culture, tourisme, économie, politique, société), fonctionner en tant que « portail » ou « principale porte d'entrée » pour tous les sites publics luxembourgeois et de promouvoir l'image de marque du Grand-Duché.

Le SIP a ainsi ajouté une centaine de pages de textes, intégré une centaine de nouvelles photos et développé un certain nombre de contenus multimédias et audiovisuels (application flash sur l'histoire du Luxembourg, traducteur luxembourgeois en ligne, carte interactive du Grand-Duché de Luxembourg, etc.).

5.5. Identité graphique du gouvernement

Le SIP a continué à travailler en 2003 à la création d'une identité graphique pour le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Il a en outre préparé une politique plus cohérente des cadeaux distribués dans le cadre des visites officielles et visites de travail. Tous les cadeaux respecteront à l'avenir l'identité graphique du gouvernement et s'inséreront dans le cadre de la promotion de l'image de marque du Luxembourg.

5.6. Préparation de la Présidence du Conseil de l'UE 2005

Le SIP a commencé en 2003 de préparer les volets de la Présidence UE 2005 qui le concernent, c'est-à-dire la communication (logo, cadeaux, etc.), l'encadrement de la presse (centre de presse, accréditation, transport, encadrement, etc.), l'information et le site Internet de la Présidence.

Le SIP est membre du Comité de pilotage, préside le groupe de travail « presse, communication et image de marque » de celui-ci et est membre du Comité interministériel. En interne, le SIP a créé 4 sous-groupes de travail. La coordination des différents sous-groupes est assurée par la cellule Communication.

6. Cellule Edition

6.1. Publications parues au cours de l'année 2003

6.1.1. Bulletin d'information et de documentation

Il s'agit d'une publication trimestrielle fondée sur l'actualité gouvernementale :

- Réalisation de 4 numéros du Bulletin en 2003

- Réalisation de versions reliées des 4 Bulletins d'information et de documentation de l'année 2002.

6.1.2. Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1849

Cet ouvrage, paru en édition limitée, passe en revue les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays et présente les faits majeurs de ces diverses législatures. Allant bien au-delà d'un simple inventaire de noms et de titres, « Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1848 » permet de retracer plus de 150 ans de vie publique luxembourgeoise par des photos, des tableaux, des biographies et des reproductions.

6.1.3. A propos de la recherche

L'« à propos... de la recherche » disponible en version française, allemande et anglaise, présente brièvement les origines du secteur de la recherche publique au Grand-Duché de Luxembourg, son évolution rapide et dresse le bilan de sa situation actuelle.

Elle renseigne sur le rôle que jouent les différents acteurs de ce secteur ainsi que sur la politique du gouvernement en matière de R&D. Le lecteur en apprend également plus sur les divers programmes de recherche en cours et sur les programmes européens auxquels participe le Luxembourg. Enfin, une place est également réservée au secteur de la recherche privée.

6.1.4. A propos de la coopération au développement

Cette publication en version française, allemande et anglaise, retrace l'évolution de la coopération au développement au Grand-Duché, ses pays cible et ses secteurs prioritaires. Par ailleurs, elle donne au lecteur un aperçu des acteurs engagés dans la coopération et des mécanismes de fonctionnement de la politique gouvernementale en la matière.

6.1.5. A propos des symboles de l'Etat et de la Nation

Cette publication en version française, allemande et anglaise, décrit l'origine et les caractéristiques des Armoiries de l'Etat, de la Fête nationale, du Drapeau luxembourgeois et de l'Hymne national. Ce dernier est publié en version originale et traduit en 9 langues de l'Union européenne.

6.1.6. A propos de la production audiovisuelle

Cette publication présente l'évolution fulgurante de ce nouveau fleuron de l'économie luxembourgeoise qu'est la production audiovisuelle. En effet, le Grand-Duché a su ces dernières années trouver sa place dans l'industrie audiovisuelle mondiale si l'on en croit, entre autres témoins de cette évolution considérable, les nombreux prix obtenus dans les grands festivals internationaux.

Le lecteur trouve de multiples informations sur l'évolution du cinéma au Luxembourg, sur les nombreuses coproductions luxembourgeoises (long métrages et court métrages) tournées jusqu'ici mais également sur les productions à 100% luxembourgeoises ainsi que sur le secteur de l'animation.

6.1.7. Curriculum Vitae des membres de la famille grand-ducale

Conception et réalisation des CV en français, allemand et anglais de S.A.R. le Grand-Duc, S.A.R. la Grande-Duchesse et de S.A.R. le Grand-Duc Héritier Guillaume.

6.1.8. Livre « La famille grand-ducale »

La version allemande de cet ouvrage est parue, présentant l'histoire et les membres de la famille grand-ducale (le rôle du Grand-Duc selon la Constitution, les symboles de la dynastie, les résidences de la famille, etc.)

« La famille grand-ducale », déjà disponible en français, anglais et espagnol, est en vente dans les librairies luxembourgeoises.

6.1.9. Mise à jour et parution de publications

« Le Conseil d'Etat » et « A propos des langues ».

6.2. Autres activités de la Cellule Edition

6.2.1. Correction et mise à jour du site Internet www.gouvernement.lu

- La Cellule Edition a participé au *workflow* pour ce qui est de la correction des actualités présentées.
- La Cellule Edition était chargée de la mise à jour de la section « Publications » du site Internet www.gouvernement.lu.

6.2.2. Couverture photographique de l'actualité nationale

La Cellule Edition a assuré la couverture photographique des événements qui ont marqué l'actualité gouvernementale en 2003.

6.2.3. Coordination des traductions du Service Information et Presse

La Cellule Edition s'est chargée de la traduction en interne ou externe de textes en tous genres (communiqués, dossiers, publications, discours, etc.).

6.2.4. Diffusion de brochures de promotion du Luxembourg

La Cellule Edition a supervisé la diffusion de brochures et d'ouvrages de promotion du Luxembourg et de son gouvernement édités par le Service Information et Presse.

6.2.5. Emissions politiques

La Cellule Edition a organisé, encadré et assuré le suivi des émissions politiques "Tribune libre".

6.2.6. Aides à la presse

La Cellule Edition a participé aux réunions de la Commission instituée par la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite.

* * * * *

2. Le Service des Médias et des Communications

1. Le paysage des médias luxembourgeois en 2003

1.1. La télévision

1.1.1. Le programme RTL Télé Lëtzebuerg

Rappelons que depuis le 1^{er} janvier 1996, le programme de télévision quotidien en langue luxembourgeoise diffusé par la CLT-UFA a un statut particulier puisque cette société a pris l'engagement, dans le cadre du dispositif de concession/permission du 26 avril 1995, d'assurer un service public de radio et de télévision luxembourgeois. Le service public de télévision comprend obligatoirement des émissions consacrées à l'information, à la culture, aux sports et aux communautés étrangères ainsi que la retransmission de certains événements exceptionnels.

Le financement est couvert en partie par des recettes publicitaires, le solde du coût du programme étant supporté par la CLT-UFA en contrepartie des concessions lui accordées par le Gouvernement pour ses autres programmes. Les recettes publicitaires sont plafonnées. En 2003 le plafond fixé a atteint 5.591.000 €. Après huit ans d'application du dispositif de concession, celui-ci a dépassé la moitié de son terme. Jusqu'ici le modèle de financement du programme de télévision luxembourgeois n'a pas connu de dérapage et son application devrait donc pouvoir continuer jusqu'à son terme en 2010.

A noter que les modalités de financement du programme connaissent un changement d'ordre secondaire à partir de 2004. En effet jusqu'ici le programme de télévision luxembourgeois supportait pleinement le coût d'accès à certaines infrastructures audiovisuelles importantes entretenues par Broadcasting Center Europe (BCE), la filiale technique de CLT-UFA. Dans ces conditions le programme ne pouvait recourir à ces moyens techniques que de façon parcimonieuse, tandis que les infrastructures en question étaient sous-utilisées et économiquement non rentables. La pérennité de ces infrastructures était dès lors menacée. Le Gouvernement entend cependant préserver ces moyens techniques essentiels tant pour le programme de télévision luxembourgeois que pour le pays, puisqu'il s'agit du grand studio TV, utilisé aussi pour l'accès en direct aux plateaux des programmes de télévision étrangers, le car de reportage nécessaire pour les grands reportages d'événements à l'extérieur et le car SNG (satellite news gathering) indispensable pour les retransmissions en direct sans fil depuis l'extérieur. A cette fin le Gouvernement a décidé de subventionner le maintien respectivement le renouvellement de ces infrastructures. A l'avenir le programme de télévision pourra accéder gratuitement à ces moyens de production, ce qui permettra d'une part d'améliorer les possibilités de réalisation du programme ayant une mission de service public et d'autre part d'utiliser pleinement les infrastructures en place. En contrepartie RTL Télé Lëtzebuerg prendra à sa charge le coût de l'interprétation française du journal télévisé ainsi que les droits des films luxembourgeois, coûts supportés jusqu'ici par l'Etat. Le Gouvernement n'interviendra donc plus directement

dans le financement du programme RTL Télé Lëtzebuerg. En outre les infrastructures subventionnées seront à la disposition du Gouvernement et elles pourront être louées par des tiers.

1.1.2. Les programmes luxembourgeois à rayonnement international de la CLT-UFA

Cette catégorie de programmes comprend ceux qui visent outre le public résidant également un public non résidant dans un ou plusieurs autres pays et qui sont diffusés par la CLT-UFA depuis le Luxembourg en ayant recours à une fréquence terrestre luxembourgeoise.

Ces programmes pour lesquels la CLT-UFA bénéficie de concessions luxembourgeoises étaient en 2003 le programme germanophone *RTL Television* (canal 7), les programmes francophones *RTL9* et *RTL Shopping* (canal 21 au Sud), *RTL TVi* (canal 24) et *Club RTL* (canal 41 en numérique) et les programmes de langue néerlandaise *RTL4* (canal 49) et *RTL5* (canal 21 au Nord).

1.1.3. Les programmes luxembourgeois par satellite

Aucun nouveau programme luxembourgeois par satellite n'a commencé ses émissions en 2003. Deux concessions ont été accordées à la société de droit luxembourgeois Luxembourg Broadcasting S.A., l'une pour le programme dénommé « Altitude », une chaîne qui est entièrement consacrée à la montagne et l'autre pour le programme dénommé « Luxembourg Shopping », qui est consacré exclusivement au télé-achat. Le lancement effectif de ces programmes est prévu pour le deuxième semestre de l'année 2004.

En dehors des programmes proprement luxembourgeois, seul le programme Liberty TV (voyages) était encore sur antenne. Tek TV Shop (téléachat) a temporairement interrompu l'exploitation de sa concession. Certaines des concessions accordées antérieurement ont été retirées ou sont en suspens en raison du report du lancement du programme projeté.

Concernant les programmes en langue luxembourgeoise, rappelons que *RTL Télé Lëtzebuerg* est partiellement retransmis en numérique par ASTRA. *Nordliicht TV* est également transmis par ASTRA de même que « *Chamber en direct* », la retransmission des séances publiques de la Chambre des Députés, et *Tango TV*.

1.1.4. Les programmes luxembourgeois par câble

Au niveau des concessions pour programmes luxembourgeois par câble, les programmes *Nordliicht TV*, *Uelzechtkanal* et *Tango TV* ont été rejoints par un nouveau programme, « dok, den oppene Kanal » lequel est actuellement diffusé par les réseaux des sociétés Eltrona et Siemens ainsi que par un certain nombre de réseaux exploités par des communes. La concession, accordée en août 2003,

permet à la société DOK S.A de diffuser à la fois des éléments produits par le concessionnaire lui-même ainsi que de transmettre des émissions provenant de tiers qui sont alors assimilés à des productions indépendantes pour lesquelles le concessionnaire assume toutefois la responsabilité éditoriale. La diffusion du programme n'a commencé qu'en janvier 2004.

1.1.5. L'offre de bouquets numériques au public luxembourgeois

La population luxembourgeoise est en mesure de recevoir un nombre important de programmes de télévision diffusés en clair dans différentes langues, soit par l'intermédiaire des réseaux câblés et antennes collectives, soit au moyen d'un équipement de réception numérique pour le satellite.

Certains réseaux câblés, comme celui d'Ettelbruck par exemple, ont commencé à proposer à leurs abonnés une offre de programmes supplémentaires transmis en numérique et pouvant être reçus par les abonnés moyennant un décodeur numérique. On notera aussi la plate-forme Luxsat qui a annoncé en 2003 son intention de lancer au Luxembourg une offre de vidéo à la demande par le biais des réseaux câblés.

Mais une partie croissante de l'offre de programmes de télévision est cryptée et n'est accessible que moyennant un système d'accès conditionnel non disponible au Luxembourg. En particulier les bouquets français et allemands ne peuvent toujours pas être abonnés au Luxembourg.

En effet les bouquets numériques existant dans nos pays voisins ne disposent pas des droits de diffusion luxembourgeois pour l'intégralité des œuvres diffusées et ne veulent dès lors pas commercialiser leur offre au Luxembourg.

Cette évolution n'étant guère compatible avec la philosophie de la télévision sans frontières dans la Communauté européenne, le Gouvernement a continué à faire état de ce problème auprès des différentes instances européennes.

1.2. Les réseaux de communication télévisuelle

1.2.1. Les réseaux câblés de télédistribution

Le Luxembourg fait partie des pays où la pénétration du câble comme moyen de réception des programmes de télévision est parmi les plus élevées en Europe. Quelque 90% des ménages sont abonnés à un réseau câblé. Il s'agit cependant en partie de réseaux isolés de petite taille. Afin d'offrir aux abonnés de nouveaux services, il faudrait moderniser ces réseaux en élargissant la bande passante et en aménageant un canal retour et il faudrait les connecter à un grand réseau. Par conséquent le Gouvernement continue à encourager la mise à niveau et l'interconnexion des réseaux câblés afin de valoriser cette infrastructure

exceptionnelle et de permettre aux ménages d'accéder par ce biais aux services à large bande.

A la demande de l'Association des Antennes Collectives a.s.b.l. (AAC), le Ministre délégué aux communications avait institué un groupe de travail composé de représentants du Service des médias et des communications, de l'Association des Antennes Collectives (AAC) et de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). Ce groupe de travail a dressé un inventaire des réseaux câblés au Luxembourg en collectant des données relatives aux propriétaires, aux différents statuts de propriété ainsi qu'aux caractéristiques techniques des réseaux.

Pour donner une image de la situation du câble au Luxembourg, voici une présentation sommaire des résultats de l'inventaire :

CATV au Luxembourg : Extrait de l'inventaire 2002

Informations relatives à l'ensemble des localités :

Nombre de localités	500
Nombre de ménages	171.843
Nombre de localités sans CATV	131
Ménages dans localités sans CATV	7.346
% de ménages dans localités sans CATV	4,27%
Nombre de localités avec CATV	369
Ménages dans localités avec CATV	164.497
% de ménages dans localités avec CATV	95,73%

Informations relatives aux localités avec CATV :

Nombre de ménages raccordés au CATV	151.421	nombre non disponible pour 40 localités avec en tout 3085 ménages
% de ménages raccodés au CATV	93,81%	
Nombre total de raccordements au CATV	156.035	nombre non disponible pour 40 localités avec en tout 3085 ménages
Propriétaires de réseaux CATV	83	
<i>dont sociétés</i>	10	
<i>dont administrations communales</i>	24	
<i>dont Asbl</i>	49	
Stations de tête de réseau	50	information non disponible pour 39 localités
<i>dont têtes locales</i>	21	
<i>dont têtes desservant une seule commune</i>	19	
<i>dont têtes desservant plusieurs communes</i>	10	
Localités avec fonctionnalité bidirectionnelle	89	
Ménages avec fonctionnalité bidirectionnelle	69.524	
Nombre de programmes TV	38,5	moyenne pondérée

Constatant sur base de cet inventaire que la structure de la câblodistribution est différente suivant les régions, le groupe de travail a poursuivi sa mission en s'intéressant de plus près, dans une première étape, à la pointe nord du pays. Il a réuni les réseaux câblés du canton de Clervaux afin de discuter avec eux les possibilités de réaliser une interconnexion et une mise à niveau des réseaux de cette région. Il est envisagé d'élaborer un projet pilote et d'en évaluer les avantages escomptés, le coût et les possibilités de financement.

Sous l'égide du groupe de travail des recommandations techniques ont été élaborées et rendues publics sur le site web de l'ILR.

1.2.2. La diffusion numérique terrestre

Plusieurs pays européens se sont dès à présent lancés dans la diffusion terrestre de la télévision numérique (T-DVB).

Au Luxembourg la diffusion télévisuelle numérique terrestre n'est pas une première priorité compte tenu de la large pénétration de la câblodistribution.

De premiers tests ont cependant été effectués dès 2000. Un groupe de travail a été mis en place afin de définir les priorités luxembourgeoises en ce qui concerne la coordination de fréquences pour la télévision numérique terrestre et en vue de préparer la position du Luxembourg en ce qui concerne la conférence régionale de l'UIT qui aura lieu en 2004. Après qu'une première étude réalisée par Broadcasting Center Luxembourg ait permis d'identifier les meilleures fréquences disponibles et pouvant servir de référence pour la coordination des fréquences, un deuxième volet se concentrera sur des essais concrets sur le terrain.

En effet depuis juillet 2002 une première fréquence luxembourgeoise a été mise en service pour la diffusion numérique, à savoir le canal 41. Il est utilisé par la CLT-UFA pour la diffusion terrestre du programme Club RTL et servira en même temps à réaliser des tests et à gagner de l'expérience sur le terrain en matière de diffusion numérique terrestre. Dans ce but deux émetteurs supplémentaires seront mis en service en 2004.

1.3. Le système de satellites ASTRA

Aucun satellite ASTRA n'a été lancé en 2003. Toutefois deux nouveaux satellites ont été commandés à la société Lockheed Martin, dont un devra remplacer le satellite ASTRA 1K perdu au lancement fin 2002.

Actuellement 13 satellites ASTRA sont en orbite à quatre positions différentes de l'arc géostationnaire, dont un en orbite inclinée. 7 satellites sont co-positionnés à la position 19,2° Est et trois à la position 28,2° Est.

A partir de ces deux positions orbitales les programmes transmis par ASTRA atteignaient d'après les estimations de SES ASTRA 85,47 millions de ménages en Europe, dont 28,03 par réception directe et les autres par l'intermédiaire des réseaux câblés. Au total les satellites ASTRA transmettent plus de 1000 programmes de radio et de télévision.

Le début de 2004 a été marqué par une première européenne puisque le premier programme de télévision en haute définition, intitulé EURO 1080 a débuté ses émissions grâce au soutien de SES ASTRA.

1.4. La radio sonore

La loi modifiée du 27 juillet 1991 prévoit différentes catégories de programmes de radio dont certains relèvent de la compétence de la Commission Indépendante de la Radiodiffusion, à savoir les radios locales et les radios à réseau d'émission, tandis que d'autres relèvent de la compétence du Gouvernement, à savoir les programmes à émetteur de haute puissance, mais aussi les programmes radiodiffusés à rayonnement international, les programmes luxembourgeois par satellite et les programmes luxembourgeois par câble.

1.4.1. Les programmes de radio à rayonnement international

Deux programmes de radio diffusés par la CLT-UFA font actuellement partie de cette catégorie : le programme de radio francophone RTL transmis par l'onde longue (234 KHz) et le programme germanophone RTL Radio transmis par les fréquences d'onde moyenne 1440 KHz et par les fréquences FM 93,3 MHz et 97,0 MHz. Afin d'améliorer la rentabilité économique de l'exploitation de la fréquence d'onde moyenne, cette fréquence est également utilisée partiellement pour la diffusion de programmes de radio non luxembourgeois. Ultérieurement cette fréquence pourrait être revalorisée par le recours à la norme numérique DRM.

1.4.2. Les programmes de radio à émetteur de haute puissance

1.4.2.1. Le programme RTL Radio Lëtzebuerg

Le service public à assurer par la CLT-UFA depuis le 1^{er} janvier 1996 en contrepartie de ses concessions concerne non seulement le programme de télévision mais aussi le programme de radio en langue luxembourgeoise, à savoir le programme RTL Radio Lëtzebuerg. Il s'agit certes d'un programme à finalité commerciale, mais la CLT-UFA a contracté l'engagement de diffuser un programme de radio comprenant des émissions d'informations générales diffusées aux heures de grande écoute. Le programme doit respecter le pluralisme dans la présentation de l'actualité et des idées.

A noter que le financement de ce programme par la publicité n'est pas menacé puisqu'il a connu pour la deuxième année consécutive une forte croissance de ses recettes.

1.4.2.2. La radio socioculturelle

Le programme « radio 100,7 » est diffusé depuis septembre 1993 par l'établissement public « Etablissement de Radiodiffusion socioculturelle » chargé conformément à l'article 14 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques d'exploiter la fréquence FM 100,7 MHz en diffusant un programme de radio à finalité socioculturelle exempt de publicité.

La radio socioculturelle est devenue au fil des ans un partenaire privilégié pour de nombreux acteurs culturels et sociaux au Luxembourg et dans la grande région. Mentionnons à titre d'exemple que l'établissement public, en tant que membre de l'Union Européenne de Radiodiffusion, a passé un accord avec l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg permettant à celui-ci de faire reprendre certains de ses concerts par de nombreuses radios de service public à travers toute l'Europe.

1.4.3. Les radios à émetteur(s) de faible puissance

Ces programmes de radio relèvent de la compétence de la Commission Indépendante de la Radiodiffusion. Ils comprennent les quatre radios à réseau d'émission ainsi que les radios locales. Le lecteur trouvera en annexe la liste complète des programmes à réseau d'émission et des radios locales avec leurs fréquences respectives.

1.4.3.1. Les radios à réseau d'émission

Les quatre radios à réseau d'émission qui émettent leurs programmes depuis 1992/93 sont largement complémentaires dans leur contenu. Radio Latina diffusé par la Société Européenne de Communication sociale s.à r.l. est une radio qui s'adresse principalement à la population immigrée. DNR diffusé par la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise est une radio généraliste. Radio ARA diffusé par la s.à r.l. ALTER ECHOS est une radio de type associatif, enfin Eldorado diffusé par la société Luxradio s.à r.l. est une radio essentiellement musicale. Les permissions ont une durée de dix ans. En 2002 elles ont toutes été renouvelées par la Commission Indépendante de la Radiodiffusion au profit des mêmes bénéficiaires pour une nouvelle durée de dix ans. Le Gouvernement a également renouvelé les autorisations d'émettre.

Suite à un appel public de candidatures lancé par le Gouvernement, la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise s.à r.l. s'est vu attribuer en 1999 une permission qui lui permet de relayer par la fréquence de haute puissance 107,7 MHz à Blaschette le programme transmis par son réseau. Le programme reste soumis au contrôle de la Commission Indépendante de la Radiodiffusion. Cette permission aussi bien que l'autorisation d'émettre ont également été renouvelées en 2002 jusqu'au 31 décembre 2010.

1.4.3.2. Les radios locales

A la fin de l'année on dénombrait 16 radios locales se partageant 14 fréquences FM locales à travers tout le pays (cf. liste des programmes en annexe). Suite à un appel public de candidatures, la Commission avait accordé trois nouvelles permissions en 2002. Parmi celles-ci seules deux se sont vues accorder leur autorisation d'émettre en 2003 et une seule, à savoir Radio City FM à Esch-sur-Alzette est sur antenne. Pour les deux autres des problèmes techniques liés au choix du site de l'antenne restent à résoudre avant le lancement du programme.

1.4.4. Les programmes de radio par satellite et par câble

Le seul programme de radio luxembourgeois par satellite est le programme catholique germanophone Radio Horeb.

Une concession a été accordée en 2001 pour un programme de radio luxembourgeois par câble, à savoir Radio Tango.

1.4.5. La radio numérique

La radio numérique peut se présenter sous différentes formes. Elle existe depuis de nombreuses années sous la forme de programmes de radio transmis par satellite en sous-porteuse de programmes de télévision, par exemple le système ADR (ASTRA Digital Radio). Elle est également transmise par les satellites géostationnaires dans la norme DVB utilisée pour la télévision numérique. Enfin elle se présente dans l'Internet sous la forme d'un streaming en protocole IP. Plusieurs des programmes de radio luxembourgeois précités ont recours à l'une ou l'autre de ces techniques de diffusion numérique. Aucune de ces modalités de transmission ne se prête cependant pour une réception à la fois mobile et gratuite, conforme aux habitudes d'écoute de la majorité des auditeurs. C'est à cette attente que devait répondre le DAB et de façon plus récente le DRM.

1.4.6. T-DAB

Le Service des Médias et des Communications, en coopération avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation et en association étroite avec les radios luxembourgeoises, a suivi de près l'évolution de l'introduction du DAB terrestre en Europe depuis plusieurs années. L'objectif reste d'être prêt pour lancer rapidement ce nouveau mode de diffusion numérique dès que sa percée se sera confirmée sur le marché européen. Jusqu'à présent le DAB ne s'est pas encore imposé sur le marché, même si un début de succès peut à présent être constaté au Royaume Uni. La mise en place de réseaux de diffusion se poursuit dans plusieurs pays européens. Au Luxembourg la modification de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques a introduit une base légale pour la réglementation du DAB terrestre.

1.4.7. Digital Radio Mondiale

A côté du DAB terrestre basé sur la diffusion de programmes par des blocs de fréquences, le Gouvernement suit avec intérêt l'évolution concernant la norme numérique DRM qui pourrait permettre dans un avenir relativement proche le passage au numérique de la diffusion en onde courtes et en ondes moyennes, et ultérieurement également en ondes longues. La CLT-UFA y voit une possibilité de revaloriser les fréquences luxembourgeoises. Depuis 2002 le Broadcasting Center Europe réalise des essais en ondes courtes.

1.5. La presse écrite ; la promotion de la presse écrite

Depuis le lancement de deux nouveaux quotidiens francophones en 2001, la presse écrite luxembourgeoise n'a plus connu d'événements d'importance similaire. Les différents titres de la presse écrite se sont maintenus dans un environnement économique difficile.

Avec ses six quotidiens et plusieurs hebdomadaires généralistes, la presse luxembourgeoise présente une panoplie exceptionnelle si on la met en rapport avec la taille du pays.

Onze organes sont actuellement bénéficiaires des effets de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite :

Organe	Editeur
Luxemburger Wort	Saint-Paul Luxembourg S.A.
La Voix du Luxembourg	Saint-Paul Luxembourg S.A.
Tageblatt	Editpress Luxembourg S.A.
Le Quotidien	Lumédia S.A.
Lëtzebuerger Journal	Editions Lëtzebuerger Journal S.A.
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek	Zeitung S.A.
Télécran	Saint-Paul Luxembourg S.A.
Revue	Editions Revue S.A.
Le Jeudi	Editpress Luxembourg S.A.
D'Lëtzebuerger Land	Editions d'Lëtzebuerger Land s.à r.l.
Woxx	Grengespoun SC

Le montant annuel de référence a été fixé par règlement grand-ducal du 2 avril 2003 à un montant de 355.525 €, ce qui donne une subvention allouée à chaque organe au titre de part fondamentale de 118.508 € complétée par une subvention par page rédactionnelle de 101,94 €.

Voici les montants alloués en 2003 aux différents organes, part fondamentale et subventions par pages rédactionnelles confondues :

Luxemburger Wort	1.159.497 €
Tageblatt	1.141.418 €
Voix du Luxembourg	922.354 €

Le Quotidien	824.324 €
Lëtzebuerger Journal	494.147 €
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek	296.146 €
Télécran	282.379 €
Lëtzebuerger Revue	276.102 €
Le Jeudi	265.059 €
D'Lëtzebuerger Land	200.215 €
Woxx	179.343 €
Total	6.040.984 €

1.6. L'évolution du marché publicitaire

Une commission instituée par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques a pour mission de suivre l'évolution du marché publicitaire. Au moyen de la pige publicitaire, cette commission a dû constater, pour la première fois depuis que la pige est réalisée, un léger recul du marché publicitaire en 2002, estimé comme étant de l'ordre de -1%. Néanmoins la baisse des investissements publicitaires est restée moins importante au Luxembourg que dans la plupart des autres pays européens.

Pour l'année 2003 la pige fait à nouveau état d'une progression de l'ordre de 4%, avec cependant de fortes différences entre les catégories de supports.

D'après la pige, la presse écrite dans son ensemble aurait défendu ses parts de marché mais la catégorie des hebdomadaires et des périodiques aurait dû enregistrer une baisse de ses recettes publicitaires.

La radio, la télévision, l'affichage et les dépliantes auraient fortement progressé tandis que le cinéma aurait reculé.

1.7. La réforme de la législation en matière de médias

1.7.1. La réforme projetée de la législation sur la radio et la télévision

En mars 2002 le Gouvernement avait présenté un document traçant les orientations générales pour une nouvelle loi sur la radio et la télévision tenant compte de la convergence entre les secteurs des médias et des télécommunications à l'ère du numérique. La Chambre des Députés avait par la suite organisé un débat d'orientation pour dresser le bilan de la loi de 1991.

En 2003 la préparation d'un projet de loi a été entamée, mais le projet n'a pas été finalisé afin de pouvoir tenir compte de l'évolution des procédures législatives en cours dans deux domaines connexes, à savoir le projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias et la transposition du paquet réglementaire européen en matière de réseaux et de services de communications électroniques. Le projet pourra à présent être finalisé en cohérence avec les textes en question.

1.7.2. La réforme de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse et les délits commis par les divers moyens de publication

Le projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias, qui a vocation à remplacer la loi du 20 juillet 1869 précitée, a été déposé en janvier 2002.

Le projet de loi s'inspire de l'article 10 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et il a été conçu dans le but de concilier la liberté d'expression tout en admettant que cette liberté n'est pas absolue et qu'elle engendre des devoirs et responsabilités.

La future loi est censée s'appliquer dès lors qu'une publication, définie comme étant un ensemble d'informations structurées par un éditeur, est communiquée au public par la voie d'un média. Par média, on entend tout vecteur technique utilisé pour acheminer le contenu vers le public, quelle que soit la technologie employée.

Le cadre juridique, tel qu'il est proposé, contient à la fois des dispositions devant faciliter l'exercice de la liberté d'expression et des règles répondant au souci de veiller à la protection des droits d'autrui.

Parmi les règles relevant de la première catégorie, on peut citer la consécration légale de la protection des sources journalistiques. Cette protection, revendiquée par la profession et réclamée par la Chambre des Députés, prend la forme d'un droit pour le journaliste, qui, entendu comme témoin, aura le droit de refuser de divulguer des informations qui permettraient l'identification de ses sources. Dans l'hypothèse où la protection peut être valablement invoquée par le journaliste, des mesures qui auraient pour objet ou effet de contourner cette protection ne peuvent pas être ordonnées.

Ensuite, le projet prévoit la mise en place de nouvelles règles en matière de citation et de communication en direct.

Dans le domaine de la responsabilité civile, l'application du régime de droit commun, tel qu'il découle des articles 1382 et 1383 du Code civil, est réaffirmée, mais il est proposé de supprimer la règle de la cascade et de prévoir une responsabilité solidaire de l'éditeur et de l'auteur de l'information incriminée. En ce qui concerne la protection de la réputation et de l'honneur d'autrui, le journaliste et l'éditeur se voient désormais reconnaître la possibilité de s'exonérer non seulement en rapportant la preuve de la vérité des faits, mais encore en fournissant la preuve que, sous réserve d'avoir accompli les diligences nécessaires, ils avaient au moment de la communication au public des raisons légitimes de conclure à la vérité des faits publiés et que la communication des faits relatés répondait à un besoin prépondérant du public de connaître ces propos.

En ce qui concerne le métier de journalisme, il est suggéré d'améliorer la situation du journaliste salarié par la reconnaissance légale de la clause de conscience qui lui permet de rompre, en cas de changement notable de la ligne éditoriale de la publication éditée par son employeur, son contrat de travail, sans perdre pour autant le bénéfice de toutes les indemnités et allocations auxquelles il peut prétendre en cas de modification substantielle de son contrat de travail.

Notons que la qualité de journaliste est dorénavant liée à l'exercice effectif du métier de journaliste et n'est plus subordonnée à l'obtention d'une carte de journaliste professionnel.

Du côté des dispositions devant améliorer la protection des individus, signalons la reconnaissance légale de la présomption d'innocence et la possibilité de demander au juge des référés d'ordonner toutes mesures susceptibles de faire cesser une atteinte à ce droit. La protection de la vie privée, de la réputation et de l'honneur est réaffirmée. La possibilité de saisir le juge des référés afin de faire cesser toute atteinte est également accordée dans ces domaines.

Les règles en matière de droit de réponse, soumis jusqu'à présent à deux régimes différents, sont uniformisées et le délai pour exercer cette demande est porté à six mois. Le refus de publier une réponse n'est plus sanctionné pénalement mais donnera lieu à une action rapide devant le président du tribunal d'arrondissement, lequel peut condamner l'éditeur à la publication de la réponse, au besoin sous astreinte.

Un nouveau droit d'information postérieur est accordé aux personnes mises en cause dans une procédure pénale et permettant à celles-ci de requérir la diffusion gratuite d'une information. Ce droit, qui ne doit pas être confondu avec le droit de réponse puisqu'il existe même lorsque l'information initiale est exacte, a pour but d'obliger les publications à faire le suivi d'une affaire pénale.

Enfin, les individus mis en cause dans une publication ont la possibilité de soumettre une plainte à la Commission des Plaintes, mise en place au sein du Conseil de Presse.

En dernier lieu, la responsabilisation de l'éditeur, dont la responsabilité est dorénavant solidairement engagée avec celle de l'auteur de l'information, devrait bénéficier aux particuliers qui ont ainsi la possibilité de se retourner en toutes circonstances de cause contre deux débiteurs. Par ailleurs, le délai de la courte prescription a été relevé à six mois.

Le projet de loi a été avisé par le Conseil d'Etat au courant de l'année 2003. Les associations professionnelles du secteur concerné ont par la suite été invitées par la Commission des Médias et des Communications à présenter leurs observations suite aux conclusions du Conseil d'Etat et en début d'automne la Commission parlementaire a commencé l'examen du texte. Au cours d'une douzaine de réunions, elle a procédé à une analyse détaillée des dispositions du projet de loi et a adopté une quarantaine d'amendements qui ont été soumis au Conseil d'Etat avant la fin de l'année.

Les amendements les plus importants ont sans doute été adoptés dans le domaine de la responsabilité où les députés ont proposé de remplacer le système de la responsabilité solidaire de l'éditeur et du collaborateur par un système de responsabilité en cascade qui prévoit qu'à défaut d'auteur connu, l'éditeur et à défaut le diffuseur est responsable d'une faute, civile ou pénale, commise par la voie d'une publication. Dans un souci de clarté, la Commission parlementaire a également tenu à supprimer la disposition qui avait pour objet de préciser que toute violation de la

future loi constituait notamment une faute au sens des articles 1382 et 1383 du Code civil.

En ce qui concerne les missions du Conseil de Presse, la Commission a tenu à renforcer son rôle et a proposé à rendre l'institution d'une Commission des Plaintes ainsi que l'élaboration d'un code de déontologie obligatoires. Au niveau de la composition du Conseil de Presse, elle a modifié le texte initial du projet pour laisser une certaine marge de manœuvre à l'organe concerné en ce qui concerne la fixation du nombre effectif de ses membres et a, dans cet esprit, proposé un nombre minimal de 14 membres.

Les dispositions concernant les traitements de données à caractère personnel effectués à des fins de journalisme ont été supprimés du projet de loi au motif qu'elles devraient figurer dans la loi cadre du 2 août 2002 relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Les autres amendements sont de nature rédactionnelle et ont pour but de rendre le texte de loi plus précis.

Dès que le Conseil d'Etat aura rendu son avis complémentaire, qui est attendu pour la fin du mois de janvier, la Commission parlementaire reprendra ses travaux avec pour but d'en saisir la Chambre de Députés avant les élections législatives du mois de juin 2004.

1.7.3. Groupe de travail sur la protection des mineurs contre l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias

Par décision du 24 janvier 2003 le Conseil de Gouvernement a chargé un groupe de travail de vérifier si la protection des mineurs en matière d'accès à des contenus (images, textes, messages, jeux, œuvres) diffusés par la voie des médias et qui sont susceptibles de nuire à leur développement physique, mental ou moral est effective et suffisante, le terme média étant entendu dans son sens le plus large et couvrant aussi bien la radiodiffusion, que l'Internet que la communication du contenu lorsqu'il est fixé sur un support.

Le groupe de travail, composé de représentants des ministères de la Culture, de l'Economie, de l'Education Nationale, de la Famille, de l'Intérieur, de la Justice et du Ministère d'Etat s'est réuni sept fois en 2003.

En procédant de cette façon, l'exploitation en soi de contenus violents ou sexuels ne serait plus pénalisée, mais ce qui serait par contre sanctionné serait le fait de s'abstenir de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les mineurs de voir ou d'accéder à de tels contenus. On aurait ainsi renforcé la protection des mineurs et en même temps le législateur aurait créé une base légale pour mettre en place des systèmes sectoriels d'auto- ou de corégulation qui seraient ainsi appelés à compléter utilement son action.

Ces conclusions ont été entérinées par le Conseil de Gouvernement et le groupe de travail a été chargé de réfléchir aux grandes lignes directrices d'un cadre permettant

d'assurer une coregulation efficace dans le domaine de la protection des mineurs contre l'accès à des contenus nuisibles véhiculés par les médias.

1.8. Nouveau site Internet

En 2003, le Service des Médias et des Communications a mis en ligne son nouveau site Internet (www.mediacom.public.lu) . Il s'agit d'un site thématique, contenant des informations sur le secteur des médias et des communications électroniques, conçu en vue de la réalisation d'un portail unique du Gouvernement. Le site comprend en outre des fonctionnalités de téléchargement de documents et de formulaires.

Le site a été réalisé conformément à la « Charte de normalisation de la présence Internet de l'Etat ».

2. Les organes créés par la loi sur les médias électroniques

2.1. La Commission Indépendante de la Radiodiffusion (CIR)

Au cours de l'année 2003, la Commission Indépendante de la Radiodiffusion (la « Commission ») a rendu six avis :

- quatre avis en relation avec l'octroi de concessions pour programmes de télévision luxembourgeois par satellite et par câble ;
- un avis relatif au renouvellement d'une concession pour un programme luxembourgeois par câble ;
- un avis en relation avec le retrait d'une concession pour programme luxembourgeois par satellite.

L'association sans but lucratif « Lieweg Kultur » a déposé un recours auprès du Tribunal administratif contre la décision de la Commission du 18 décembre 2002 de ne pas renouveler la permission du programme dénommé « *Sunshine Radio* ».

Par jugement du 22 octobre 2003, le Tribunal administratif a déclaré le recours en annulation irrecevable.

L'a.s.b.l. « Lieweg Kultur » a interjeté appel contre ce jugement en date du 28 novembre 2003.

2.2. Le Conseil National des Programmes

En 2003, le CNP a renoué avec l'organisation de son cycle de conférences « Mediamorphose » entamé en 2002. L'éducation aux médias s'étant cristallisée comme thème fort à Mondorf, ce sujet fut remis à la Une lors de la Mediamorphose 2 en mars 2003. Si ce séminaire a eu un mérite, c'est celui d'avoir rassemblé autour d'une table des partenaires, qui, tout en ayant foi en leur idéal, ont travaillé jusque-là

en ordre dispersé. Des questions concrètes autour d'une coordination générale restent posées.

Toujours dans l'esprit d'une éducation aux médias adéquate, le CNP a organisé en novembre 2003 une journée de réflexion sur la signalétique dans les programmes télévisés luxembourgeois, ceci après avoir été saisi par le gouvernement pour aviser un projet de règlement grand-ducal à ce sujet.

Partant du principe que la co-régulation devait être à la base de la réforme de la loi sur les médias électroniques, le CNP a entamé en 2003 le projet ambitieux d'une étude sur le paysage médiatique luxembourgeois. En décembre, les professeurs Hans-Jürgen Bucher et Christof Barth de l'Université de Trèves ont présenté le rapport intermédiaire de l'étude qui comporte les résultats des interviews menées avec les médias luxembourgeois, une ébauche d'un code de conduite pour les médias audiovisuels ainsi qu'une première vague d'analyse de programmes de ces médias en comparaison avec la presse écrite (une deuxième suivra dans le courant de l'année 2004). Le résultat ne saurait être considéré comme un document ficelé ; il s'agit plutôt d'une incitation à une discussion qui, dans les mois prochains, devra réunir plus d'une fois autour d'une table tous les acteurs du monde médiatique luxembourgeois. Le document pourra guider d'abord le CNP, ensuite la nouvelle autorité de régulation prévue avec une nouvelle loi sur les médias électroniques, dans sa tâche de régulateur : une telle base de travail a fait défaut jusqu'à présent. D'autre part, cette étude, tel est le souhait du CNP, devra constituer un premier pas vers une réflexion continue, au sein des entreprises médiatiques, sur la qualité de leur travail. L'étude est disponible sur simple demande auprès du secrétariat du CNP.

Au niveau des instances régulatrices européennes, les autorités italienne et luxembourgeoise ont entamé simultanément un processus de réflexion sur le format futur de l'EPRA . (European Platform of Regulatory Authorities). Dans leurs papiers respectifs, les deux pays ont réclamé e.a. la formulation de positions communes dans les grands dossiers audiovisuels. Une telle avancée du CNP, membre depuis peu dans l'EPRA, aura peut-être surprise l'un ou l'autre. En regardant de près, ce pas semble des plus logiques. Le Luxembourg, petit pays sans « culture » de régulation, ne peut que profiter des expériences vécues dans d'autres pays dont les instances de régulation sont plus développées et plus reconnues aussi.

Tout renseignement supplémentaire peut être obtenu auprès du secrétariat du CNP, 2, Circuit de la Foire, L-1347 Luxembourg (Tél : 478 2066)

3. Le développement de la société de l'information

3.1. Le plan d'action eLuxembourg

3.1.1. Principaux objectifs du plan d'action eLuxembourg

De manière générale, les objectifs du plan d'action peuvent être résumés comme suit:

- faciliter l'accès aux citoyens et entreprises aux informations et services de l'administration
- dynamiser l'économie et l'innovation technologique
- enrichir l'enseignement par l'intégration des TIC et mettre à disposition les outils pédagogiques nécessaires aux nouvelles formes d'enseignement
- doter les administrations et les agents publics d'outils modernes et efficaces.

Ces 4 points résument de façon concise les axes importants du plan d'action eLuxembourg.

3.1.2. Bref historique

En juin 2000, l'initiative de eEurope a été adoptée à Feira. A ce moment le principal objectif au niveau européen était de créer la société de la connaissance la plus performante du monde avec un Internet moins cher, plus rapide, plus sûr et accessible à tous.

La transposition au Luxembourg de cet objectif ambitieux était la création de la Commission Nationale pour la Société de l'Information (CNSI) en août 2000 sur le plan national et la mise en place du plan d'action eLuxembourg.

Une Task Force eLuxembourg a été mise en place en janvier 2002. Elle a assumé le rôle d'unité opérationnelle de la CNSI.

A partir de janvier 2004, le Service eLuxembourg reprend les anciens travaux de suivi et d'évaluation de projets de la Task Force tout en se voyant attribuer de nouvelles missions en matière de stratégies et normes et la mise en place du plan directeur pour le passage à l'administration électronique.

3.2. Commission Nationale de la Société pour l'Information (CNSI)

3.2.1. Composition de la CNSI et nouvelles nominations

Lors de sa création en août 2000, la CNSI était composée de plusieurs ministères :

- Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Ministère de l'Economie
- Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
- Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Ministère du Travail et de l'Emploi
- Ministère du Trésor et du Budget.

Au cours de l'année 2003, 2 nouveaux ministères ont rejoint la CNSI :

- Ministère de la Santé, vu l'importance croissante du volet eSanté dans le cadre de eEurope 2005 et de eLuxembourg
- Ministère de l'Intérieur, vu la décision de la CNSI de créer un groupe de travail eCommunes sous la présidence du Ministère de l'Intérieur.

3.2.2. Mission

La CNSI, sous la présidence du Ministre délégué aux Communications, remplit les missions suivantes :

- coordination de la mise en place et de l'exécution du programme eLuxembourg
- coordination entre ministères et administrations ainsi qu'entre le secteur public et le secteur privé
- autorisation du financement des projets introduits par les maîtres d'ouvrages (administrations, ministères, communes).

3.2.3. Organisation pratique

La CNSI s'est réunie **6 fois en 2003** ; ces réunions sont toujours précédées par des réunions préparatoires des conseillers des ministres membres de la CNSI.

En vue de la décision de la CNSI, une multitude de réunions pour aviser les projets, ont été organisées par les différents groupes de travail :

- GT eGovernment
- GT eEconomie
- GT eEducation
- GT eSanté
- GT eSocial
- GT eCulture
- GT eCommunes.

Ces différents groupes de travail se composent de tous les acteurs concernés et traduisent donc le caractère horizontal de eLuxembourg.

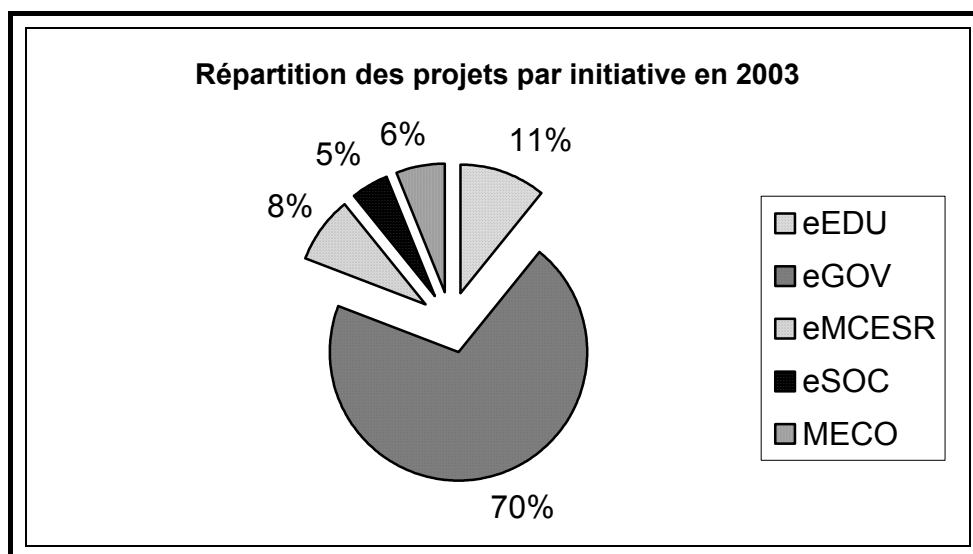
3.3. Projets

3.3.1. Projets autorisés en 2003

En tout, 32 projets ont été autorisés par la CNSI en l'année 2003. Il s'agit d'autorisations pour de nouveaux projets ainsi que de demandes d'autorisation pour des phases complémentaires à des projets existants.

Nom du projet	Date d'autorisation
Gestion des bourses d'études (front- et back office)	13.02.2003
Guide Internet SNJ	13.02.2003
Site Internet du Centre de Communication du Gouvernement	13.02.2003
www.see.lu	13.02.2003
GED IGSS-CEO	13.02.2003
EDucere	13.02.2003
Service d'Economie rurale	13.02.2003
Site Internet de la Sécurité Sociale	13.02.2003
Site du Ministère des Finances	13.02.2003
Site Internet du Conseil Economique et Social	13.02.2003
Site Internet du Ministère de la Santé	13.02.2003
Portail du Ministère de l'Agriculture	13.02.2003
Ministère des Travaux Publics	13.02.2003
Présence Internet : enveloppe budgétaire pour réaliser des sites Internet	13.02.2003
Projet PKI: étude de faisabilité	13.02.2003
Portail Statistiques	13.02.2003
NorTIC	19.05.2003
Portails et sites Web du MFPRA, de l'APE et de l'INAP	19.05.2003
Formation des agents de l'Etat	19.05.2003
Sécurité et confiance dans les réseaux : mise en place de CASES	21.07.2003
Site Internet Haut Commissariat Protection Nationale	21.07.2003
Site Internet de la Commission Nationale d'Ethique	21.07.2003
Site Internet pour la Cellule de Recherche sur la Résolution de conflits	21.07.2003
eCadastré : étude de faisabilité technique	21.07.2003
Sécurité et confiance dans les réseaux : guide sécurité	13.10.2003
Portail Sports	13.10.2003
Gestion intégrée du Service Médico-Sportif : développement et implémentation	13.10.2003
Extension du projet eContributions	13.10.2003
Catalogue Internet des normes européennes	08.12.2003
Site Internet SNJ	08.12.2003
Site Trésorerie de l'Etat	08.12.2003
eProtex : étude volet Intranet	08.12.2003

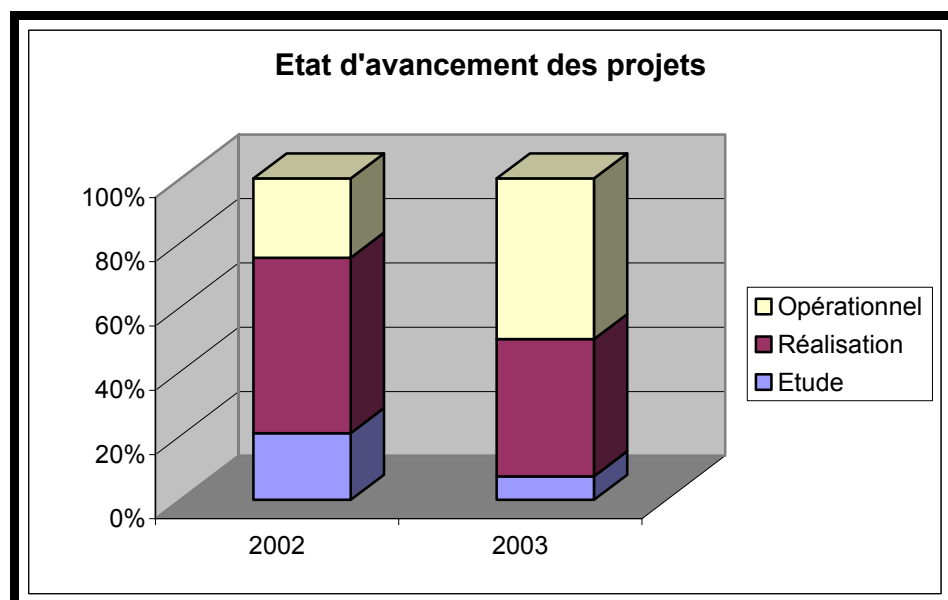
3.3.2. Répartition des projets par initiative (nombre de projets actifs en 2003)



Avec 70% des projets autorisés par la CNSI depuis sa création en 2001, les projets du eGovernment représentent de loin le plus grand chantier du plan d'action eLuxembourg.

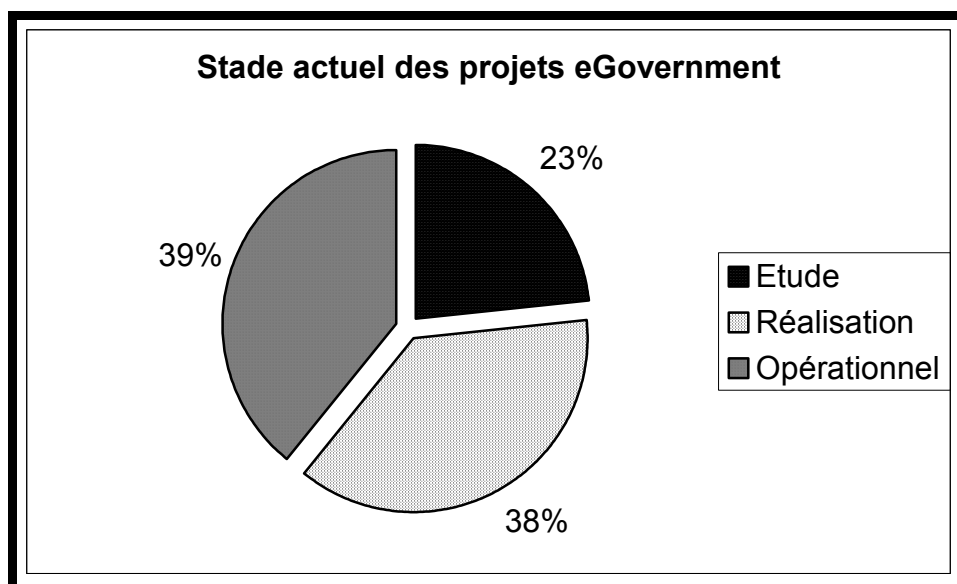
Les projets dans le domaine de l'éducation représentent 11%. Un certain nombre de projets sont en cours dans les domaines de la culture, de la sécurité, du commerce électronique et en matière sociale (combler le fossé numérique).

3.4. Avancement des projets



L'état d'avancement des projets a progressé de façon significative en 2003. Ainsi en décembre 2003, 50% des projets dans le cadre de eLuxembourg sont opérationnels ainsi que 43% sont en cours de réalisation.

L'état d'avancement des projets eGovernment est un peu en recul par rapport à la situation globale. La part des projets opérationnels est moins élevée et plus de projets se trouvent encore dans la phase d'étude. Ceci explique en partie la position désavantageuse par rapport aux autres pays européens.



3.5. Exemples de projets finalisés en 2003

3.5.1. Gestion des bourses d'études

Un site Internet d'information du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) est mis en place qui permet également de procéder en ligne à des demandes d'aides financières.

Pour en savoir plus : <http://www.cedies.public.lu>

3.5.2. Formation Professionnelle Continue

Ce projet consiste dans l'informatisation de la loi du 22 juin 1999 en matière de formation professionnelle continue. Il s'agit concrètement de la mise en place d'une application au profit des entreprises pour leur faciliter la demande d'une aide financière auprès de l'Etat pour leur programme de formation professionnelle continue.

Pour en savoir plus : <http://www.lifelong-learning.lu/entreprises/entreprises.htm>

3.5.3. Projet pilote norTIC (projet en cours de déploiement)

Il s'agit d'un projet pilote à envergure régionale dans le cadre de la stratégie d'implémentation des TIC dans les pratiques pédagogiques de l'enseignement primaire.

- Formation des enseignants dans le domaine de l'utilisation des TIC
- Développement d'une pédagogie adaptée et d'un apprentissage intégrant les TIC
- Élaboration d'outils et de projets pédagogiques tels que supports pour les cours en classe
- Mise en place d'un centre de services norTIC: Equipement des classes préscolaires, primaires et de l'éducation différenciée avec du matériel TIC pour ainsi contribuer à l'aménagement des écoles de façon à utiliser ce matériel de manière efficace.

Pour en savoir plus : <http://www.nortic.lu/>

3.5.4. Legilux (quasi-finalisé)

Il s'agit d'un projet en deux étapes où la première phase est finalisée.

Un accès au mémorial A ainsi qu'aux mémoriaux B et C est mis en place. Un outil de recherche plein texte est intégré permettant de faire des recherches avancées. Un accès est également garanti vers des publications du Service Central des Législation, des textes coordonnés, des codes et recueils. Des liens vers d'autres sources juridiques sont également intégrés. La mise en ligne d'une version améliorée est prévue pour début 2004.

Pour en savoir plus : <http://www.legilux.lu>

3.5.5. eTVA

Le projet consiste dans le développement de la déclaration électronique de TVA en plusieurs phases : infrastructure, développement des standards et outils, création d'un cadre de développement.

Le projet a permis la réalisation d'un outil de vérification du numéro de TVA dans le cadre des échanges intra-communautaires, de formulaires PDF et d'une interface pour la transmission sécurisée par les fiduciaires des données des déclarations de TVA de leurs clients (fichier XML de format prédéfini). Il est possible d'effectuer en ligne la déclaration annuelle de la TVA. Un module de télépaiement et la consultation du solde est également supporté.

Pour en savoir plus : <https://saturn.etat.lu/etva/index.do>

3.6. Exemples de projets autorisés à caractère horizontal

3.6.1. Projet PKI

Etude et établissement d'un plan d'affaires pour la réalisation d'une infrastructure à clé publique pour le Grand-Duché de Luxembourg. Ce projet répond aux besoins du secteur privé, du secteur bancaire ainsi que du secteur public.

Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Economie

3.6.2. CI.GED

Etablissement d'une architecture pour un système de gestion électronique de documents commun à l'Etat. Ceci est un projet important et d'envergure vu l'intérêt pour l'ensemble des administrations de l'Etat.

Maîtrise d'ouvrage : Centre informatique de l'Etat

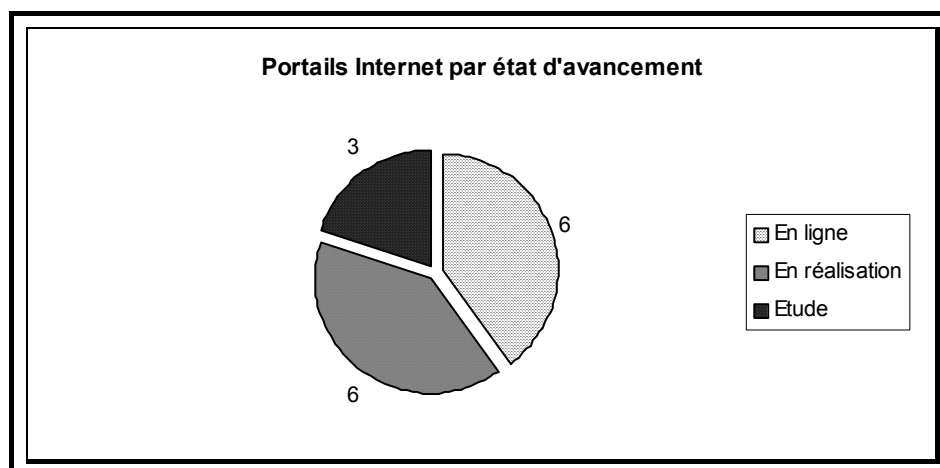
3.6.3. Présence Internet

La Task Force eLuxembourg (nouvellement Service eLuxembourg) a consacré un grand effort pour assister les ministères et administrations en matière de leurs projets Internet. La base de ce travail a été la charte de normalisation de la Présence sur Internet de l'Etat.

En matière de formation, plusieurs cours ont été organisés et une cinquantaine d'agents d'Etat ont été formés à l'utilisation du Content Management (CMS) de l'Etat disponible auprès du Centre informatique de l'Etat.

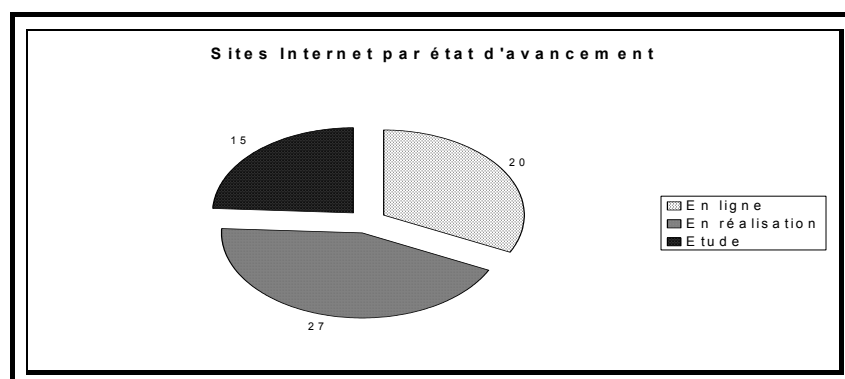
3.7. Portails Internet par état d'avancement

Fin 2003, la majorité des portails Internet sont soit en réalisation (6 portails), soit déjà en ligne (également 6 portails), les projets de portails en phase d'étude se quantifient à 3 projets.



3.8. Sites Internet par stade d'avancement

Le graphique ci-dessous montre l'état d'avancement des sites Internet qui sont réalisés sous la charte de normalisation de la Présence sur Internet de l'Etat. On remarque qu'un nombre élevé de sites sont actuellement en phase de réalisation (43%). Néanmoins, en 2003, un grand nombre de sites a pu également être mis en ligne (cf liste en annexe).



3.9. Plan d'action « Brücke bauen iwert den Internetgruef »

3.9.1. Implémentation des « Internetstufen » dans les communes

L'Etat tient à encourager, notamment par un soutien financier, la création de télécentres dans les communes, c.-à-d. de lieux publics conviviaux où sont mis à disposition des ordinateurs et des points d'accès Internet.

Les principaux objectifs des « Internetstufen » sont:

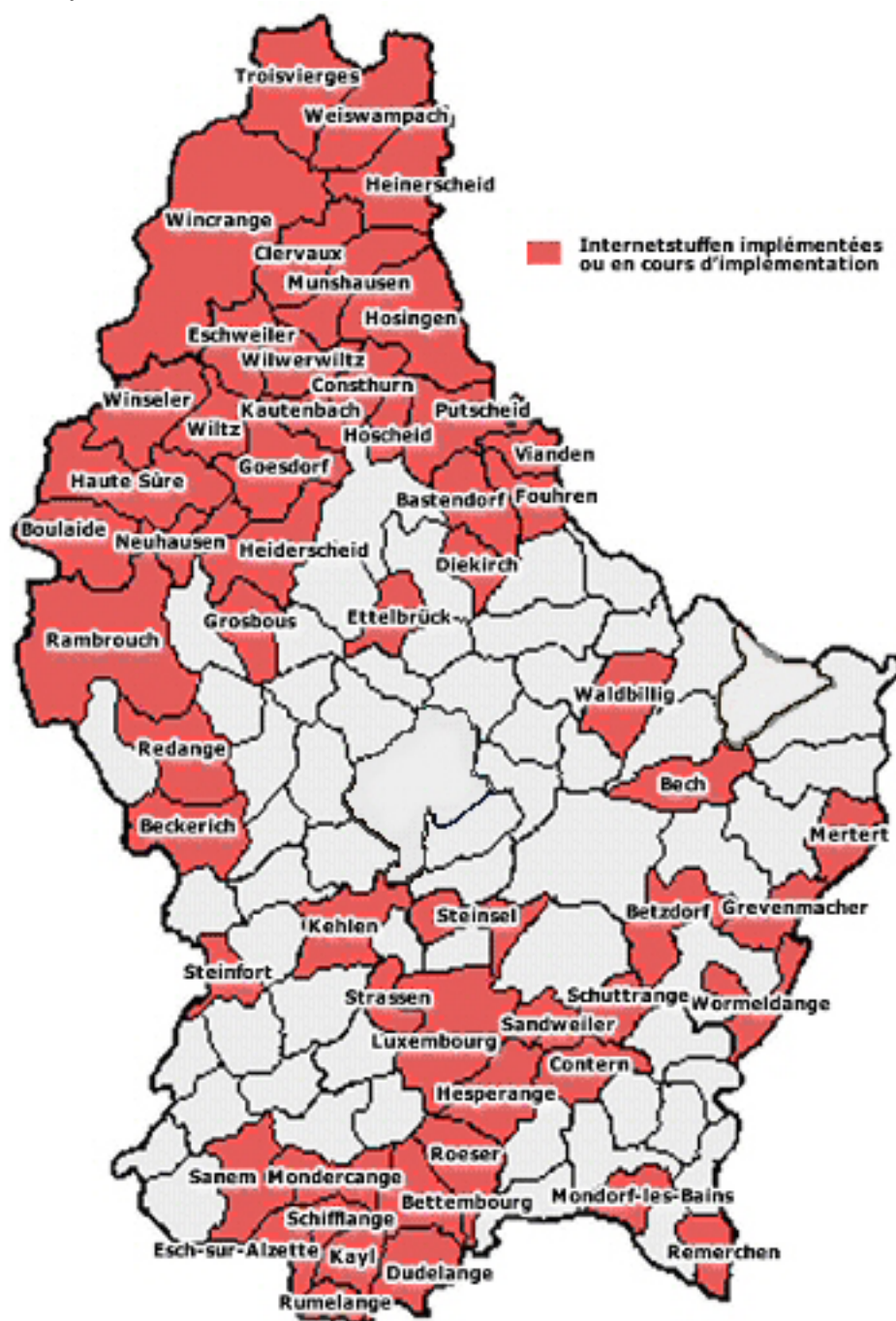
- garantir l'accès à Internet et aux informations en général à tous les citoyens
- mise à disposition d'équipement informatique
- organisation de cours de formation relatifs à l'informatique comme par exemple l'utilisation générale d'un ordinateur et le fonctionnement d'Internet « Internetführerschain » et des principaux logiciels informatiques (Word, Excel, etc.) .

En ce qui concerne le Nord du pays, l'Oesling, deux régions LEADER+, Clervaux-Vianden et Redange-Wiltz, se sont concertées sur une approche régionale pour la mise en oeuvre des « Internetstufen » dans le cadre du plan d'action gouvernemental « eLuxembourg ».

3.9.2. Nombre de communes impliquées

Au total, 62 communes du Grand-Duché de Luxembourg ont ou sont en train d'implémenter des « Internetstufen », chiffre qui ne cesse de croître. Surtout dans le cadre d'eOesling, un nombre important d'Internetstufen a été mis en place (27 en tout).

Carte du Luxembourg montrant les communes qui ont implémenté ou qui sont en cours d'implémenter une « Internetstuff » :



3.9.3. Formations

Actuellement plus de 30 communes offrent des cours informatiques de tous les niveaux à leurs citoyens. Ces cours sont conventionnés par le Ministère de l'Education Nationale / Formation des Adultes.

L' « Internetführerschäin », une formation destinée au grand public, est proposée par les communes participant à l'initiative et s'adresse à toute personne intéressée. La formation se compose d'une initiation à l'ordinateur (4 x 2 heures), et à l'Internet (3 x 2 heures).

En 2003 plus de 600 certificats de l'Internetführerschäin ont été distribués dans le cadre de ces formations.

3.10. Actions

Dans le courant de l'année 2003, plusieurs actions ont été organisées dans le cadre du plan d'action eLuxembourg et en collaboration avec la Task Force eLuxembourg.

3.10.1. Journée pédagogique

Au mois de mai, une journée pédagogique, ensemble avec le Script du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, a été organisée à Hosingen ciblant sur des élèves de l'école primaire. 3 ateliers relatifs à « Safer Internet » ont été offerts.

3.10.2. Safeborders (octobre 2003 – mars 2004)

SafeBorders est un projet établi ensemble avec le Script du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, qui vise à sensibiliser, voire éduquer les citoyens et surtout les jeunes, à l'utilisation de l'Internet à bon escient. Dans le cadre de ce projet, le Luxembourg participe à un consortium européen composé de partenaires provenant de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie et des Pays Bas. L'objectif est de prémunir les citoyens contre les effets néfastes de certains contenus et pratiques illicites et préjudiciables. La campagne de sensibilisation, co-financée par la Commission Européenne dans le cadre du « Safer Internet Action Plan » a donné lieu au Luxembourg à un certain nombre d'actions coordonnées par le service eLuxembourg.

3.11. Annexes

3.11.1. Tableau des projets actualisés autorisés par la CNSI

Tableau des projets eLuxembourg - actualisé au 08 décembre 2003

Défi-Objectif	Nom du Projet	Description du projet	Maître d'ouvrage		Domaine	Niveau de sophistication	Date d'autorisation	Date de finalisation prévue	Etat actuel	Contact
1,1	Informatisation de l'IEES	Mise en place d'une infrastructure informatique adéquate afin d'optimiser le fonctionnement de l'IEES	MCESR	IEES	eEducation	N.A.	02/05/2001	N.A.	En réalisation	henry.welschbillig@ci.educ.lu
1,1	Cartable Électronique	Projet pilote de mise à disposition d'ordinateurs portables aux élèves du Lycée Aline Mayrisch	MENFPS	LAML	eEducation	N.A.	27/03/2001	juil-04	Opérationnel	constant.raths@laml.lu
1,1	norTIC	Projet pilote à envergure régionale: - Formation des enseignants dans le domaine de l'utilisation des TIC - Mise en place d'un centre de services norTIC	MENFPS	-	eEducation	N.A.	19/05/2003	déc-05	En réalisation	lanners@men.lu ; yves.schintgen@education.lu
1,2	DECOTEC (Development of expertise in collaborative open technologically enriched educational contexts)	Développement d'une plate-forme technique pour explorer des nouvelles méthodes d'apprentissage au niveau de l'ISERP	MCESR	ISERP	eEducation	3/3	02/05/2001	janv-04	En réalisation	gerard.gretsch@iserp.lu
1,3	Formation BD	Projet du Lycée technique des Arts et Métiers, permettant aux étudiants qui suivent cette formation de travailler avec des équipements et des logiciels professionnels et les préparer au monde professionnel en équipant les ateliers en ordinateurs de modélisation et d'animation 3D	MCESR	LTAM	eEducation	N.A.	02/05/2001	Finalisé	Opérationnel	Christian.Schaack@education.lu
1,4	Educnet	Mise en place d'une infrastructure permettant à tous les lycées et institutions culturelles de disposer d'un accès Internet haut débit, indispensable au déploiement des nouvelles technologies.	MENFPS	RESTENA	eEducation	N.A.	02/05/2001	Finalisé	Opérationnel	duhautpas@restena.lu ; alain.frieden@restena.lu
1,4	mySchool!	Portail de l'Education Nationale, promouvant l'accès personnalisé du monde de l'éducation nationale (enseignants, élèves, parents d'élèves et guests) à des sites d'informations et de connaissances sélectionnés pour leur contenu lié au domaine éducatif	MENFPS	-	eEducation	3/3	01/08/2001	janv-04	Opérationnel pour les parties éducation secondaire; En réalisation pour les parties pour l'enseignement précoce et primaire	weiler@myschool.lu
1,4	eDucere	Intégration des TICs dans le processus d'apprentissage; initiation d'un processus de changement, évolution et enrichissement de la fonction enseignante	MENFPS	-	eEducation	N.A.	01/08/2001	déc-03	En réalisation	lanners@men.lu
2	Internetstufen	Mise en place de centres multimédia dans les communes	MDE	TF	Internet pour tous	N.A.	01/08/2001	N.A.	Opérationnel	dany.thill@sel.etat.lu
2	Formation des Formateurs	Formation de personnel enseignant l'Internetführerschain dans les Internetstufen	MDE - MENFPS	TF	Internet pour tous	N.A.	01/08/2001	N.A.	Opérationnel	dany.thill@sel.etat.lu

2	Internetführerschein	Enseignement de notions informatiques de base aux citoyens dans les Internetstufen	MDE - MENFPS	TF	Internet pour tous	N.A.	01/08/2001	Finalisé	Opérationnel	dany.thill@sel.etat.lu
2	Guide Internet SNJ	Formation de jeunes gens, enseignat à leur tour l'Internet à d'autres personnes de leur âge	MFSSJ	SNJ	Internet pour tous	N.A.	13/02/2003	févr-04	En réalisation	eric.krier@snj.lu
3,1	Portail Culture	Outil ayant pour vocation finale de devenir un instrument important de communication, de publication et de centralisation pour une collaboration transversale et active avec l'ensemble des acteurs dans le domaine de la Culture	MCESR	-	eCulture	0/3	24/07/2002	N.A.	Phase d'étude finalisée En réalisation: Phase de développement	guy.frank@mc.etat.lu
3,1	Legilux	Création d'un portail documentaire legilux.lu couvrant de manière exhaustive le domaine juridique luxembourgeois officiel : textes de loi au sens large, jurisprudence et autres textes officiels.	MDE	SCL	eGovernment	1/1	27/03/2001	janv-04	Opérationnelle: 1ière phase En réalisation: 2ième phase	daniel.andrich@scl.etat.lu
3,1	Formulaires en ligne	Mise en ligne des Formulaires de l'Etat	MFPPRA	-	eGovernment	0/4	27/03/2001	N.A.	Phase d'étude finalisée	ralph.letsch@ape.etat.lu
3,1	Site MECO	Site Internet du Ministère de l'Economie	MECO	-	eGovernment	0/2	27/03/2001	août-03	Opérationnel	carlo.wirth@eco.etat.lu
3,1	www.gouvernement.lu	Migration du portail d'information et de communication du gouvernement dans le système rédactionnel commun à l'État (CMS)	MDE	SIP	eGovernment	1/1	07/06/2001	Finalisé	Opérationnel	jacque.zahlen@sip.etat.lu
3,1	www.luxembourg.lu	Site Internet de présentation générale du Luxembourg	MDE	SIP	eGovernment	0/1	07/06/2001	mars-04	En réalisation	jacque.zahlen@sip.etat.lu
3,1	Homepage AED	Création d'un nouveau site Web de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines afin d'optimiser la transparence des différentes dispositions légales, missions et services de cette même administration	MDF	AED	eGovernment	0/4	01/08/2001	déc-03	En réalisation	francis.sandr@en.etat.lu
3,1	eProtex	Site servant de portail pour les informations et la promotion du Service National de la Protection Civile	MI	SNPC	eGovernment	0/2	01/08/2001	févr-04	En réalisation	guy.blev@protex.etat.lu
3,1	Intranet/Extranet du Service National de la Protection Civile	Intranet pour le personnel et les bénévoles de la Protex (information, communication, processus administratifs, workflow, e-learning, espace de travail partagé). Extranet pour les organisations internationales, les organisations partenaires dans les pays voisins, la presse	MI	SNPC	eGovernment	2/4	08/12/2003	N.A.	Etude technique en cours	gilbert.schleich@protex.etat.lu
3,1	Site CNA	Le site institutionnel représente un objectif essentiel du CNA dans le cadre de sa politique de la promotion de la culture audiovisuelle luxembourgeoise.	MCESR	CNA	eCulture	2/3	24/07/2002	Finalisé	Opérationnel	jean.back@cna.etat.lu
3,1	eCadastre	Création de nouveaux services en ligne afin de faciliter le travail des clients réguliers	MDF	ACT	eGovernment	0/4	01/08/2001	juin-05	Phase d'étude en cours de finalisation Phases ultérieures à planifier	francis.kaell@act.lu
3,1	Webenvy	Mise en place d'un site Internet, présentant une structure commune pour les sites Internet du Ministère de l'Environnement, de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration des Eaux et Forêts	MENV	AENV - AEF	eGovernment	2/4	01/11/2001	Finalisé	Opérationnel	patrick.grivet@mev.etat.lu

3,1	www.benevolat.lu	Mise en place d'un site pour le bénévolat au Luxembourg	MFSSJ	-	eSocial	1/1	13/11/2001	Finalisé	Opérationnel	Malou.Kapgen@fm.etat.lu
3,1	Plateforme de communication électronique SNCT et SNCH	Mise en oeuvre d'un site Internet interactif en vue d'une communication rapide et efficace avec les clients, les services techniques et les garages. Mise en place d'un système de gestion des flux internes	MTR	SNCT	eGovernment	2/4	24/07/2002	nov-03	En réalisation Opérationnel: site en ligne	claudio.lesch@snch.lu
3,1	Site Ministère des Transports	Réalisation du site Internet du Ministère des Transports	MTR	-	eGovernment	1/3	30/01/2002	févr-04	En réalisation	patrick.liebetegger@tr.etat.lu
3,1	Site Internet Police	Réalisation du site Internet de la Police Grand-Ducale et de l'Inspection Générale de la Police	MI	PGD - IGP	eGovernment	1/3	30/05/2002	août-03	En réalisation Opérationnel: site en ligne	vic.reuter@police.etat.lu ; jacques.beaume@ig-police.etat.lu
3,1	Domaines de l'Etat	Mise en place d'un site Internet pour publier l'ensemble des informations du système de gestion du patrimoine de l'Etat	MDF	AED	eGovernment	0/2	24/07/2002	mars-04	En réalisation	romain.heinen@fi.etat.lu
3,1	www.mpf.public.lu	Réalisation du site Internet du Ministère de la Promotion Féminine dans le CMS de l'Etat	MPF	-	eGovernment	2/2	30/05/2002	Finalisé	Opérationnel	isabelle.wickler@mpf.etat.lu
3,1	Site Internet CE	Réalisation du Site Internet du Conseil d'Etat	MDE	CE	eGovernment	1/1	24/07/2002	avr-04	En réalisation: nouvelle version	diane.gerardy@ce.etat.lu
3,1	Guichet pour Entreprises	Création d'un portail Internet d'information, d'interaction et de transaction figurant comme guichet unique pour entreprises	MECO	-	eGovernment	0/4	16/12/2002	déc-06	En réalisation	carlo.wirth@eco.etat.lu
3,1	ITM Elections	Étude examinant les possibilités du réseau Internet, visant à fournir un meilleur service de coordination à tous les intervenants et ainsi qu'à rendre accessible de façon transparente les résultats de vote de l'élection	MTE	ITM	eGovernment	0/1	30/05/2002	Finalisé	Opérationnel	claudio.lorang@itm.etat.lu
3,1	Site SMC	Réalisation d'un site Internet gouvernemental informant sur le secteur des médias et des communications au Luxembourg. Une grande partie du contenu sera en effet consacrée à l'information et la promotion du secteur audiovisuel.	MDE	SMC	eGovernment	0/2	30/05/2002	Finalisé	Opérationnel	claudine.kariger@sma.etat.lu
3,1	Site Aéroport	Réalisation du site Internet de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg	MTR	AAL	eGovernment	0/1	30/05/2002	Finalisé	Opérationnel, traduction site en cours	roby.hentzig@airport.etat.lu
3,1	Portail statistiques	Réalisation d'un site Internet et d'un outil pour la présentation dynamique de statistiques sur Internet	MECO	STATEC	eGovernment	2/3	30/05/2002	Finalisé	Opérationnel	fabrice.roth@statec.etat.lu ; guy.steier@statec.etat.lu
3,1	Site Département Classes Moyennes	Mise en place d'un site de présentation des activités de l'administration spécialement adapté aux besoins des visiteurs professionnels	MCMTL	DCM	eGovernment	0/2	24/07/2002	janv-04	En réalisation	serge.sandt@cmt.etat.lu
3,1	Site Département Tourisme	Mise en place du site Internet du Département Tourisme	MCMTL	DT	eGovernment	0/2	24/07/2002	Finalisé	Opérationnel	pierre.barthelme@cmt.etat.lu
3,1	Site Ministère de la Justice	Site Internet présentant le Ministère, ses attributions, les institutions et organismes du monde judiciaire ainsi que la mise à disposition d'informations utiles.	MJ	-	eGovernment	0/2	16/12/2002	janv-04	En réalisation	guy.schleder@mj.etat.lu ; raoul.ueberecken@mj.etat.lu

3,1	Présence Internet	Réalisation de sites Internet et portails thématiques d'informations simples sans volet applicatif.	ME	SIP-TF	eGovernment	N.A.	13/02/2003	N.A.	En réalisation	gerard.soisson@sip.etat.lu ; rene.krippes@sel.etat.lu
3,1	Portail SPORTS	Réalisation d'un portail thématique " Sports " qui fédérera l'ensemble des services publics dans le domaine des sports	MENFPS	Service Sports du MENFPS	eGovernment	N.A.	13/10/2003	sept-04	En réalisation	jean.krantz@sp.etat.lu ; marc.savic@sp.etat.lu
3,2	Registre National	Informatisation du Registre National de l'État Civil et de la Population; mise à disposition des informations gérées pour d'autres systèmes informatisés de l'État, pour permettre des simplifications administratives et pour disposer de données de qualité	MFPRA	CIE	eGovernment	0/3	01/08/2001	N.A.	En réalisation	germain.berkes@cie.etat.lu
3,2	Gestion intégrée du contrôle médico-sportif	Développement d'un logiciel spécifique pour la gestion des rendez-vous ainsi que la saisie, la gestion et l'archivage des données médicales des licenciés des fédérations sportives, améliorant ainsi le fonctionnement et la gestion du Service Médico-Sportif	MENFPS	Service médico-sportif	eGovernment	0/3	30/05/2002 13.10.2003	sept-05	Phase d'étude finalisée Démarrage de la réalisation	anik.sax@sp.etat.lu
3,2	eContributions	Présence de l'Administration des Contributions directes sur le Web	MDF	ACD	eGovernment	1/4	30/05/2002	mai-04	Opérationnel en ligne, réalisation continue	luc.schmit@co.etat.lu
3,2	Site ADEM	Site Internet qui permettra d'accroître la transparence et de faciliter quelques procédures administratives courantes au bénéfice des demandeurs d'emploi et des entreprises.	MTE	ADEM	eGovernment	1/4	24/07/2002	janv-04	En réalisation	georges.kirsch@adem.etat.lu
3,2	Gestion des bourses d'études (front- et backoffice)	Mise en ligne d'un site Internet pour le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur	MCESR	CEDIES	eGovernment	0/4	13/02/2003	Finalisé	Opérationnel	dominique.faber@mcesr.etat.lu ; didier.wiroth@mcesr.etat.lu
3,3	Téléprocédures - brevets d'invention et droits d'auteur	Mise en place d'un site web de téléprocédures pour les brevets d'invention et droits d'auteur	MECO	-	eBusiness	0/4	07/06/2001	sept-03	En réalisation	carlo.wirth@eco.etat.lu
3,3	Film Fund	Site Internet du Fonds National de Soutien à la Production Audiovisuelle	MDE	FONSPA	eBusiness	1/2	07/06/2001	déc-03	En réalisation	guy.daleiden@filmfund.lu ; fernand.wagener@filmfund.lu
3,3	Informatisation Formation Professionnelle Continue	Informatisation de la loi du 22.06.1999 en matière de formation professionnelle continue	MENFPS	-	eEducation	2/3	07/06/2001	Finalisé	Opérationnel	tenert@men.lu

3,3	eTVA	Dépôt électronique des déclarations TVA et autres déclarations de l'Administration de l'Enregistrement (formulaires plats, formulaires en ligne, interface de transmission pour fichier XML, consultation des No. TVA dans le cadre des échanges intracommunautaires de biens).	MDF (MFPRA)	AED (CIE)	eGovernment	2/4	27/03/2001	avr-04	Opérationnel: outil de validation des numéros de TVA et formulaires concernant la déclaration TVA en ligne En réalisation: développements de la déclaration de TVA en ligne	francis.sandt@en.etat.lu ; francine.regenwetter@cie.etat.lu
3,3	Marchés Publics de l'Etat	Diffusion de l'information sur les marchés publics de l'Etat luxembourgeois par un portail, de manière transparente et non discriminatoire, pour simplifier la procédure de soumission publique	MTP	-	eGovernment	0/4	07/06/2001	mars-04	En réalisation	marc.nosbusch@tp.etat.lu
3,3	eDouanes	Réalisation d'un portail "Douanes"	MDF	ADA	eGovernment	2/4	24/07/2002	janv-04	Phase d'étude finalisée En réalisation: Phase 2	marc.peltier@do.etat.lu
3,3	Catalogue Internet des Normes Européennes	Mise en place d'un outil informatique permettant d'assurer les attributions du SEE dans le domaine de la normalisation européenne et la création d'une plateforme de travail et de diffusion de documents de travail; automatisation de la mise à jour du portail public du catalogue des normes; création de possibilités de commerce électronique pour commander et recevoir en-ligne les informations normatives	MECO	SEE	eGovernment	0/2	08/12/2003	déc-04	Phase d'étude	jean-paul.hoffmann@eg.etat.lu
3,4	GEIDE	Mise en place d'un système de gestion électronique de documents et de gestion de flux pour l'IGSS	MSS	IGSS	eGovernment	N.A.	27/03/2001	févr-04	Opérationnel	marc.mertens@igss.etat.lu
3,4	Juridictions Administratives	Système informatisé intégré pour les juridictions administratives, permettant les interactions avec le Ministère de Justice, le secteur public et le public en général.	MJ	Juridictions administratives	eGovernment	N.A.	27/03/2001	N.A.	Etude finalisée	georges.kill@ja.etat.lu
3,4	Systèmes Portables	Modernisation du parc informatique et mise à disposition des agents de l'Etat d'ordinateurs portables.	MFPRA	CIE	eGovernment	N.A.	27/03/2001	N.A.	Opérationnel	victor.kremmer@cie.etat.lu
3,4	Projet PKI	Réalisation d'une infrastructure à clé publique pour le Luxembourg qui prend en compte les besoins du secteur privé, du secteur bancaire ainsi que du secteur public.	MECO	-	eGovernment	N.A.	27/03/2001	2005	Phase d'étude	pascal.steichen@sel.etat.lu
3,4	CMS	Mise en place d'un outil de gestion de contenu mutualisé pour les sites Internet de l'Etat	MDE	SIP	eGovernment	N.A.	02/05/2001	Finalisé	Opérationnel	gerard.soisson@sip.etat.lu
3,4	RESET	Sécurisation du réseau de l'Etat RACINE en vue d'accueillir les projets centraux et départementaux dans le cadre de l'action eLuxembourg.	MFPRA	CIE	eGovernment	N.A.	07/06/2001	N.A.	En réalisation, en partie opérationnel	daniel.nickels@cie.etat.lu
3,4	Circalux	Mise en place d'une plateforme de collaboration pour les besoins de communication interne de l'Etat.	MFPRA	CIE	eGovernment	N.A.	01/08/2001	Finalisé	Opérationnel	daniel.nickels@cie.etat.lu

3,4	email RP	Mise en place d'un nouveau serveur de messagerie à la Représentation Permanente auprès de l'Union Européenne.	MAE	RP Bxl	eGovernment	N.A.	01/11/2001	Finalisé	Opérationnel	carlo.mullesch@rpue.etat.lu
3,4	GED-CEO	Mise en place d'un système de gestion électronique de documents à la Cellule d'Évaluation et d'Orientation de l'Assurance Dépendance, permettant une meilleure gestion des documents, ainsi qu'une meilleure gestion des flux	MSS	CEO-Assurance dépendance	eGovernment	N.A.	01/01/2002	avr-04	En réalisation	gerard.schockmel@iqss.etat.lu
3,4	CNPF	Réalisation d'une étude d'implémentation de nouvelles facilités informatiques pour la CNPF	MFSSJ	CNPF	eGovernment	N.A.	01/10/2001	Finalisé	Phase d'étude finalisée: le projet CNPF-GED se base sur cette étude	claudio.nicolas@secu.lu
3,4	Ressources Humaines CIE	Recrutement de personnel pour assurer la gestion des projets RESET et CMS	MFPPRA	CIE	eGovernment	N.A.	13/11/2001	N.A.	Opérationnel	germain.berkes@cie.etat.lu
3,4	SIDOC	Mise en place d'un système intégré de gestion électronique des documents (GED). Le projet SIDOC servira de projet pilote pour l'architecture développée dans le cadre du projet 'architecture de GED pour l'Etat'.	MFPPRA	-	eGovernment	N.A.	21/10/2002	N.A.	En réalisation. En parallèle avec projet GED commun	guy.wagner@ape.etat.lu
3,4	CNPF GED	Implémentation d'un système de gestion électronique de documents (GED) à la CNPF.	MFSSJ	CNPF	eGovernment	N.A.	30/05/2002	janv-04	En réalisation Phase II)	claudio.nicolas@secu.lu
3,4	Architecture GED Commune	Projet d'évaluation, de définition et de préparation pour la mise en œuvre d'un système de gestion électronique de documents commune à l'Etat	MFPPRA	CIE	eGovernment	N.A.	30/05/2002	déc-03	En réalisation: Phase Prototype	Francine.Regenwetter@cie.etat.lu
3,4	Formation des agents de l'Etat	Formation des agents de l'Etat aux nouvelles technologies de l'information et de la communication	MFPPRA	INAP	eGovernment	N.A.	19/05/2003	N.A.	En réalisation	romain.kieffer@inap.etat.lu
4.1 – 4.2 - 4.3	Sécurité des réseaux	Évaluation des aspects sécurité, confiance et utilisation du commerce électronique à Luxembourg. Mise en place d'un réseau CASES opérant dans le domaine de la prévention et de la protection.	MECO	-	eBusiness	N.A.	08/12/2003	N.A.	En réalisation	carlo.wirth@eco.etat.lu ; francois.thill@sel.etat.lu
4,2	Observatoire de l'innovation	Création d'un observatoire de l'innovation, visant à encourager le recours aux technologies nouvelles, de stimuler la coopération et de constituer un forum de discussion et d'échange en particulier entre les milieux professionnels et les pouvoirs publics	MECO	Luxinnovation GIE	eBusiness	N.A.	07/06/2001	août-03	En réalisation	gilles.schlesser@luxinnovation.lu
4,2	Portail Internet Innovation	Création d'un Portail Internet "Innovation" pour renforcer les services et soutiens offerts aux entreprises luxembourgeoises et d'assurer une information complète de chaque acteur du domaine de l'innovation	MECO	Luxinnovation GIE	eBusiness	2/3	07/06/2001	Finalisé	Opérationnel	gilles.schlesser@luxinnovation.lu
5,1	eBNL	Site web interactif pour la Bibliothèque Nationale	MCESR	BnL	eCulture	3/3	27/03/2001	avr-04	Opérationnel	monique.kieffer@bi.etat.lu ; carlo.blum@cie.etat.lu
5,1	ENA	Le système ENA-European Navigator est un outil d'information multimédia interactif sur l'évolution historique et institutionnelle de l'UE; Installation du système ENA dans plusieurs institutions prioritaires au Luxembourg et dans plusieurs ambassades afin de promouvoir le savoir-faire luxembourgeois	MCESR	CVCE	eCulture	1/1	01/11/2001	N.A.	Opérationnel	marianne.backes@ena.lu

7	Tableau de bord	Elaboration du tableau de bord eLuxembourg	MDE	SMC	eGovernment	N.A.	27/03/2001	N.A.	Opérationnel	claudine.kariger@sma.etat.lu
7	Encadrement Action Gouvernementale	Mise en place de la Task Force; Information et promotion de eLuxembourg; gestion et suivi des projets eLuxembourg	MDE	TF	eGovernment	N.A.	01/03/2001	N.A.	Opérationnel	dany.thill@sel.etat.lu
7	ISOC	Localisation au Grand-Duché de Luxembourg du secrétariat européen permanent de l'Internet Society	MDE	ISOC	N.A.	N.A.	07/06/2001	Finalisé	Opérationnel	patrice.furlani@sel.etat.lu
8	Justice: Schéma Directeur	Elaboration d'un schéma directeur informatique dans le cadre de la réalisation du projet de la Cité Judiciaire.	MJ	-	eGovernment	N.A.	27/03/2001	N.A.	En réalisation	marie-anne.ketter@mj.etat.lu ; daniel.ruppert@mj.etat.lu

3.11.2. Liste des sites Internet par stade de réalisation

Organisme	Etude	En réalisation	En ligne
Min. Etat			
Conseil Economique et Social (CES)			
CNSI/Task Force eLuxembourg			
Haut-Commissariat à la Protection Nationale			
Service Central Législation			
Service Information et Presse (SIP)			
Service Médias et Audiovisuel			
Min. Agriculture, Viticulture et Développement Rural			
Institut Viti-Vinicole - Remich			
Service Economie Rurale			
Min. Classes Moyennes, Tourisme et Logement			
Département Classes Moyennes			
Département Tourisme			
Min. Culture, Enseignement Supérieur et Recherche			
Cellule de recherche sur la résolution de conflits			
Centre de Documentation et d'Information sur les Etudes			
Centre National Audiovisuel (CNA)			
Centre National Littérature - Mersch			
Commission Nationale d'Ethique			
Institut d'Etudes Educatives et Sociales (IEES)			
Musée National Histoire et Art			
Musée National Histoire Naturelle			
Service Sites et Monuments			
Min. Economie			
Board of Economic Development			
Comité de Conjoncture			
Service Energie			
STATEC			
Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance (OLAS)			
Min. Environnement			
Adm. Eaux et Forêts			
Adm. Environnement			
Min. Famille, Solidarité Sociale et Jeunesse			
Service National Jeunesse			
Min. Finances			
Adm. Cadastre et Topographie			
Adm. Contributions Directes			
Adm. Douanes et Accises			
Adm. Enregistrement et Domaines			
Trésorerie Etat			

Min. Fonction Publique et Réforme Administrative			
Adm. Personnel Etat			
Institut National Administration Publique			
Service du Répertoire général des personnes (ECP)			
Min. Intérieur			
Police Grand-Ducale			
Inspection Générale de la Police			
Protection Civile			
Service Incendie			
Min. Justice			
Min. Promotion Féminine			
Min. Sécurité Sociale			
Inspection Générale Sécurité Sociale (IGSS)			
Min. Transports			
Adm. Aéroport Luxembourg			
Min. Travail et Emploi			
Adm. Emploi			
Inspection Travail et Mines			
Min. Travaux Publics			
Adm. Ponts et Chaussées			
Portail			
112.lu			
Culture			
MySchool - Webeducatif -			
Education supérieure			
Entreprises			
Environnement			
Gouvernement			
Recherche & Innovation			
Legilux			
Luxembourg			
Marchés publics			
Mediacom			
Santé			
Statistiques			
Tourisme (ONT)			
Transports			
Projet			
Mammographie			
Gestion de l'Eau			
IVL.lu			
Divers			
Conseil d'Etat			

4. Le secteur audiovisuel sur le plan international

4.1. Les activités au niveau de l'Union européenne

4.1.1. Conseil Culture/Audiovisuel et Groupe audiovisuel

Durant la première réunion du groupe de travail audiovisuel de janvier 2003, la Commission a présenté aux Etats membres le quatrième rapport concernant l'application de la directive 89/552/CEE (dite Directive Télévision sans Frontières, ci-après « TVSF »). Par la publication de ce texte, la Commission a lancé la procédure de réexamen de la Directive TVSF.

Ce rapport a été le point de départ d'une série d'échanges de vues entre Etats membres dans le cadre du groupe de travail audiovisuel. Ces échanges de vues ont porté sur certaines dispositions clés de la Directive TVSF, dont le champ d'application de la Directive ou encore les nouvelles techniques publicitaires (publicité virtuelle, publicité interactive et publicité par écran partagé, dit « *split-screen* »).

Lors du Conseil audiovisuel du 6 mai 2003 à Bruxelles, Monsieur le Ministre délégué aux Communications a confirmé la position luxembourgeoise en matière de nouvelles techniques publicitaires : il faut éviter une réglementation trop restrictive et détaillée en cette matière et il convient de veiller à ce que ces nouvelles techniques publicitaires respectent les grandes lignes de la Directive TVSF, dont notamment la séparation nette entre contenu et publicité et la protection des mineurs. Le Luxembourg s'est également déclaré favorable au maintien des dispositions relatives aux événements d'importance majeure (article 3bis de la Directive TVSF), mais a relevé que la Commission devrait réfléchir davantage à la mise en œuvre pratique de l'article 3bis, notamment en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle des listes d'événements majeurs.

Lors du conseil informel des Ministres de la Culture et de l'Audiovisuel à Thessalonique en mai 2003, le Luxembourg a confirmé sa position en matière de nouvelles techniques publicitaires, en partageant l'approche mise en avant par la Présidence, à savoir celui de réaliser un équilibre entre deux objectifs essentiels : celui d'assurer la viabilité des médias audiovisuels d'une part et celui de veiller à la protection des consommateurs d'autre part.

Pendant le deuxième semestre 2003, la Présidence italienne a proposé un projet de résolution relatif au dépôt d'œuvres cinématographiques dans l'Union européenne qui a été adopté en novembre 2003.

4.1.2. Comité de Contact de la Directive Télévision sans Frontières

La directive 97/36/CE du Parlement et du Conseil, modifiant la directive dite « Télévision sans Frontières » (89/552/CEE) du 3 octobre 1989 (« Directive TVSF »), a mis en place un comité de contact (le « Comité ») réunissant les représentants de la Commission et des Etats membres.

Durant l'année 2003, les membres du Comité ont procédé à des échanges de vues portant sur des questions liées aux nouvelles techniques publicitaires (*split screen*, publicité interactive, publicité virtuelle) et aux événements d'importance majeure (article 3bis de la Directive TVSF).

Le Comité a également été informé des derniers développements dans le litige opposant le Commissariaat voor de Media néerlandais (autorité de contrôle audiovisuel au Pays-Bas) à la CLT-UFA et HMG, au sujet de la compétence sur les programmes en langue néerlandaise RTL4 et RTL5 diffusés à partir du Luxembourg par CLT-UFA.

Le Raad van State des Pays-Bas a annulé la décision du Commissariaat en décidant (conformément à l'avis de la Commission européenne, qui a pris position en faveur du Luxembourg dans cette affaire) que, en s'autodéclarant compétent et en plaçant les programmes RTL4 et RTL5 sous sa tutelle, le Commissariaat avait créé une situation de double compétence, en violation de l'article 2 de la Directive TVSF.

Le Raad van State a indiqué que le Commissariaat aurait dû préalablement demander au Luxembourg de renoncer à sa compétence : en cas de refus, le litige aurait dû être porté devant les juridictions luxembourgeoises, et non pas les juridictions néerlandaises, comme cela a été le cas. Le Raad van State indique que les Pays-Bas ont également la possibilité de renvoyer le différend qui les oppose aux autorités luxembourgeoises devant la Cour de Justice des Communautés européennes par application de l'article 239 du traité CE ou, en dernier recours, d'entamer une procédure d'infraction à l'égard du Luxembourg en application de l'article 227 du Traité.

Les Pays-Bas n'ont à ce stade pas encore décidé des suites à donner à cette affaire.

4.2. Conseil de l'Europe

4.2.1. Comité Directeur sur les Moyens de Communication de Masse (CDMM)

Le CDMM, établi dans le cadre du Conseil de l'Europe, a donné mandat à différents groupes d'experts et de spécialistes qui proposent des projets de textes ayant trait aux médias. Ces textes sont ensuite examinés et adaptés par le CDMM et transmis pour adoption au Comité des Ministres.

Durant l'année 2003, le Comité des Ministres a adopté les textes suivants qui lui ont été transmis par le CDMM :

- recommandation R (2003) 13 sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales ;
- déclaration sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales ;
- recommandation R (2003) 9 sur les mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique ;
- déclaration sur la liberté de communication sur l'Internet.

Les textes peuvent être consultés sur le site du Conseil de l'Europe – Division des Médias :

<http://www.coe.int/T/F/Droits%5Fde%5FI%27Homme/Media/5%5FRessources%5FdOCUMENTAIRES/>

4.2.2. Comité Permanent sur la Télévision Transfrontière

La Convention européenne sur la télévision transfrontière (la « Convention ») a pour but de faciliter la transmission transfrontière et la retransmission de services de programmes de télévision entre Parties. Elle a été élaborée au sein du Conseil de l'Europe et elle a été ouverte à la signature des Etats membres le 5 mai 1989. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1993.

Le Luxembourg a signé la Convention dès l'ouverture à la signature. La ratification de la Convention était initialement prévue pour 2003. Cependant, il a été décidé de reporter la ratification jusqu'au dépôt de la nouvelle loi sur les médias électroniques au courant du premier semestre 2004.

En devenant Partie à la Convention, le Luxembourg bénéficiera dans le domaine de la télévision transfrontière d'un cadre juridique structuré dans les relations avec les autres Parties en dehors de l'Espace Economique Européen.

En outre, le Luxembourg obtiendra le statut de membre du Comité permanent et pourra donc participer activement aux délibérations de ce dernier concernant l'interprétation et les modifications éventuelles de la Convention.

4.2.3. L'Observatoire Européen de l'Audiovisuel (OEA)

Institué en 1992, l'Observatoire européen de l'audiovisuel est un centre unique de collecte et de diffusion de l'information sur l'industrie audiovisuelle en Europe. Organisation européenne de service public, l'Observatoire regroupe actuellement 35 Etats membres – dont le Luxembourg - et la Communauté européenne, représentée par la Commission européenne. Né sous les auspices d'Eureka Audiovisuel, il s'inscrit dans le cadre juridique d'un accord partiel élargi du Conseil de l'Europe. Il travaille en collaboration avec des organismes partenaires, les organisations professionnelles du secteur et un réseau de correspondants.

L'OEA, dont le siège est à Strasbourg, est constitué d'un réseau de partenaires, de correspondants et d'organisations professionnelles européennes. Il s'agit du plus grand réseau d'information à caractère scientifique sur les questions audiovisuelles en Europe.

En 2003, l'OEA était placé sous la présidence de la Finlande.

Relevons ici les quatre bases de données en ligne qui intéressent non seulement les professionnels du secteur des médias :

LUMIERE – base de données sur les entrées des films en Europe

KORDA – base de données sur les aides publiques au cinéma et à l’audiovisuel en Europe

MERLIN – base de données d’informations juridiques relatives au secteur audiovisuel en Europe

PERSKY – Répertoire des programmes de télévision en Europe.

Pour de plus amples renseignements, voir sub (www.obs.coe.int).

5. Services postaux et communications électroniques

5.1. Les activités au niveau national

5.1.1. Services postaux

Les Actes finals du Congrès postal universel ont été ratifiés par la loi du 10 janvier 2003 portant approbation du Sixième Protocole additionnel à la Constitution de l’Union postale universelle, de la Convention, du Protocole final, du Règlement général et de l’Arrangement, signés au Congrès postal universel de Beijing le 15 septembre 1999. Les Actes sont publiés dans leur intégralité au recueil des annexes du Mémorial A, précisément à l’annexe 1 du 10 janvier 2003.

Rappelons que la loi du 20 décembre 2002 portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux a été publiée au Mémorial le 31 décembre 2002 pour entrer en vigueur au premier janvier 2003. Cette loi ouvre à la concurrence, à partir de 2003, tous les envois postaux pesant plus de 100 g (ou dont le prix d’affranchissement est plus de trois fois supérieur au tarif d’une lettre standard) et, à partir de 2006, tous les envois postaux pesant plus de 50 g (ou dont le prix d’affranchissement est plus de deux et demie fois supérieur au tarif d’une lettre standard).

5.1.2. Réseaux et services de communications électroniques

5.1.2.1. Modification et adaptation de la réglementation en cours

Par règlement grand-ducal du 4 décembre 2003 portant modification du règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant le montant et les modalités de paiement des redevances pour l’établissement et l’exploitation de réseaux et/ou de services de télécommunications, les montants des taxes dues par les propriétaires d’aéronefs pour l’utilisation des fréquences réservées à la radionavigation aérienne ont été alignés sur les montants dus par les bateliers naviguant sur les voies d’eaux intérieures pour l’utilisation des fréquences réservées à la radionavigation maritime.

5.1.2.2. Le « paquet télécom » luxembourgeois

Le 13 juin 2003, le Conseil de Gouvernement adopte les projets devant transposer en droit luxembourgeois les directives du paquet « télécom ». Les trois projets de lois

sont déposés à la Chambre des Députés le 11 juillet 2003, ensemble avec le projet « protection des données », un projet faisant initialement - sur le niveau communautaire - parti du paquet « télécom ». La saisine du Conseil d'Etat et de toutes les Chambres professionnelles est faite avant les vacances d'été.

5.1.2.2.1. Projet de loi N° 5178 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Ce projet constitue la pierre angulaire du nouveau cadre réglementaire en matière de réseaux et de services de Communications. Il doit mettre fin au régime des licences individuelles (réseaux et services de téléphonie) et des autorisations spécifiques pour les services non couverts par une licence au profit d'un régime de simple notification. Il serait en effet trop tôt de confiner le cadre juridique dans lequel évoluent les entreprises offrant des réseaux et services de communications électroniques aux seules dispositions régissant la concurrence, la concurrence est loin d'être parfaite. L'Autorité de Régulation indépendante est maintenue et ses pouvoirs élargis. L'intervention ex-post doit devenir la règle. Ceci présuppose une parfaite connaissance des marchés en cause acquise grâce à des analyses de marchés effectuées dans les règles de l'art. Le texte renforce, en les intégrant dans le dispositif même de la loi, et complète les garanties du service universel tout en maintenant l'approche retenue par le législateur en 1997: le déclenchement du mécanisme du service universel a lieu en cas de nécessité.

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois :

- la directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive "accès")¹,
- la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive "autorisation")², à l'exception des articles concernant les fréquences radioélectriques et la numérotation,
- la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre")³, à l'exception des articles concernant les fréquences radioélectriques et la numérotation,
- la directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive "service universel")⁴,

¹ Journal officiel n° L 108 du 24/04/2002 p. 0007 - 0020

² Journal officiel n° L 108 du 24/04/2002 p. 0021 - 0032

³ Journal officiel n° L 108 du 24/04/2002 p. 0033 - 0050

⁴ Journal officiel n° L 108 du 24/04/2002 p. 0051 - 0077

- la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques (directive « concurrence »)⁵,
- la décision N° 676/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire pour la politique en matière de spectre radioélectrique dans la Communauté européenne (décision « spectre radioélectrique »)⁶, en ce qui concerne les articles se référant aux procédures.

Le projet se limite aux réseaux et services de communications électroniques et fait abstraction de la gestion des fréquences radioélectriques, des aspects liés au traitement des données à caractère personnel et de la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ainsi que du cadre institutionnel de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, Institut désigné à assurer le rôle d'autorité de régulation nationale indépendante pour le secteur des communications électroniques, qui font l'objet de projets séparés et spécifiques.

Les points clefs du nouveau cadre réglementaire sont les suivants:

- confirmation de l'objectif d'établir une concurrence effective sur l'ensemble du marché des communications électroniques;
- renforcement de la régulation sectorielle du secteur des communications électroniques et confirmation du rôle clé joué par les autorités réglementaires nationales (ARN) dans sa mise en œuvre;
- rapprochement des principes de la régulation et de ceux du droit de la concurrence, notamment à travers le recours aux notions de « position dominante » et de « position dominante conjointe » pour la définition des entreprises puissantes sur le marché;
- cadre réglementaire harmonisé pour l'ensemble des réseaux de « communications électroniques » (audiovisuel et télécommunications), les services de contenus fournis sur ces réseaux restant soumis à des régimes distincts;
- renforcement au plan communautaire de la coordination des ARN;
- renforcement du pouvoir d'appréciation des ARN avec en contrepartie une procédure renforcée de consultation de la Commission et des ARNs des autres Etats membres, ainsi qu'un droit de veto de la Commission sur certaines de leurs décisions.

⁵ Journal officiel n° L 249 du 17/09/2002 p. 0021 - 0026

⁶ Journal officiel n° L 108 du 24/04/2002 p. 0001 - 0006

5.1.2.2.2. Projet de loi N° 5179 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Contrairement aux réseaux et services de communications électroniques, la gestion des ondes radioélectriques n'est pas une matière communautaire. Les dispositions communautaires applicables à cette gestion se limitent à des aspects procéduraux en relation avec la mise à disposition de fréquences à des opérateurs de réseaux de communications électroniques (un opérateur est défini comme étant « une entreprise qui fournit ou est autorisée à fournir un réseau de communications public ou une ressource associée »). Mais ces « opérateurs » ne sont qu'une minorité parmi les usagers du spectre radioélectrique.

Le projet est une première dans le sens qu'il se concentre sur la gestion des fréquences en faisant abstraction des services pouvant être fournis à l'aide de fréquences et des équipements pouvant servir à utiliser les fréquences.

Les dispositions du projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques seront l'instrument de base permettant de gérer les « ressources rares » que sont les fréquences de manière rationnelle et efficace, tant sur le plan national qu'international.

5.1.2.2.3. Projet de loi N° 5180 portant réorganisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation

Le projet propose certaines redéfinitions de la loi organique de l'ILR concernant notamment le cadre et les missions de l'ILR, afin de tenir compte de l'extension de ses compétences depuis sa création en 1997.

5.1.2.2.4. Projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « stations de base pour réseaux publics de communications mobiles ».

Afin de ménager les intérêts des réseaux de télécommunication et des fournisseurs de services de télécommunications, d'une part, et ceux de l'aménagement du territoire, d'autre part, il a été décidé de régler, par le biais de l'instrument du plan directeur sectoriel, les questions de coordination en matière de planification et d'autorisations de construire pour les réseaux de téléphonie mobile ; ce moyen étant respectueux de l'autonomie communale, tout en permettant le développement d'infrastructures de télécommunications dans le respect des règles d'urbanisme, d'environnement et de santé publique.

5.2. Les activités au niveau communautaire

5.2.1. Services postaux

La Commission européenne a lancé les premières études concernant la mise en œuvre de la directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté. Plus spécialement le Luxembourg a dû expliquer à la Commission les raisons qui l'ont poussé à maintenir le courrier transfrontière sortant - dans les limites admises - dans le créneau des services réservés.

5.2.2. Réseaux et services de communications électroniques

Le rapport de la Commission européenne [document COM(2003) 715] sur la mise en œuvre de la réglementation de l'UE en matière de communications électroniques est à la fois le dernier rapport sur l'« ancien régime » et le premier sur le cadre réglementaire nouveau.

Epinglé de façon systématique dans les huit rapports précédents, le Luxembourg se montre dans la partie « ancien régime » de ce neuvième rapport excellent élève de la Commission et les performances atteintes par le marché national des communications électroniques dépassent en général celles de nos voisins immédiats. Dans certains domaines - comme la téléphonie mobile - le Luxembourg prend le « leadership » européen.

Seul regret de la Commission : alors que le nouveau cadre réglementaire aurait dû être transposé en droit national pour le 28 juillet 2003, 8 pays - dont le Luxembourg - n'ont pas encore notifié les mesures prises.

5.3. Les activités au niveau européen

5.3.1. Confédération européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT)

L'Assemblée plénière (AP) de la CEPT s'est déroulée à Madeira (Portugal) du 9 au 10 septembre 2003.

Les thèmes suivants ont été identifiés comme ceux pouvant nécessiter une attention particulière de la part de l'AP de la CEPT, étant entendu que les questions spécifiques relevant de chaque thème seront identifiées en temps voulu.

1. Conférence régionale des radiocommunications 2004 (CRR 2004).
L'AP pourrait réexaminer le processus de décision de la CEPT pour la deuxième phase de la CRR en 2005. L'AP pourrait également convenir, avant la deuxième phase de la CRR en 2005, d'un calendrier pour le passage à la radiodiffusion numérique.
2. Congrès de l'UPU de 2004.
L'AP devrait donner un soutien politique aux principales questions stratégiques à discuter lors du Congrès de l'UPU en 2004, notamment la réforme de l'UPU et les élections.
3. Engagement de tous les Membres de la CEPT dans les travaux de la CEPT.
L'AP devrait examiner comment associer tous les pays de la CEPT aux travaux de la CEPT par le biais de la mise en œuvre des Décisions et Recommandations de la CEPT et d'une participation active aux réunions.
4. Nouveau cadre réglementaire communautaire pour les communications électroniques.
Il s'avérera peut-être nécessaire pour l'AP d'examiner les questions politiques relatives à la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire communautaire, de suivre activement les travaux menés au sein du RSPG et d'examiner le rôle de la CEPT face aux régulateurs européens.
5. Nouveau cadre réglementaire communautaire pour le secteur postal.
Il sera peut-être nécessaire d'examiner les questions politiques relatives à la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire communautaire pour le secteur postal.
6. Candidats européens à des fonctions électives dans des organisations internationales.
L'AP devrait envisager la possibilité de soutenir une seule candidature pour un poste électif, ou au moins convenir d'une stratégie à suivre dans la procédure d'élection, notamment en ce qui concerne les élections UIT à la PP06.
7. Dialogue et coordination avec les autres organisations interrégionales.
Il s'agit de poursuivre et de développer les contacts et les collaborations avec les organisations interrégionales APT, ATCM, ATU, CITELE et RCC.
8. Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications de l'UIT de 2004 (AMNT 04).
L'AP doit mettre en place une structure de coordination pour donner un soutien politique aux principales questions stratégiques à discuter avant et pendant la réunion AMNT 04.
9. Suivi de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT de 2002 et du Conseil de l'UIT de 2003.
L'AP devrait donner suite aux principales questions stratégiques discutées lors de la PP-02, notamment en ce qui concerne les questions financières et de gestion de l'UIT qui ont été abordées lors du dernier Conseil de l'UIT (groupe GoS) en mai 2003 et les élections.

10. Suivi du Sommet mondial de l'ONU sur la société de l'information de 2003.
Il s'agit d'étudier les suites à donner à la manifestation de Genève, notamment par rapport au plan d'action qui aura été décidé, dans la perspective de la 2ème phase du Sommet qui aura lieu à Tunis en 2005.
11. Conférence mondiale des radiocommunications de l'UIT de 2007.
La CEPT devra identifier rapidement les principales questions stratégiques pour la CMR-07 en tenant en compte de l'opinion du secteur privé. L'Assemblée devra ultérieurement apporter un soutien politique aux principales propositions européennes communes.
12. IMT-2000 et au-delà.
Il sera peut-être nécessaire d'examiner les principes et conditions d'octroi des licences et le calendrier relatif aux systèmes au-delà de l'IMT-2000 (le 4G) et à l'utilisation des bandes d'extension de la troisième génération.

5.3.2. Création du « Bureau Européen des Communications »

Lors de sa réunion des 8 et 9 avril 2002 à Copenhague, le Conseil du Bureau Européen des Radiocommunications avait décidé la fusion du Bureau Européen des Radiocommunications (BER/ERO) et du Bureau Européen des Télécommunications (BEC/ETO) en un seul organisme permanent appelé Bureau Européen des Communications (BEC) (European Communications Offices - ECO) en amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER, La Haye 1993), en conformité avec les dispositions de l'article 20 de la dite Convention. L'instrument d'amendement a été signé par le Luxembourg le 17 décembre 2002.

Un avant-projet de loi portant approbation de cet instrument a été rédigé en 2003 et continué au Ministère des Affaires étrangères pour attribution.

5.4. Autres activités

5.4.1. EUTELSAT

La loi du 15 janvier 2003

La loi du 15 janvier 2003 portant approbation des Amendements au préambule, aux articles I ; II ; III ; V ; VI ; VII ; XIX ; X ; XII ; XIII ; XIV ; XV ; XVI ; XVII ; XVIII ; XXI et à l'annexe A de la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite « EUTELSAT » tels qu'ils ont été adoptés à la 26^{ème} réunion de l'Assemblée des Parties à Cardiff, le 20 mai 1999, a été votée par la Chambre des Députés le 21 novembre 2002 et a été publiée au Mémorial A no 16 du 31 janvier 2003. Le dépôt des instruments de ratification a eu lieu le 21 mars 2003.

5.4.2. UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT)

La loi du 31 mars 2003

La loi du 31 mars 2003 portant approbation de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;

des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998),

a été votée par la Chambre des Députés le 11 février 2003 et a été publiée au Mémorial A no 47 du 17 avril 2003.

5.4.3. CONFERENCE MONDIALE DES RADIOCOMMUNICATIONS (CMR-03)

La Conférence Mondiale des Radiocommunications de l'UIT (CMR-03) s'est déroulée à Genève du 9 juin au 4 juillet 2003, rassemblant 2278 délégués de 138 Etats Membres de l'UIT. L'ordre du jour de la conférence comprenait plus de 45 points, nombre sans précédent dans l'histoire de l'UIT.

Les principaux objectifs européens concernaient :

- le service de radionavigation par satellite (Galileo),
- l'IMT-2000,
- le service de radiodiffusion par satellite à 12 GHz,
- les R-LANs (radio local area networks) à 5 GHz,
- l'harmonisation des fréquences pour les services de protection du public et de secours en cas de catastrophe (PPDR), et
- le partage entre la radiolocalisation et le service fixe par satellite dans la bande 13,75-14 GHz.

Ces objectifs avaient bien reçu le soutien de la Commission européenne et ont été atteints d'une façon satisfaisante pour la Confédération européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT).

Pour le Luxembourg, la modification des procédures de publication anticipée, de coordination et de notification des réseaux à satellite (Résolution 86); le maintien des acquis obtenus lors de la CMR-2000 en matière de services de radiodiffusion par satellite ainsi que l'octroi de bande de fréquences additionnelles pour l'accès Internet à haut débit via satellite, étaient d'autres points importants dont les résultats ont été satisfaisants.

La CMR-03 a été un succès pour la CEPT dans la mesure où la plupart des propositions européennes communes (ECPs) ont été acceptées et approuvées par la conférence.

(Le rapport de la CMR-03 peut être téléchargé sur <http://www.ero.dk/cmr-03>).

5.4.4. Conseil de l'UIT

Le Conseil de l'UIT s'est réuni en session ordinaire du 5 au 16 mai 2003 et en session additionnelle du 27 au 29 octobre 2003.

Les principaux sujets à l'ordre du jour étaient l'adoption du budget 2004/2005 (Résolutions 1213 et 1215), la préparation du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) (Résolutions 1207 et 1214) qui s'est déroulé à Genève en décembre 2003, le recouvrement des coûts appliqué au traitement des fiches de notification des réseaux à satellite (Décision 513) ainsi que le recrutement d'un consultant extérieur chargé d'élaborer un plan de mise en oeuvre des recommandations portant sur l'efficacité, l'efficience et les aspects économiques de la gestion et de l'administration de l'Union dans son ensemble (Résolution 1212).

(voir <http://www.itu.int/council>)

5.5. La Protection des Données

5.5.1. Le projet de loi no 5181

En date du 11 juillet 2003 fut déposé à la Chambre des Députés le projet de loi No 5181 relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2002/58/CE dénommée directive « vie privée et communications électroniques » du 12 juillet 2002. Cette directive remplace la directive 97/66/CE. La directive « vie privée et communications électroniques » est une réglementation sectorielle eu égard à la réglementation générale qu'est la directive 95/46/CE.

La « directive vie privée et communications électroniques » tient compte des évolutions récentes et prévisibles dans le domaine des services et des technologies des communications électroniques.

Le projet de loi modifie en outre certaines dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui sont avant tout d'ordre procédural.

Le projet de loi no 5181 est avisé par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, la Chambre des Employés privés, la Chambre du Travail et la Chambre de commerce.

5.5.2. Réglementation.

Conformément à l'article 35 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel, la Commission nationale pour la protection des données a adopté son règlement intérieur publié au Mémorial B no 6 du 28 janvier 2003.

Par ailleurs un règlement grand-ducal du 23 mai 2003 (Mémorial A no 81 du 17 juin 2003) fixe le montant et les modalités de paiement des redevances pour les notifications et les modifications de notifications des traitements de données à caractère personnel.

Par règlements grand-ducaux du 7 juillet 2003 (Mémorial A no105 du 30 juillet 2003)

- le siège de la Commission nationale pour la protection des données a été transféré à Esch-sur-Alzette ;
- les indemnités revenant au président, aux membres effectifs et aux membres suppléants de la Commission nationale pour la protection des données ont été fixées.

6. Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, qui est placé sous la tutelle conjointe des ministres ayant dans leurs attributions le secteur audiovisuel et la culture, met en œuvre l'ensemble de la politique de soutien à la production audiovisuelle du Gouvernement. Ainsi, il est en charge notamment de la gestion des aides financières sélectives (AFS), du régime des certificats d'investissement audiovisuel (CIAV), des initiatives européennes comme Eurimages, ainsi que de toutes autres opérations dans le domaine du soutien à la production audiovisuelle, telles que la promotion, les accords de coproduction, les certificats de nationalité des œuvres, etc.

Le Conseil d'administration du Fonds est composé de représentants des membres du Gouvernement ayant dans leurs attributions le secteur audiovisuel, la culture, les finances, l'économie, ainsi que d'un représentant de l'Administration des Contributions directes et d'une personnalité reconnue pour ses compétences en matière cinématographique et audiovisuelle. La gestion journalière du Fonds est assurée par une équipe de sept personnes.

6.1. Les aides financières sélectives

Le Fonds bénéficie d'une dotation budgétaire annuelle qui a été tout comme en 2002 de € 4.500.000.

En 2003, le Conseil d'administration du Fonds a statué sur 41 projets (contre 36 en 2002) ayant sollicité une aide financière sélective (12 demandes d'aide à l'écriture et

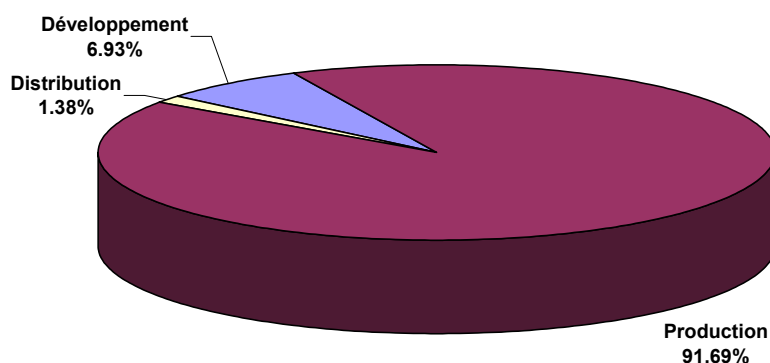
au développement, 28 demandes d'aide à la production et 1 demande d'aide à la distribution).

26 projets ont bénéficié d'une aide financière sélective (contre 22 en 2002) pour un montant total de € 3.223.817,44 (contre € 3.881.591,04 en 2002).

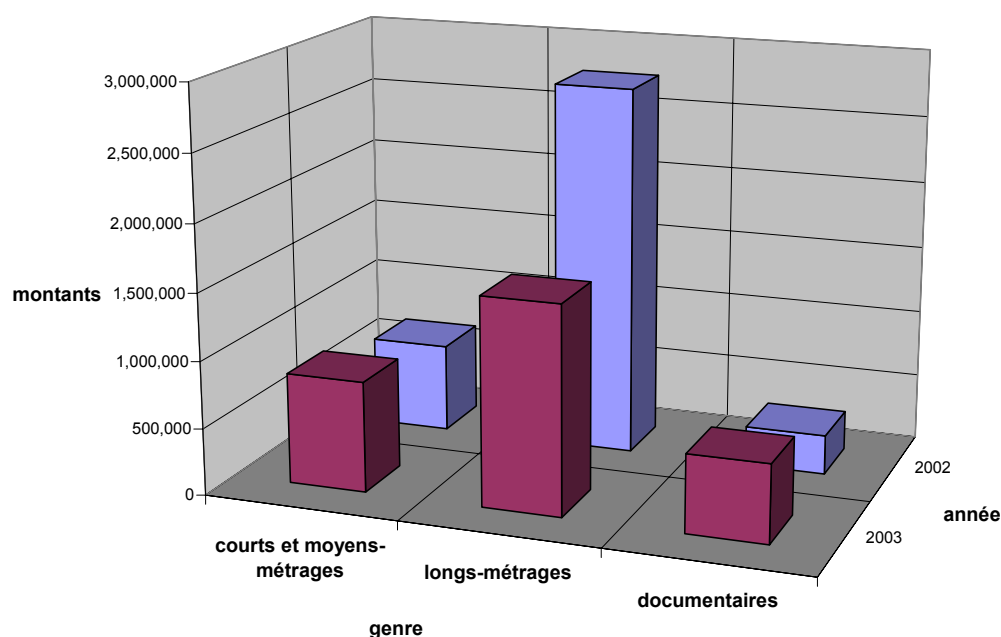
Le montant de ces aides financières sélectives se répartit comme suit:

- aides à l'écriture et au développement pour un montant total de € 223.460, ce qui représente une augmentation de 56,30% par rapport à l'année 2002 (€ 142.973);
- aides à la production pour un montant de € 2.955.794 (contre € 3.723.618,04 en 2002), soit une diminution de 20,62, %;
- aides à la distribution internationale pour un montant de € 44.563,44 (contre € 15.000 en 2002), soit une augmentation de 197,09%.

Aides financières sélectives accordées en 2003



Comparaison répartition aides financières sélectives 2003 / 2002



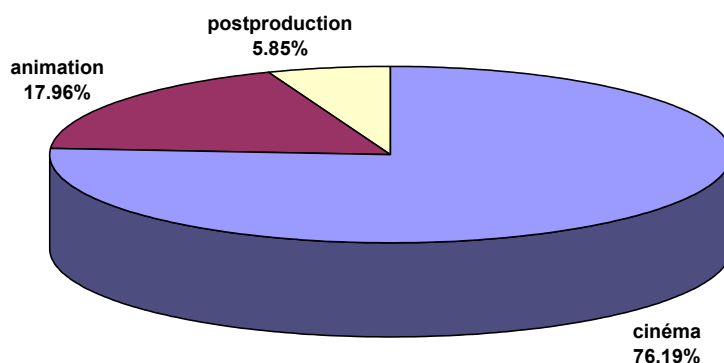
6.2. Les certificats d'investissement audiovisuel

Pour ce qui est du régime des certificats d'investissement audiovisuel, 47 demandes ont été introduites (contre 39 en 2002) et 23 œuvres ont bénéficié des avantages de la loi pour l'exercice 2003.

€ 32.400.000 ont été investis dans la production audiovisuelle au Luxembourg notamment dans les salaires des producteurs, réalisateurs, comédiens, techniciens, ainsi que dans les services spécialisés du secteur de l'audiovisuel, l'Horeca, les grandes surfaces, les PME du bâtiment, etc.

La contribution financière du Gouvernement au secteur de la production audiovisuelle par le biais du système des certificats d'investissement audiovisuel s'élève pour 2003 à € 9.720.000 (soit 30% du total des dépenses éligibles) contre € 12.183.399,52 en 2002.

Répartition des certificats d'investissement audiovisuel émis en 2003 (estimation)



6.3. Promotion et autres activités du Fonds

Dans le cadre de sa mission de promotion du développement du secteur de la production audiovisuelle, le Fonds était représenté à plusieurs manifestations et festivals internationaux.

Au **Marché du film de Cannes**, qui se déroulait du 15 au 26 mai 2003, le Fonds était représenté au Village international, pour la première fois avec un pavillon. Du côté du **Festival de Cannes** et dans la course pour la Palme d'or 2003, on retrouvait l'œuvre luxembourgeoise : « The Moab Story: The Tulse Luper Suitcases », produite par Delux Production et réalisée par Peter Greenaway.

Dans la programmation « Quinzaine de réalisateurs » figurait le film expérimental de la luxembourgeoise Bady Minck « Au commencement était le regard ». Sa société de production Minotaurus Film a également coproduit le court métrage d'animation « Fast Film » de l'Autrichien Virgil Widrich qui était en compétition officielle des courts métrages.

Dans le cadre du **Festival international du film d'animation à Annecy** du 2 au 7 juin, le Fonds participait avec un stand qui servait d'ombrelle à 6 sociétés de production d'animation luxembourgeoises.

Le Fonds était représenté, pour la première fois, au **Festival international du film de Karlovy Vary** en République Tchèque qui se déroulait du 4 au 12 juillet 2003. Les deux productions de Minotaurus Film « Au commencement était le regard » et « Fast Film » figuraient au « Forum of the Independants ».

Au **Festival des films du monde de Montréal**, qui s'est tenu du 27 août au 7 septembre 2003, la réalisatrice luxembourgeoise Geneviève Mersch a été primée avec le « Zénith d'or » du meilleur premier long métrage pour son œuvre « J'ai toujours voulu être une sainte ».

Grand succès également pour « The Girl with a Pearl Earring » produit par Delux Productions et réalisé par Peter Webber. Ce film a été projeté au Festival de Toronto (sélection officielle) et de San Sebastian (sélection officielle – en compétition). A la 14^{ème} édition du Festival du film britannique de Dinard, qui a eu lieu du 2 au 5 octobre 2003, le film a reçu le « Hitchcock d'or » (Grand Prix) ainsi que le « Hitchcock d'argent » (Prix du public).

Le Fonds a organisé son traditionnel **concours de traitement** de scénarii cinématographiques pour longs métrages. Le premier prix, doté de 2500€, fut remporté par M. Paul Kieffer avec « Nuit d'Arabie ».

En octobre 2003 a eu lieu la première édition du « **Lëtzeburger Filmpräis** » sous le patronage de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture et de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications qui a pour but de récompenser les meilleures contributions au cinéma luxembourgeois et d'attirer l'attention du public sur les productions nationales.

La soirée de la remise du « Lëtzeburger Filmpräis » du 10 octobre 2003 a eu lieu dans le cadre d'une **semaine du film** consacrée entièrement au film luxembourgeois. A cette occasion les films produits au Luxembourg au cours des 18 derniers mois ont été projetés à travers les cinémas du Grand-Duché.

Comme chaque année, le Fonds a contribué financièrement à **Strategics**, une initiative du Programme MEDIA de l'Union européenne visant la formation continue en marketing et en financement de films. En 2003, Strategics a organisé le deuxième Film Finance Forum à Luxembourg-Kirchberg, deux Film Marketing Workshops à Mondorf-les-Bains et le Film Test Laboratory à Londres.

Par ailleurs, le Fonds a également soutenu la 7^e édition du **Cinénygma** Luxembourg International Film Festival qui a eu lieu du 27 mars au 4 avril 2003. C'est à cette occasion que fut organisé la 7^e cérémonie des Méliès d'Or, prix du meilleur film fantastique européen.

Le **MEDIA Desk Luxembourg** exerce, depuis 1992, un rôle d'interface entre le programme MEDIA de l'Union européenne et les producteurs luxembourgeois. En 2003, le MEDIA Desk Luxembourg a été présent aux importants festivals de cinéma européens, comme celui de Cannes, de Berlin et d'Amsterdam et a développé les relations avec les professionnels du secteur audiovisuel de la Grande Région.

ANNEXE

Liste des programmes luxembourgeois sur antenne pendant l'année 2003

TELEVISION

Programmes radiodiffusés à rayonnement international

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
RTL Television	Terrestre Canal 7 Satellite ASTRA Câble Luxembourg et pays germanophones	CLT-UFA S.A.
RTL TVi	Câble luxembourgeois et belge	CLT-UFA S.A.
Club RTL	Terrestre Canal 24 Câble luxembourgeois et belge	CLT-UFA S.A.
RTL4	Terrestre Canal 49 Satellite ASTRA (en numérique) Câble luxembourgeois et néerlandais	CLT-UFA S.A.
RTL 5	Terrestre Canal 21 à Hosingen Satellite ASTRA (en numérique) Câble luxembourgeois et néerlandais	CLT-UFA S.A.
RTL 9	Terrestre Canal 21 à Dudelange Câble luxembourgeois et français Bouquet TPS	CLT-UFA S.A.
RTL Shopping	Terrestre Canal 21 à Dudelange Câble luxembourgeois et français Bouquet TPS	CLT-UFA S.A.

Programme radiodiffusé visant le public résident

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
RTL Télé Lëtzebuerg	Terrestre (Canal 27 à Dudelange)	CLT-UFA S.A.
	Satellite ASTRA (partiellement, en numérique)	

Programmes luxembourgeois par satellite

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
Liberty TV	Satellite ASTRA en numérique	Liberty TV.com S.A.
Nordlicht TV	Satellite ASTRA en numérique	Nordlicht s.à.r.l.
TEK TV Shop	Satellite en numérique	Tek Distributions s.à.r.l.
Tango TV	Satellite ASTRA en numérique	Everyday Media S.A.

Programmes Luxembourgeois par câble

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
Nordlicht TV	Certains réseaux câblés	Nordlicht s.à r.l.
Uelzechtkanal	Certains réseaux câblés	Uelzechtkanal a.s.b.l.
Tango TV	Satellite ASTRA en numérique	Everyday Media S.A.

RADIO SONORE

Programme radiodiffusé à rayonnement international

Programme	Fréquences	Organisme de radiodiffusion
RTL	234 KHz OL	CLT-UFA S.A.
RTL Radio – Die grössten Oldies	1440 KHz OM 93,3 FM 97,0 FM	CLT-UFA S.A.

Programmes de radio à émetteur de haute puissance

Programme	Fréquences	Organisme de radiodiffusion
RTL Radio Lëtzebuerg	92,5 FM 88,9 FM	CLT-UFA S.A.
Honnert,7 De soziokulturelle Radio	100,7 FM	Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle, établissement public
Den Neie Radio	107,7 FM	Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise s.à.r.l.

Programmes de radio à réseau d'émission

Programme	Fréquences	Organisme de radiodiffusion
Radio Latina	101,2 FM 103,1 FM	Société européenne de communication sociale s.à.r.l.
Den Neie Radio	102,9 FM 104,2 FM	Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise s.à.r.l.
Radio ARA	103,3 FM 105,2 FM	Alter Echos s.à.r.l.
Eldoradio	105,0 FM 107,2 FM	Luxradio s.à.r.l.

Programmes de radios locales

Programme	Fréquence	Organisme de radiodiffusion
Radio Challenger	102,2 FM	Radio Animation Club Differdange a.s.b.l.
Radio Lora	102,2 FM	Association pour la création et l'exploitation d'émissions radiophoniques par antenne et par câbles a.s.b.l.
Radio Lnw	102,2 FM	Coraly a.s.b.l.
Radio Diddeleng	103,6 FM	Radio locale de la Ville de Dudelange a.s.b.l.
Radio Interculturelle	103,9 FM	Radio Interculturelle de Gilsdorf a.s.b.l.
Lrb	103,9 FM	Radio locale Réiserbann-Bétebuerg a.s.b.l.
Rcb	106,1 FM	Radio Classique Bergem a.s.b.l.
Radio Gudd Laun	106,1 FM	Radio Gudd Laun a.s.b.l.
Radio Amizade	106,1 FM	Radio Amitiés a.s.b.l.
Radio R.S.Reckeng	106,5 FM	Radio Sympa a.s.b.l.
Radio Actif 106,5 Eechternoach	106,5 FM	Info Loisirs a.s.b.l.
Rom –Lokalradio vu miedernach	106,5 FM	Radioorganisatioun Medernach a.s.b.l.
Radio Belle Vallee	107,0 FM	Lokal Radio Bieles, Suessem, Zolver, Eilereng a.s.b.l.
Radio Waky	107,0 FM	AIR F.M. a.s.b.l.

Programmes luxembourgeois par satellite

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
Radio Horab	Satellite Astra	Eurociel S.A.

Programmes luxembourgeois par câble

Programme	Mode de diffusion	Organisme de radiodiffusion
Radio Tango	Certains réseaux câblés	Everyday Medial S.A.

* * * * *

3. Le Comité de Coordination pour l'Installation d'Institutions et d'Organismes européens

Le Comité de Coordination pour l'Installation d'Institutions et d'Organismes européens, responsable de l'accueil des institutions européennes à Luxembourg, a continué de coordonner en 2003 les nombreux dossiers immobiliers et politiques concernant la présence des institutions européennes à Luxembourg.

A l'aube de l'élargissement de l'Union européenne, les travaux du Comité de Coordination se sont concentrés sur la mise en place des infrastructures permettant au Grand-Duché d'assumer ses fonctions comme l'une des capitales de l'Europe. Tout au long de l'année écoulée, le Comité de Coordination a supervisé et coordonné les négociations avec les institutions et organismes européens sur le coût, la disponibilité et la qualité des infrastructures définitives ou provisoires à mettre en place pour faire face aux besoins d'espaces supplémentaires liés à l'élargissement de l'Union européenne. Les besoins des institutions et organes européens en espaces de bureaux, d'emplacements de parking, d'écoles et d'autres capacités d'accueil pour enfants se sont avérés considérables.

Le Comité de Coordination a initié une réunion entre les Ministres directement concernés par les questions de siège, à savoir, M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, Mme le Ministre des Affaires Étrangères, M. le Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement, Mme la Ministre des Travaux Publics et M. le Ministre du Budget. Cette réunion interministérielle du 1^{er} juillet 2003 a arrêté des lignes directrices en matière de questions immobilières et de certains investissements à prévoir pour garantir aux institutions et organes concernés à Luxembourg de bonnes conditions de travail et d'intégration.

Lors de ses réunions de l'exercice écoulé, le Comité de Coordination a examiné plusieurs dossiers qui méritent une attention particulière.

1. Parlement européen

L'année 2003 a été marquée par la mise en œuvre par le Comité de Coordination d'un accord conclu entre le Gouvernement et le Parlement européen sur la situation immobilière de l'institution européenne à Luxembourg. La solution trouvée est conforme au souhait du Parlement européen de réunir à terme tous ses services sur un seul site, le bâtiment Konrad Adenauer élargi.

Le « paquet immobilier », formalisé par un échange de lettres entre le Premier Ministre et le Président du Parlement européen en date du 31 juillet 2003, prévoit l'acquisition du bâtiment Konrad Adenauer par le Parlement européen, l'extension de l'immeuble Konrad Adenauer et son acquisition ultérieure par le Parlement européen ainsi que la location provisoire des tours « Giorgetti » (dite « Tour A ») et

« Vazon » (dite « Tour B ») en attendant l'accomplissement de l'extension du bâtiment Konrad Adenauer.

Les travaux du Comité de Coordination, assisté par la Commission des Loyers, ont abouti le 17 décembre 2003 avec la signature solennelle de l'acte de cession de l'immeuble Konrad Adenauer et des contrats de location des deux tours.

2. Centre de Conférences / Conseil de l'Union européenne

En attendant l'aboutissement du grand projet de rénovation et d'agrandissement du Centre de Conférences Kirchberg et conformément à la décision du Conseil de Gouvernement du 27 mars 2003, le Comité de Coordination a contribué à la mise en place - en un laps de temps très serré - d'une infrastructure provisoire pour l'accueil des réunions du Conseil de l'Union européenne élargie dès le mois d'octobre 2003.

Le « Centre de Conférences Kiem » a été installé sur une surface de 9.000 m² dans les halls aménagés 4 et 5 des Foires internationales de Luxembourg au Kirchberg. Le Centre est notamment pourvu de trois salles de conférences, deux salles d'écoute, deux salles de repas, d'une zone de travail pour journalistes ainsi que de bureaux pour les délégations nationales. Pouvant accueillir près de 1.600 personnes, le Centre est conforme aux besoins liés aux futurs élargissement de l'Union européenne.

La première réunion du Conseil des Ministres de l'Union européenne a pu se tenir sur ce site provisoire le 6 octobre 2003. Etant donné que certaines installations techniques n'ont pas pu être testées en temps utile, le Comité avait été décidé de transférer à Bruxelles la première session du Conseil de l'Union européenne du mois d'octobre.

3. Commission européenne

Le Comité de Coordination a suivi de près les pourparlers menées par le Ministre des Affaires étrangères avec la Commission sur l'avenir de ses services à Luxembourg. Après deux années d'âpres négociations, un accord permettant de consolider et de développer la présence des services de la Commission européenne à Luxembourg a pu être signé le 24 mars 2003.

La mise en œuvre de la solution trouvée prévoit l'augmentation des effectifs à Luxembourg de 2960 postes actuels à 3426 postes au minimum d'ici 2010 – en dehors de l'accroissement normal dû à l'élargissement. De cette manière, le Luxembourg a tout particulièrement réussi à étayer les pôles linguistique, financier et énergétique au Grand-Duché, et à renforcer d'une manière générale l'efficacité et l'autonomie de gestion des services de la Commission à Luxembourg, assurant ainsi la stabilité de leur présence future à Luxembourg.

Suite à la décision du Conseil de Gouvernement du 27 juin 2003, le Comité de Coordination a autorisé l'acquisition d'un terrain sur le site de Rodange pour y

installer le Centre de calcul de la Commission européenne. Le Comité a également veillé à trouver une solution provisoire pour héberger une partie du Centre de la petite enfance et à résoudre la problématique du bâtiment Cube, qui devra être libéré pour permettre les travaux d'extension de la Cour de Justice. Le Comité a notamment suivi de près la mise en œuvre de la décision de déménager les services de la Commission du bâtiment Cube vers le bâtiment Euroforum. Le Président avait convoqué plusieurs sessions de travail réunissant des représentants de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Bâtiments publics, des sociétés de construction et de la Commission européenne.

4. Cour de Justice des Communautés européennes

En raison de l'augmentation des effectifs de la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE) dans le cadre des élargissements prochains de l'Union européenne et du retard encouru dans la réalisation des 3ème et 4ème extension de la Cour, celle-ci s'est vu contrainte d'avoir recours à une solution transitoire pour abriter ses services.

Conformément aux conclusions du Conseil de Gouvernement du 6 décembre 2002, le Comité de Coordination a assisté la CJCE dans la recherche de locaux provisoires. La solution transitoire retenue comporte deux éléments. L'extension du bâtiment provisoire « T » existant (« T-Bis »), abritant d'ores et déjà les services de la Cour de Justice déménagés du Palais en raison des travaux d'assainissement, et la location d'une partie du bâtiment CLEARSTREAM au Kirchberg. Cette location s'est avérée nécessaire du fait que la solution initialement envisagée d'un déménagement dans le bâtiment Jean Monnet n'a pas été retenue.

Jusqu'à la date d'achèvement escomptée du projet de l'architecte Perrault, la CJCE s'est montrée disposée à louer le bâtiment « T-Bis » au prix du marché et l'Etat luxembourgeois s'est engagé à en garantir le rendement locatif. Le Comité de Coordination a mené les négociations sur les termes de la garantie locative, qui a finalement été entérinée par le Gouvernement en Conseil le 19 décembre 2003.

5. Centre de Traduction des organes de l'Union européenne

Le projet immobilier envisagé à Hamm relatif à un siège définitif du Centre n'ayant pas pu se concrétiser, le Comité de Coordination a supervisé les négociations toujours en cours avec le Centre de Traduction au sujet d'un projet de contrat de bail portant sur une partie des locaux que le Centre de Traduction occupe dans le bâtiment Hémicycle au Kirchberg.

6. 2^{ème} Ecole européenne

Le Comité de Coordination a suivi de près la mise en œuvre du projet de la 2^{ème} Ecole européenne à Mamer. Le lancement des préparatifs des travaux de construction en vue de l'accomplissement de l'Ecole pour la rentrée scolaire 2007/2008 a pu avoir lieu, suite à l'accord formel du collège des échevins de Mamer en mai 2003.

7. Cour des Comptes européenne

Le chantier de la 1^{ère} extension du bâtiment de la Cour des Comptes a évolué favorablement pendant l'année 2003 et la Cour des Comptes a lancé la procédure pour la 2^{ème} extension.

Cependant, en attendant la réalisation de la 2^{ème} extension vers 2009, le Comité a été sensibilisé par la Cour des Comptes aux problèmes d'exiguïté de bureaux que la Cour rencontrera en raison de l'élargissement. La Cour cherchera dès lors à louer des bureaux pour une période transitoire à partir de l'année 2005.

* * * * *

4. La Commission d'Economies et de Rationalisation

En 2003, les activités de la Commission d'Economies et de Rationalisation ont été axées sur les points suivants :

1. Les travaux préparatoires en vue du renforcement des cadres du personnel des services de l'Etat au cours de l'exercice 2004 (numerus clausus)

Par lettre-circulaire du 24 mars 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a invité les départements ministériels à évaluer leurs besoins en personnel supplémentaire pour l'exercice 2004 et à les déclarer à la Commission d'Economies et de Rationalisation, laquelle a été saisie dans ce contexte de 1.048 demandes.

Au cours d'une série d'examens contradictoires avec les responsables des différents ministères, la Commission a essayé de se faire une idée précise des priorités des services concernant leur renforcement de façon à lui permettre de formuler ses propositions au plus près des réalités du terrain.

Pour permettre une mise en perspective de l'effort de limitation de la progression des effectifs ainsi fourni, l'évolution du nombre de nouveaux postes créés annuellement depuis 1970 est reproduite ci-après :

	Numerus clausus			Hors numerus clausus	
Exercice	Ministères/ Administrations/ Services	Enseignement postprimaire	Autres engagements		Total
1970	100			n.d.	100
1971	100			n.d.	100
1972	100			n.d.	100
1973	100			n.d.	100
1974	100			n.d.	100
1975	100			n.d.	100
1976	75			n.d.	75
1977	100			n.d.	100
1978	100			n.d.	100
1979	75	75		n.d.	150
1980	75			n.d.	75
1981	75	33	1	n.d.	109
1982	30	30	29	n.d.	89
1983	45	35	6	n.d.	86
1984	76	35	50	n.d.	161
1985	83	40	10	n.d.	133
1986	108	30	20	n.d.	158
1987	83	30	16	n.d.	129
1988	65	30	25	n.d.	120
1989	136	35	10	n.d.	181
1990	139	30	10	6	185
1991	139	30	20	15	204
1992	122	35	5	/	162
1993	121	30	5	76	232
1994	44	10	6	13	73
1995	108	42	/	24	174
1996	109	26	6	25	166
1997	94	20	6	86	206
1998	56	44	/	16	116
1999	77	40	50	220	387
2000	210	40	50	62	362
2001	191	50	50	38	329
2002	250	90	50	45	435
2003	311	50	50	125⁽¹⁾	536
TOTAL	3.697	910	475	751	5.833

⁽¹⁾ y compris 100 postes pour les besoins de la réserve nationale de suppléants dans l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire.

Le présent relevé ne comprend pas les régularisations de postes entreprises depuis 1999.

Dans son avis du 3 juillet 2003, la Commission d'Economies et de Rationalisation a formulé ses propositions concernant les nouveaux engagements à opérer en 2004.

Compte tenu toutefois de la situation économique précaire et de la diminution conséquente des recettes de l'Etat, le Conseil de Gouvernement a décidé lors de sa séance du 30 juillet 2003 de s'imposer des restrictions rigoureuses en matière d'attribution de postes supplémentaires et de ne retenir pour l'exercice 2004 que les engagements de renforcement figurant au relevé ci-après:

Engagements nouveaux à opérer en 2004

Décisions prises par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 30 juillet 2003

Ministère/ Département	Administration/Service	Engagements retenus pour 2004	Remarques
Ministère d'Etat	Divers services	40 postes	Réserve pour couvrir les besoins urgents et prioritaires en 2004
	<u>Total:</u>	<u>40</u>	
Ministère de l'Intérieur	Police grand-ducale	48 agents des cadres de l'inspecteur et du brigadier de police	Plan de recrutement pluriannuel (engagement du personnel qui terminera sa formation en 2004)
	Service de police judiciaire	2 agents	Création d'une section "nouvelles technologies de l'information et de la communication" dans le contexte de la lutte contre la criminalité dans ce domaine
	<u>Total:</u>	<u>50</u>	
Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	Etablissements scolaires d'enseignement postprimaire	50 postes d'enseignants	Planification pluriannuelle des besoins en personnel enseignant (enseignement postprimaire et régime préparatoire)
	<u>Total:</u>	<u>50</u>	
	<u>TOTAL:</u>	<u>140</u>	

2. L'élaboration de 1.207 avis en matière d'engagement et de remplacement de personnel

Ces 1.207 avis se décomposent comme suit :

- 1) 353 avis concernant les remplacements pour cause de maladie, de congé de maternité, soit une double occupation du poste, pour lesquels la dépense a été imputée sur la provision globale inscrite sub 1)g) de l'article 08.0.11.310 du budget des dépenses de 2002.
- 2) 468 avis de remplacement suite à une vacance de poste (mise à la retraite, démission, etc....).
- 3) 64 avis s'occupant exclusivement de la mise à disposition des postes accordés dans le cadre du numerus clausus 2002.
- 4) 322 avis qui couvrent des aspects qui ne sont pas traités dans les rubriques ci-dessus et qui touchent souvent à des questions de principe.

3. L'allocation de postes réservés à des personnes handicapées à charge du budget de l'exercice 2003

Sur base de l'article 17(3)f de la loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003, la Commission d'Economies et de Rationalisation, en collaboration avec le Service des Travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi, a accordé 2000 hommes-heures/semaine pour la création de postes réservés à des personnes handicapées.

Compte tenu de la formation, du handicap, des contre-indications et de l'activité proposée par le Service des Travailleurs handicapés, ainsi que des besoins annoncés par les administrations, la Commission a proposé l'engagement de 51 candidats avec les affectations suivantes :

	Heures/semaine
Service des Restaurants scolaires	280
Musée national d'Histoire et d'Art	240
Musée national d'Histoire naturelle	40
Ministère des Transports	40
Ministère de l'Economie	40
Ministère de l'Environnement	80
Administration judiciaire	40
Administration des Douanes et Accises	80
Administration de l'Emploi	80
Administration des Eaux et Forêts	40
Administration des Ponts et Chaussées	120
Administration des Bâtiments publics	40
Centre informatique de l'Etat	40
Police grand-ducale	80
Service central des Imprimés de l'Etat	40
Service de Renseignements de l'Etat	40
Service national de la Jeunesse	20
Education différenciée	40
Laboratoire national de Santé	40
Archives nationales	40
Etat Major de l'Armée	40
Centre national de Formation professionnelle continue,	
Esch-sur-Alzette	40
Conseil arbitral des Assurances sociales	40
Lycée de Garçons, Luxembourg	40
Lycée classique d'Echternach	40
Lycée technique d'Ettelbruck	80
Lycée technique agricole d'Ettelbruck	40
Lycée technique Ecole de Commerce et de Gestion	40
Lycée du Nord	40
SERVIOR Mertzig	40
SERVIOR Dudelange	40
Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand	40
Union des Caisses de Maladie	20
Total : 2000 hommes-heures/semaine	

4. La mise en place d'un système intégré de gestion de l'Etat pour son personnel (SIGEP)

Le Président et le Secrétaire de la Commission d'Economies et de Rationalisation ont participé à différents travaux préparatoires en vue du développement du projet SIGEP, lequel prendra à terme la relève du système actuel FP.GAP.

* * * * *

5. Centre d'Etudes et de Recherches européennes Robert Schuman

Le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE) se livre à de multiples activités consacrées en priorité – comme le veut la mission de l'institut – à l'histoire de la construction européenne au sens le plus large du mot. En-dehors dudit objectif principal, sa tâche consiste également en la promotion du Luxembourg à l'étranger.

Les liens particuliers de Robert Schuman avec notre pays, ou encore la circonstance que la Haute Autorité et la Cour de Justice de la première communauté européenne du charbon et de l'acier se fussent installées en 1952 à Luxembourg, constituent une excellente plate-forme pour expliquer la vocation européenne de notre pays: sa place dans les institutions européennes, sa contribution au développement de l'union, son rayonnement sur le plan des relations internationales. Ce faisant, le CERE refuse toutefois de verser dans l'engagement partisan ou la propagande; il privilégie au contraire les méthodes et les règles scientifiques de la recherche historique.

D'autre part le CERE voit sa mission dans la promotion de la recherche et de la diffusion des connaissances sur l'histoire de l'intégration européenne en prêtant assistance aux chercheurs – nationaux et étrangers –, aux enseignants, aux étudiants d'université et élèves de lycée, ainsi qu'au grand public intéressé en la matière.

1. Site Internet

Le CERE a porté ses efforts sur l'actualisation de son site Internet désormais complété par la rubrique *50 Joer Schuman Plang. Robert Schuman, Jean Monnet et les débuts de l'Europe*. Il s'agit en fait de l'exposition organisée par notre institut au Cercle municipal de la ville de Luxembourg à l'occasion des cérémonies commémorant le cinquantième anniversaire de la fameuse «déclaration Schuman» du 9 mai 1950. Ouverte aux visiteurs pendant un laps de temps relativement court (du 28 avril au 20 mai 2000), cette exhibition d'une page importante de l'histoire nationale et européenne a maintenant pu être «pérennisée» sous une forme virtuelle moyennant les nouvelles technologies.

Disponible en deux langues (française et allemande) sur la *home page* de la maison Schuman (www.etat.lu/CERE/), la version Internet a subi par rapport à l'exposition «grandeur nature» d'importantes modifications. Ainsi, grâce à la mise en place d'un logiciel spécial *macro media flash*, le «visiteur» peut non seulement consulter en permanence les divers documents iconographiques et textuels (écrits d'époque, photos, coupures de presse, séquences filmées, etc.) qui d'ordinaire sont inaccessibles au grand public; il peut en outre «feuilleter» ou même agrandir les différents documents pour s'en servir en cas de besoin. Cette dernière remarque vaut notamment pour les jeunes internautes de plus en plus nombreux à solliciter aide et assistance au Centre Robert Schuman lors de la préparation d'exposés à faire devant leurs camarades de classe. Voilà d'ailleurs pourquoi le CERE a choisi de

retravailler la composition et la mise en page du site en étroite collaboration avec le Lycée Classique de Diekirch. Ensemble avec leurs professeurs experts en informatique, les élèves d'un cours à option spécialisé dans les nouvelles technologies de l'information ont largement contribué à améliorer la convivialité et l'utilité pédagogique de notre site.

2. Projets de recherche, conférences, rencontres, visites

Le Centre Robert Schuman a développé ses «traditionnelles» activités européennes. Celles-ci comportent l'organisation de conférences à l'intention de groupes luxembourgeois et/ou étrangers sur des thèmes européens, la participation à des forums de discussion avec des spécialistes étrangers, la formation des enseignants et des étudiants tant étrangers que luxembourgeois en ce qui concerne, entre autres, les différentes étapes de la construction européenne, la personnalité de Robert Schuman et ses origines luxembourgeoises, la place du Luxembourg dans les Communautés européennes, les accords de Schengen, les perspectives d'une Europe élargie, l'Europe des citoyens, les jeunes et l'Europe de demain, les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, etc. Les visiteurs étrangers sont soit des étudiants et professeurs de l'enseignement secondaire ou supérieur (p.ex. le *Historisches Institut* de l'Université de Rostock, le *Historisches Seminar* de l'Université d'Oldenburg, un groupe de professeurs de l'Université de Stanford aux Etats-Unis, des professeurs du St. Pauls College de Dublin en Irlande, les enseignants et les élèves du *Hellerup Amt Gymnasium* de Copenhague au Danemark, etc.), soit des instituts européens (p.ex. l'Académie européenne d'Otzenhausen), des associations nationales ou internationales (p.ex. Pax Christi ou Lions Club) ou encore des administrations publiques (p.ex. ambassadeurs d'Autriche et de Suède; délégation de futurs diplomates et de jeunes cadres supérieurs des pays candidats à l'Union Européenne invités par le Ministère de la Culture).

Mais le Centre Robert Schuman n'est pas seulement un lieu de rencontre des milieux européens intéressés ou de visiteurs de marque. Ses membres participent en outre, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, à des colloques ou à des conférences sur l'intégration européenne et sur le rôle que joue le Luxembourg dans la construction européenne. Ils participent de la sorte à différents projets internationaux ou autres activités respectivement de recherche et de coopération, en l'occurrence avec le *Groupe de Liaison des professeurs d'histoire de la construction européenne auprès de la Commission*, le *Collège d'Europe à Bruges*, l'*European University Institute* de Florence, les Universités d'Edinburgh et de Sheffield (*Department of Germanic and Luxembourg Studies*), l'*Institut Français d'Athènes* (IFA), l'*Institut für Geschichte* de l'Université de Mainz, etc. Soulignons dans ce contexte en particulier:

- la participation à l'élaboration d'un projet de recherche initié par le Groupe de Liaison dans le cadre du *Network of Excellence – 6th Framework Programme for Research* lancé par la commission européenne;
- l'entrevue avec le professeur Henri Nau de l'université de Stanford à propos du thème *On transatlantic Relations. Prospects for the Future*, un projet initié en étroite collaboration avec l'ambassade des Etats-Unis et l'Association Luxembourgeoise des Enseignants d'Histoire;

- la réunion avec Messieurs Hubert Wurth, ambassadeur à Washington, et David Malone, président de la *International Peace Academy* sur l'organisation de «Think Tanks»;
- la participation à la réunion de lancement du nouveau projet «PEGASE» du Conseil de l'Europe en collaboration avec le ministère luxembourgeois de la Culture, le Musée national d'histoire et d'art et le CERE concernant la conservation et la mise en valeur des lieux de mémoire européens;
- la ralliement du CERE à au projet «La mémoire européenne de la mine» développé en coopération entre l'Université d'Aix-Marseille et les *Communes européennes du Var* dans le cadre du programme européen «Culture 2000»;
- la conférence-débat organisée au CERE en présence des moines dominicains de la province de France réunis en colloque à Luxembourg;
- la participation à un projet d'études consacré à l'histoire de la démocratie chrétienne au Grand-Duché;
- la séance de travail tenue avec les participants du projet européen «Comenius», en présence des représentants du St.Pauls College de Dublin, du Hellerup Gymnasium de Copenhague et du Lycée Classique de Diekirch sur l'histoire de l'intégration européenne telle qu'elle est vécue par les citoyens européens.

Souvent les membres du CERE sont également sollicités pour participer à des entretiens ou forums de discussion sur des problèmes de l'intégration européenne en général, ou de l'histoire du Luxembourg en particulier. Citons à ce sujet:

- la conférence de Gilbert Trausch dans le cadre des séminaires de l'Association Luxembourgeoise des Enseignants d'Histoire («Quelques lignes de force de l'histoire européenne»);
- la participation de Jean-Marie Majerus à la mise en chantier d'un projet de recherche sur l'histoire de l'intégration européenne telle qu'elle a été vécue par les citoyens de trois pays européens de moyenne et petite taille (Danemark, Irlande, Luxembourg) en utilisant, entre autres, les méthodes de l'«*oral history*»;
- la conférence de Charles Barthel qui eut lieu au siège d'Arcelor à l'occasion des cérémonies commémorant le 75^e anniversaire du décès d'Emile Mayrisch;
- les interviews accordées par Charles Barthel à la première chaîne de télévision allemande ou au journal luxembourgeois *La Voix* dans le cadre respectivement de la fête nationale et de la journée de commémoration nationale;
- le discours prononcé par Gilbert Trausch à l'occasion du 75^e anniversaire de la CEGEDEL;
- le discours de Gilbert Trausch fait au moment de l'inauguration du nouveau Centre culturel franco-germano-luxembourgeois Pierre Werner à l'ancienne abbaye de Neumünster;
- le discours prononcé par Charles Barthel lors de la séance académique de l'association Coin de Terre et du Foyer («75 *Joer Gaard an Heem*»);
- la conférence tenue par Gilbert Trausch sur le thème «Le Luxembourg, un accident de l'histoire ou un accomplissement d'une destinée?» (conférence inscrite au programme du projet «MOIEN» concernant l'emploi de la langue luxembourgeois initié par la Maison des langues les moins répandues en Europe);

- la conférence de Charles Barthel consacrée à la sidérurgie luxembourgeoise, lorraine et sarroise au sein des cartels européens de l'acier venus se substituer au régime des contraintes économiques dictées par le traité de Versailles (conférence organisée à la Miami University à Differdange en coopération avec ARCELOR, le Centre culturel de Differdange, le Cercle des Amis de Colpach, la Fondation Bassin minier et le Kiwanis Club Esch/Alzette);
- etc.

3. Journal of European Integration History

A côté de ces activités à caractère plutôt «public», le CERE, fidèle à sa vocation d'institut de recherche scientifique, assume le secrétariat général de la renommée *Journal of European Integration History* (JEIH). Cette revue d'histoire, qui entre dans sa neuvième année d'existence, continue de trouver un accueil très favorable dans les milieux universitaires à travers l'Europe et le monde entier. Elle a comme objectif de promouvoir l'analyse et la compréhension des différents aspects diplomatiques, militaires, économiques, technologiques, sociaux, culturels, etc. de l'intégration européenne au cours du XX^e siècle. Les deux numéros édités en 2003 ont été, le premier, un numéro «ouvert», c'est-à-dire qui contient des articles soumissionnés par des chercheurs et sélectionnés en fonction d'un rigoureux *peer reviewing* effectué par le comité de rédaction, le second, un numéro «à thème», consacré entièrement au sommet de La Haye en 1969. Chaque numéro comprend d'une part des contributions rédigées dans les trois langues du JEIH, à savoir l'anglais, le français et l'allemand, et d'autre part une série de comptes rendus résumant les importantes publications éditées récemment.

Afin d'optimiser la diffusion de la revue, il s'est avéré indispensable de la rendre accessible aux internautes. Nous avons donc choisi une formule qui autorise toute personne naviguant sur le site Internet du CERE, à télécharger gratuitement (sous forme de fichiers «pdf») le contenu des différents numéros du JEIH, sauf la dernière édition, qui est uniquement affichée six mois après la date de parution.

Relevons finalement que la revue doit son existence en dernier examen à l'appui et au concours du Ministère d'Etat et du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, sans l'appui financier desquels, une entreprise du type serait difficile sinon impossible à réaliser.

4. Bibliothèque du CERE

La gestion de la bibliothèque scientifique du Centre Schuman est une autre activité, moins spectaculaire, mais non moins utile. L'encodage des ouvrages sur un support informatique adapté aux besoins de la maison va bon train. L'utilisation d'un logiciel spécialisé développé par l'Université de Düsseldorf permet aux chercheurs d'optimiser leurs investigations spécifiques dans les domaines des relations internationales et de l'histoire de l'intégration européenne. La bibliothèque possède aujourd'hui, après une dizaine d'années d'existence du CERE, plus de dix mille volumes dont la plupart ne se trouvent dans aucune autre bibliothèque du pays.

Nous espérons que le fichier informatisé sera prochainement consultable sur le site Internet du CERE afin de faciliter l'accès à des administrations publiques ou à des chercheurs. L'objectif à long terme restera cependant une insertion dans le système ALEPH de la Bibliothèque Nationale à Luxembourg. Cette opération technique sous-entend néanmoins une indexation de tous les ouvrages, ce qui, avec les moyens de bord actuellement disponibles, représente bien entendu une œuvre de longue haleine.

Rappelons, dans ce contexte, que les ressources humaines du CERE sont relativement modestes: sur le plan scientifique, outre son directeur, l'équipe des chercheurs se compose de deux collaborateurs, dont l'un est partiellement détaché de sa tâche de professeur de lycée. Sur le plan administratif, deux secrétaires à mi-temps, se partagent, la première, les travaux proprement administratifs (correspondance, gestion du budget, ...), la deuxième, la gestion de la bibliothèque et la correspondance avec le comité de rédaction du JEIH.

5. Autres activités

En dehors des activités susmentionnées, le CERE est souvent sollicité par l'administration publique ou par la société civile, qui ont recours à ses compétences pour des questions les plus diverses. Le Centre essaye de répondre à cette demande dans la mesure de ses possibilités.

D'autres demandes de renseignements sont adressées au Centre par des chercheurs nationaux, en l'occurrence le Centre Virtuel de la Connaissance de l'Europe (Sanem), ou étrangers désireux de consulter à Luxembourg des archives publiques ou privées. En outre, beaucoup d'organes de presse, de radios et de télévisions luxembourgeoises ou étrangères, se sont adressés au Centre pour avoir des interviews ou des informations complémentaires sur des sujets divers et variés.

Finalement, par la personne du professeur Gilbert Trausch, le CERE participe aux activités de divers instituts, à savoir:

- le Conseil d'administration de la *Karls-Preis Stiftung* à Aix-la-Chapelle;
- le Research Council de l'*European University Institute* de Florence;
- le Conseil d'administration de l'*Université de l'Europe*, Paris;
- le *Groupe de Liaison des professeurs d'histoire auprès de la Commission européenne*.

Publications

Barthel Ch., *Entre la Belgique, la France et l'Allemagne. Emile Mayrisch et la question du contingent lorrain-luxembourgeois (1925)*, IN.: *Galerie*, 21(2003), n°2, pp.211-256

Barthel Ch., *Entre médiation et chantage. Emile Mayrisch et les débuts des négociations internationales entre sidérurgistes européens*, IN.: *d'Lëtzebuerger Land*, édition du 9 mai 2003, pp.12-14

Barthel Ch., Compte rendu du livre de Jean Lamesch (*Histoire mondiale de la galvanisation*), IN.: *Luxemburger Wort*, édition du 18 décembre 2004 (*Die Warte*)

Barthel Ch., *75 Joer Gaart an Heem, oder wéi een aus der Nout eng Dugend mécht*, IN.: *Gaart ans Heem*, à paraître

Majerus J.-M., *Le débat au sujet de la nouvelle constitution européenne*, IN.: *Bulletin du Club 41 Nord*, 2(2003)

Majerus J.-M., Biographies de Robert Schuman, d'Oscar Stumper, de Félix de Blochausen, de Gaston Diderich et de Paul Wilwertz, IN.: *400 Joer Kolléisch*, vol.II., *L'Athénée et ses grands anciens 1815-1993*, Editions St.Paul, Luxembourg, 2003

Majerus J.-M., *Différences et ressemblances*, Bilan d'un projet de coopération scolaire européen, Diekirch, 2003

Trausch G., *L'idée des Etats-Unis d'Europe dans la construction européenne*, IN.: *Collegium* (revue trimestrielle publiée par le Collège d'Europe à Bruges), 28(juin 2003), pp.71-84

Trausch G. (dir.), *Histoire du Luxembourg. Le destin européen d'un «petit pays»*, Ed. Privat, Toulouse, 2003

* * * * *

6. Le Centre de Communications du Gouvernement

1. Changements de personnel

L'effectif du Centre de Communications du Gouvernement a été augmenté d'un employé technicien en 2003. Il s'agit d'un engagement de renforcement de la division technique en vue de la mise en place d'un réseau informatique sécurisé dans le cadre du projet «LUSECNET».

2. Modernisation et maintenance des infrastructures

Amélioration des alentours du château :

La première phase des travaux d'aménagement du parc a été achevée novembre 2003. La phase finale a été entamée et la fin des travaux est prévue pour mai 2004.

Centre de conférences :

Le Centre de conférences a prêté le cadre pour de nombreuses manifestations nationales et internationales. La nouvelle technologie installée en 2002 s'est montrée très efficace et a sensiblement augmenté la qualité des conférences.

Central téléphonique gouvernemental :

Les opérateurs du central téléphonique gouvernemental, éparpillés jusqu'alors sur quatre sites différents, ont déménagé au CCG à Senningen. Un nouveau local insonorisé et équipé des dernières technologies a été aménagé à cet effet.

Grâce à cette mesure le contrôle et la qualité de l'accueil ont pu être améliorés.

3. Centre de conférences et d'accueil

Comme les années précédentes, le Centre de conférences et d'accueil a prêté le cadre pour de nombreuses manifestations nationales et internationales.

Les salles de conférence comportent une nouvelle installation sonore digitale connectée à un système de projection moderne.

Le système a fait ses preuves notamment lors de conférences vidéo intercontinentales.

L'efficacité du Centre de Conférence en cas de situations imprévues a été démontrée à plusieurs reprises comme p.ex. lors de l'accident LUXAIR ou un centre de presse international a été aménagé à très court terme.

Les plans du Centre de Conférence ainsi que tout détail intéressant dans le cadre de la planification d'une activité peuvent être consultés sur la page Internet du CCG : <http://www.etat.lu/CCG/>

4. Réseaux de communications internationaux

De par ses attributions, le CCG se charge de la planification, de la mise en oeuvre, de la maintenance et de l'exploitation des extensions nationales des réseaux de télécommunications internationaux sécurisés.

5. La Permanence Gouvernementale (PG)

La Permanence Gouvernementale assure un service de 24/24 heures en tant que centre de transmission au profit du Gouvernement et des administrations essentielles. Elle est chargée de la surveillance des réseaux sécurisés internationaux et du réseau national sécurisé. Le dernier relie entre autres les ambassades et représentations permanentes luxembourgeoises à travers le monde.

La mission de la PG consiste à réceptionner les messages entrant, d'initier les réactions nécessaires et de garantir l'acheminement au destinataire en respectant les mesures de sécurité, eu égard au niveau de classification, et les délais, eu égard au degré d'urgence.

Les 12 agents de la PG travaillent par équipes successives.

6. Représentations

6.1. Généralités

Les membres du CCG représentent le Luxembourg au sein des comités nationaux et internationaux traitant les questions des télécommunications.

Pour le représentant désigné et le cas échéant pour son remplaçant, la charge de travail liée à une participation active au comité dépasse de loin la présence aux réunions.

6.2. Représentations internationales

Les responsables du CCG sont en charge des représentations internationales suivantes :

Répartition des représentations C3 (Consultation, Command and Control) OTAN				
Groupe	Désignation des comités	Représentant	Remplaçant	Mandat du comité
C3 BOARD	BUREAU DES C3 DE L'OTAN	LtCol SIMON	M. LAURES	Le Bureau du niveau le plus élevé de l'OTAN est responsable de l'établissement, la tenue à jour et la réalisation des politiques générales, des plans, des programmes et des objectifs stratégiques appropriés et nécessaires pour mettre sur pied, dans l'ensemble de l'OTAN, des moyens de C3 rationnels, efficaces, protégés et répondant aux besoins d'interopérabilité. Le Bureau est l'organe directeur de l'Organisation des C3 de l'OTAN (NC3O)
C3 Rep	GROUPE DES REPRESENTANTS DU BUREAU DES C3 DE L'OTAN	M. LAURES	LtCol SIMON	Apporter un soutien au Bureau des C3 en suivant de façon continue les questions relatives aux C3, traiter les questions urgentes et coordonner le travail du Bureau et de ses organes subordonnés
JC3RCSC	SOUS-COMITE DES BESOINS ET DES CONCEPTS C3 INTERARMEES	(*)		Apporter un soutien au Bureau des C3 concernant les besoins opérationnels et les concepts d'opérations relatifs aux systèmes C3. Donner des avis aux autres sous-comités du NC3B et à des organes de l'OTAN sur toutes les questions liées aux besoins et concepts interarmées concernant les C3 Faire directement rapport au Comité militaire pour les questions opérationnelles interarmées concernant les C3
ISC	SOUS-COMITE DE L'INTEROPERABILITE	M. LAURES		Apporter un soutien au Bureau C3 de l'OTAN pour toutes les questions concernant la politique de normalisation des C3 et l'amélioration de l'interopérabilité des systèmes d'information de l'OTAN et des systèmes C3 liés à l'OTAN, dans le cadre de la consultation, du commandement et de la conduite des opérations.
FMSC	SOUS-COMITE DE GESTION DE FREQUENCES	M. LAUX	M. GIRRES	Apporter un soutien au Bureau des C3 de l'OTAN en tant que Sous-comité multinational chargé de répondre aux besoins de l'OTAN et, s'il y a lieu, aux besoins des pays concernant le spectre et les fréquences radioélectriques en temps de paix, en période de crise et en temps de guerre Agir en tant qu'autorité pour les fréquences radioélectriques de l'Alliance. Rapporter directement au Comité militaire pour les questions opérationnelles à caractère urgent relevant de sa compétence.
ISEC	SOUS-COMITE INFOSEC	M. LAURES		Fournir au Bureau C3 de l'OTAN des recommandations sur la politique des systèmes C3 liée à la sécurité. Il s'agit de la politique INFOSEC visant à protéger la confidentialité, l'intégrité, l'authenticité et la disponibilité des informations conservées, traitées ou transmises sur les systèmes C3. Informar le comité de sécurité de l'OTAN des incidences de la politique des C3 liée à la sécurité... Fournir des réponses directement au Comité militaire sur les questions d'un caractère opérationnel urgent relevant de sa compétence Fournir des avis d'experts directement aux pays, ainsi qu'aux commandements, agences et services de l'OTAN sur toutes les questions relevant de sa compétence.
ISSC	SOUS-COMITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	M. LAURES	M. DELLI-ZOTTI	Fournir des avis et apporter un soutien au Bureau des C3 de l'OTAN pour toutes les questions concernant les systèmes d'information, servir de cadre de discussion et contribuer à l'élaboration de principes généraux, d'orientations et de normes OTAN d'interopérabilité appropriées
CNSC	SOUS-COMITE DES RESEAUX DE COMMUNICATION	M. DELLI-ZOTTI	M. BILDGEN	Fournir des avis et apporter un soutien au Bureau C3 de l'OTAN pour toutes les questions relatives aux télécommunications et aux réseaux, servir de cadre de discussion et contribuer à l'élaboration de principes généraux, d'orientations et de normes OTAN d'interopérabilité appropriées
NAVSC	SOUS-COMITE DE LA NAVIGATION	M. GIRRES		Promouvoir activement la collaboration des pays de l'OTAN pour des projets de développement et de fabrication de matériels et de systèmes communs dans le domaine de la navigation, des signaux horaires et des fréquences, afin de réduire au maximum les coûts et de contribuer à la réalisation de l'interopérabilité totale Fournir des normes techniques dans le domaine de la navigation, des signaux horaires et des fréquences
IDENTSC	SOUS-COMITE DE L'IDENTIFICATION	(*)		Promouvoir activement la collaboration des pays de l'Alliance pour des projets de développement et de fabrication de matériels et de systèmes communs dans le domaine de l'identification, afin de réduire au maximum les coûts et de contribuer à la réalisation de l'interopérabilité totale Etablir les normes techniques dans le domaine de l'identification

(*) Comités pour lesquels le CCG n'a pas désigné de représentant. La documentation de ces comités est suivie et des participations aux réunions sont assurées en cas de besoin.

Répartition des représentations OTAN (suite) et UE				
Groupe	Désignation des comités	Représentant	Remplaçant	Mandat du comité
OTAN				
SCEPC/CCPC	Civil Communication Planning Committee	LtCol SIMON	M BILDGEN	Etablir des plans concernant la mise en place, la dotation en effectifs et le fonctionnement de l'élément des télécommunications civiles de la Cellule de crise pour les situations d'urgence dans le domaine civil. Mettre sur pied un groupe d'experts. Mettre au point et coordonner en temps de paix les dispositions nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, la disponibilité continue des télécommunications civiles en période de crise et en temps de guerre, à des fins civiles et militaires.
AC/35 WG1	Working Group 1 on automatic data processing security	LtCol SIMON		Définir la nature et l'envergure des menaces potentielles ainsi que les vulnérabilités des télécommunications et des moyens informatiques appelés à stocker, à gérer et à transmettre des informations OTAN classifiées. Revoir la politique de l'OTAN dans le domaine INFOSEC Dans le domaine de l'INFOSEC, développer des directives et instructions pour probation par le NSC.
UE				
	Conseil de Surveillance de l'entreprise commune GALILEO	LtCol SIMON		Le conseil d'administration est chargé notamment: de nommer le directeur et d'approuver l'organigramme, de désigner les membres du comité consultatif, d'adopter le règlement financier de l'entreprise commune conformément à l'article 14, paragraphe 3, conformément à l'article 13, d'approuver le budget annuel, y compris le tableau des effectifs, le plan de développement de la phase de développement du programme et les estimations de coût du programme, d'approuver les comptes et le bilan annuels, de décider toute acquisition, vente et hypothèque de biens fonciers et autres droits immobiliers, ainsi que la constitution de cautionnements ou garanties, la prise de participations dans d'autres entreprises ou institutions et l'octroi de prêts ou la souscription d'emprunts, d'approuver, à une majorité de 75 % des voix, toute proposition impliquant un changement important dans l'exécution du programme Galileo, d'adopter les rapports annuels sur l'état d'avancement du programme Galileo et sa situation financière mentionnés à l'article 16, paragraphe 2, d'exercer tout autre pouvoir et d'assumer toute autre fonction, y compris la mise en place d'organes subsidiaires, le cas échéant nécessaires aux fins du programme Galileo, d'adopter le mandat du comité exécutif.
	Comité de Sécurité GALILEO	LtCol SIMON	M. GIRRES	Missions de politique générale de sécurité: contribuer aux actions ayant trait à la sécurité du système Galileo ; définir la politique de sécurité en matière de radionavigation et assister la Commission dans les négociations avec les Etats tiers pour ce qui concerne les aspects relatifs à la sécurité ; assurer la cohérence des actions de sécurité avec l'ensemble des acteurs intéressés, en particulier l'ESA. Missions d'expertise: se prononcer sur les annexes de sécurité pour les contrats industriels ;suivre les spécifications sécurité du système (architecture et sécurité des constituants du système). Missions d'approbation (dont INFOSEC): définir les principes et normes de sécurité pour les techniques d'information (INFOSEC);définir les procédures de sécurité et contrôler leur mise en application (y compris sous forme d'audits). Missions de sécurité opérationnelle : préparer la structure de sécurité opérationnelle ayant la capacité d'être l'interlocuteur des autorités de sécurité des Etats-Unis et d'autres Etats tiers; assurer l'interface entre le programme Galileo et les instances de sécurité nationales et internationales (OTAN, Conseil de l'Union européenne, etc...). Missions techniques vis a vis des utilisateurs: définir la cryptologie qui nécessite une approbation gouvernementale (développement, réalisation, validation de composants cryptologiques,...) ;établir les spécifications et instructions de réalisation des récepteurs PRS simulateurs de signaux ;établir les procédures d'obtention de récepteurs PRS et la réglementation afférente ; Mission réglementaire: identifier les mesures réglementaires sont nécessaires (Wassenaar, MTCR, accords internationaux...) ;veiller au respect de la réglementation sécuritaire pour la radionavigation par satellites.

	Comité de Sécurité GALILEO	LtCol SIMON	M. GIRRES	<p>Missions de politique générale de sécurité:contribuer aux actions ayant trait à la sécurité du système Galileo ; définir la politique de sécurité en matière de radionavigation et assister la Commission dans les négociations avec les Etats tiers pour ce qui concerne les aspects relatifs à la sécurité ; assurer la cohérence des actions de sécurité avec l'ensemble des acteurs intéressés, en particulier l'ESA.</p> <p>Missions d'expertise: se prononcer sur les annexes de sécurité pour les contrats industriels ;suivre les spécifications sécurité du système (architecture et sécurité des constituants du système).</p> <p>Missions d'approbation (dont INFOSEC):définir les principes et normes de sécurité pour les techniques d'information (INFOSEC);définir les procédures de sécurité et contrôler leur mise en application (y compris sous forme d'audits).</p> <p>Missions de sécurité opérationnelle :préparer la structure de sécurité opérationnelle ayant la capacité d'être l'interlocuteur des autorités de sécurité des Etats-Unis et d'autres Etats tiers; assurer l'interface entre le programme Galileo et les instances de sécurité nationales et internationales (OTAN, Conseil de l'Union européenne, etc...).</p> <p>Missions techniques vis a vis des utilisateurs:définir la cryptologie qui nécessite une approbation gouvernementale (développement, réalisation, validation de composants cryptologiques,...) ;établir les spécifications et instructions de réalisation des récepteurs PRS simulateurs de signaux ;établir les procédures d'obtention de récepteurs PRS et la réglementation afférente ;</p> <p>Mission réglementaire:identifier les mesures réglementaires sont nécessaires (Wassenaar, MTCR, accords internationaux...) ;veiller au respect de la réglementation sécuritaire pour la radionavigation par satellites.</p>
COTEL	CFSP Communication Group	M. LAURES		<p>Proposer au sein du deuxième pilier (Politique Etrangère et Sécurité Commune) la politique à suivre dans le domaine des systèmes d'informations et de communication.</p> <p>Développer des directives et instructions dans le cadre INFOSEC.</p>
Répartition des représentations : OSCE				
	Communication Group	M. DELLI-ZOTTI		<p>Proposer la politique à long terme des moyens de télécommunications</p> <p>Décider les solutions techniques à réaliser au niveau du réseau</p>
	Communication Control Board	M. STORS		<p>Le Communication Control Board formule des avis et recommandations techniques au profit du Communication Group.</p> <p>Il est chargé de contrôler la configuration du réseau et d'analyser les modernisations à apporter.</p>
	User Group Meeting	M. STORS		<p>Le User Group Meeting regroupe les gestionnaires de réseau. Il représente un forum pour adresser les problèmes d'exploitation du réseau.</p>

6.3. Représentation nationales

Suite à la proposition du Chargé de Direction du CCG et avec autorisation de Monsieur le Premier Ministre, le Comité Mixte des Télécommunications avait repris ses activités en 1998.

La mission principale de ce comité émane d'un règlement ministériel de 1969, dont voici un extrait :

“..... En temps de paix, le comité: (1) organise, coordonne et prépare les plans relatifs à l'utilisation des moyens de télécommunications en temps de nécessité; (2) prépare les plans pour une remise en état rapide des télécommunications en cas de destruction;

“..... En temps de nécessité, le comité: (1) coordonne et contrôle l'exécution des plans établis en temps de paix et surveille l'application des mesures de sécurité relatives au systèmes des télécommunications;

Depuis sa réactivation en 1998, le comité a commencé les travaux menant à la publication du

« Règlement grand-ducal du 6 avril 2001 portant création d'un comité national des télécommunications ».

Le comité se réunit en session plénière deux fois par année. Vu le nombre élevé de questions spécifiques à traiter, le comité s'est donné un certain nombre de groupes de travail chargés d'examiner des sujets spécifiques et de formuler des propositions à l'adresse de l'assemblée.

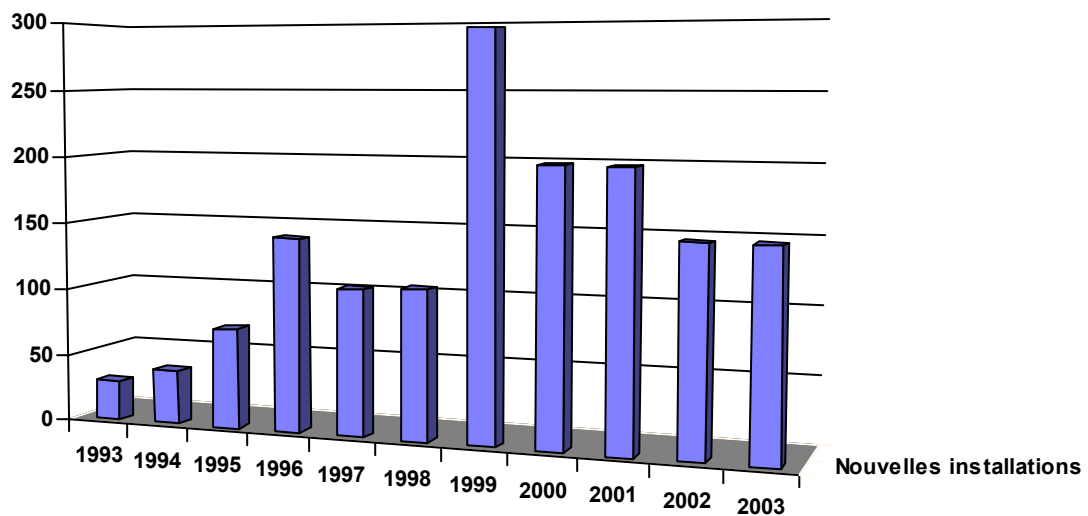
D'une part, la dépendance de la société moderne ainsi que des autorités nationales vis à vis des moyens de télécommunications ne cesse d'augmenter. D'autre part, les développements rapides de ce secteur nécessitent l'analyse régulière des besoins de l'Etat et de sa capacité de s'assurer les services de télécommunications nécessaires en situations d'exception.

Sur le plan technologique on est en train de vivre la révolution de la digitalisation. A côté des applications de télécommunications d'avant-garde comme l'INTERNET et les « Virtual Privat Networks », il y a lieu de voir les services ajoutés au niveau des réseaux de téléphonie fixes et mobiles.

Suite aux initiatives de l'Union européenne, le marché des télécommunications a été libéralisé. Ceci impliquait l'apparition d'opérateurs privés mettant en place de nouveaux réseaux. La réglementation d'un tel marché, au sein duquel les interconnexions sont de mise, n'est pas chose facile. A part des aspects financiers, il y a lieu à ne pas perdre de vue les enjeux de fiabilité de l'ensemble. Surtout en cas de crise ou d'accidents majeurs, la disponibilité de télécommunications est d'une importance cruciale.

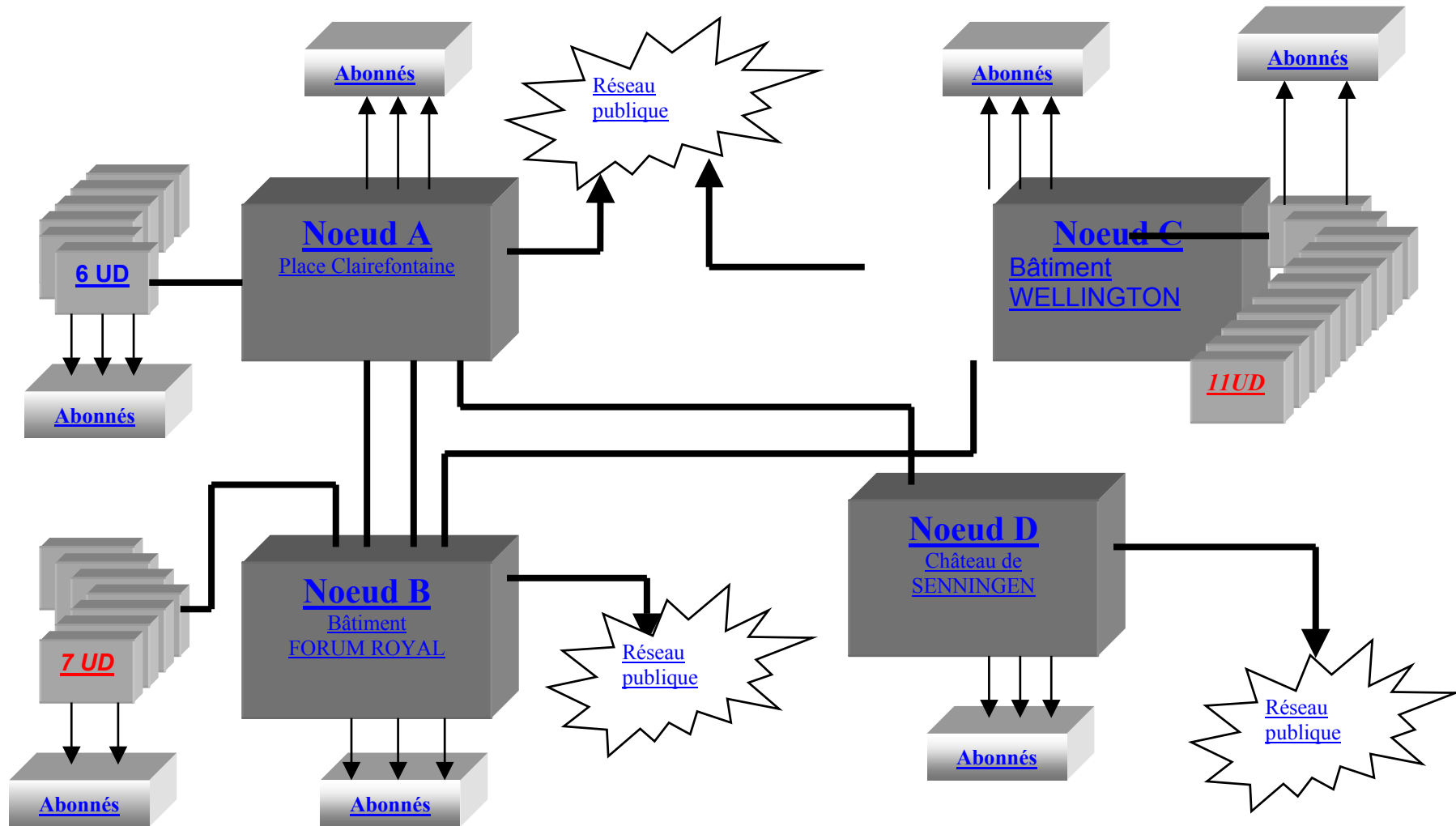
7. Le Central Téléphonique du Gouvernement 478-1 (CTG)

Le nombre des abonnés du CTG vient d'atteindre à la fin 2003 le chiffre de **3.800**. Le diagramme ci-dessous reprend le nombre des nouvelles installations depuis 1993.



La capacité des connexions vers l'extérieur (actuellement le réseau P&T) a dû être adaptée pendant les dernières années afin de pouvoir garantir à tout moment la capacité souhaitée. Le CTG dispose aujourd'hui de 330 canaux à 64 Kbits/s

7.1 Architecture actuelle du CTG



7.2. Modernisations de l'année 2003

En 2003, le CCG a procédé aux modernisations suivantes du CTG :

- * Mise en service d'une nouvelle unité déportée au profit
 - du Centre de Documentation et d'Information sur les Etudes Supérieures (CEDIES)
 - du Service de Renseignements de l'Etat (SRE)
 - du Haut-Commissariat à la Protection Nationale (HCPN)
 - de l'Administration des Services Vétérinaires
- * Mise en service d'une nouvelle installation téléphonique au profit
 - de la Maison de la Grande Région
- * Installation de trois nouveaux systèmes de communications « Voice over Internet Protocole » au profit
 - du Centre de Technologie de l'Education (CTE)
 - de l'annexe du Service des Médias et des Communications
 - de l'annexe du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT)
- * Mise à jour des châssis des noeuds A et B vers la dernière technologie offerte par le constructeur
- * Agrandissement des centraux téléphoniques installés
 - au Ministère de l'Education Nationale (MEN)
 - au Service Information et Presse (SIP)
 - à l'Inspection du Travail et des Mines (ITM)
- * Agrandissement des Messageries Vocales
 - du Central Téléphonique du Gouvernement (CTG)
 - de l'Administration de l'Emploi (ADEM)
- * Système d'accueil pour les besoins
 - du Centre de Documentation et d'Information sur les Etudes Supérieures (CEDIES)
 - du Service Information et Presse (SIP)
- * Ajout d'un lien 2Mbit/s au Noeud C (478-6)
- * Déménagement de la Direction et de l'Agence de Luxembourg de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) vers un nouveau bâtiment administratif à Strassen
- * Regroupement des postes opérateurs du CTG des différents sites vers le Noeud D à Senningen.

Actuellement, tous les noeuds sont raccordés par deux fibres optiques empruntant des accès physiques différents. Les accès physiques distincts permettent la continuation des services en cas d'endommagement d'un raccord. Des multiplexeurs à technologie SDH (Synchronous Digital Hierarchy) répartissent le trafic sur les deux

accès et en cas de panne redirigent l'ensemble des communications vers le raccord encore en état de service.

7.3. Planification

Le CTG doit suivre l'évolution générale des technologies des télécommunications afin de pouvoir garantir à l'Administration Gouvernementale des services de qualité. Les programmes de modernisation nécessaires pour les années à venir sont les suivants:

- Généralisation des technologies EURO - I.S.D.N. (Integrated Services Digital Network)
- Modernisation des interconnexions avec des réseaux internationaux (ex. IVSN de l'OTAN)
- Réalisation de systèmes de standard automatique (l'utilisateur choisit des options proposées par un texte enregistré pour aboutir au poste de son choix)
- Divers remplacements de composantes vétustes.
- Possibilité pour la transmission de la voix par le biais du protocole I.P. surtout au profit des sites distants.
- Remplacement de la technologie actuelle fonctionnant sur des câbles en cuivre par des liens en fibre optique.
- Mise en place de V.P.N. (Virtual Private Network)

Le V.P.N. est un réseau informatique, qui pour l'utilisateur se présente comme un réseau privé, mais qui en réalité utilise le réseau public pour assurer les communications au niveau physique. Des lignes publiques peuvent être louées en permanence ou être commutées en cas de besoin. Des solutions hybrides sont également possibles.

8. Le Numéro Vert du Gouvernement 8002 8002 (NVG)

8.1. Pourquoi un Numéro Vert?

La mise en place d'un Numéro Vert du Gouvernement fait parti des mesures décidées dans le cadre de la Réforme administrative. Depuis mai 2001, le numéro d'appel 8002 8002 est à disposition du public. Lors d'une conférence de presse organisée au sein du château de SENNINGEN, Monsieur le Secrétaire d'Etat Joseph SCHAACK a fait la présentation de ce nouveau service.

Les appels à l'adresse du 8002 8002 sont gratuits. Le but déclaré du Numéro Vert est d'offrir au public un seul numéro téléphonique lui permettant de recevoir les coordonnées des services et des personnes chargées du traitement des questions soulevées par l'appelant. Il importe de pouvoir fournir à l'usager des coordonnées aussi précises que possible afin d'éviter des transferts téléphoniques répétés.

8.2. Le logiciel de recherche

Afin de permettre aux opérateurs de fournir des renseignements précis concernant

les organismes et les personnes chargées de traiter les différents domaines, il faut mettre à disposition des informations détaillées et sous forme facilement accessible. Un logiciel de recherche spécifique permet de sélectionner les informations recherchées.

Le CCG a défini les fonctionnalités d'un tel logiciel de recherche et a assuré le développement par ses propres moyens en personnel. Le logiciel est alimenté en informations par une base de données dont la mise à jour se fait de manière journalière. L'accès aux informations est possible à l'aide de mots clefs, à l'aide de la structure hiérarchique de l'Administration Gouvernementale ou encore par le nom des personnes recherchées.

Actuellement, le même logiciel de recherche utilisant les mêmes données est employé par les opérateurs du standard du Central Téléphonique Gouvernemental (478-1).

8.3. Collecte des données

Les données nécessaires au fonctionnement satisfaisant du Numéro Vert dépassent nettement les renseignements contenus dans l'annuaire traditionnel. Le logiciel de recherche doit disposer d'informations précises concernant l'organisation des organismes et les fonctions et responsabilités du personnel.

Le CCG a contacté à cette fin tous les ministères pour lui fournir les renseignements requis. Dans le souci de faciliter au mieux la tâche de saisie des différents ministères, le CCG a proposé deux modes de collecte différents. Il est ainsi possible de retourner des formulaires traditionnels ou de mettre à jour une base de données distribuée sur disquette.

Vu le manque de coopération de la part de certains ministères, administrations et services de l'Etat, la saisie connaît des problèmes sérieux. Il est nécessaire que les responsables prennent l'initiative de déterminer les responsabilités de l'accueil téléphonique au sein des ministères, administrations et services de l'Etat. Ensuite il sera possible de saisir les données d'accueil qui seront à disposition des opérateurs du Numéro Vert et du standard du Central Téléphonique du Gouvernement.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a organisé une réunion de sensibilisation à ce sujet. Les efforts de ce genre sont à continuer afin de permettre au Numéro Vert de compléter ses renseignements.

8.4. Cours de collecte structurée et thématique de données d'accueil

Afin d'aider tous ceux concernés par la saisie des données, le CCG, en collaboration avec l'Institut national d'Administration publique (INAP), a décidé d'offrir un cours intitulé "COLLECTE STRUCTUREE ET THEMATIQUE DE DONNEES D'ACCUEIL" destiné aux agents des ministères, des administrations et des services de l'Etat. Le cours fournit aux agents, chargés ou à charger de la collecte, respectivement de la mise à jour des données d'accueil téléphonique, les éléments essentiels de la saisie.

Il est dispensé par des membres du CCG en collaboration avec l'INAP et comporte

les éléments suivants :

- But du Numéro Vert du Gouvernement
- Démonstration du logiciel de recherche
- Description de la base de données
- Démonstration du logiciel de saisie
- Méthodologie de saisie
- Le thesaurus et le choix des mots clés
- Application pratique
- Les possibilités techniques du central téléphonique.

La méthodologie de saisie fixe les règles à observer afin de parvenir à une saisie structurée. Concernant les organismes, la saisie doit refléter la hiérarchie ainsi que les attributions des différents éléments. Les données relatives au personnel doivent permettre d'établir de manière sûre le lien entre les questions des appelants et les agents chargés de s'occuper de ces questions.

La saisie se base donc sur l'organigramme de l'organisme. L'agent chargé de la saisie doit disposer des informations lui permettant de saisir l'organigramme selon la méthodologie du logiciel de saisie. Il doit connaître les attributions ainsi que les responsabilités des différentes subdivisions de l'organisme. Concernant le personnel, il doit connaître l'affectation précise ainsi que les tâches d'intérêt public confiées à une personne donnée.

A l'aide du choix de mots clés, à définir au niveau des organismes et subdivisions ainsi qu'au niveau du personnel, il y a moyen de diriger les appels selon les besoins de l'organisme concerné. Il est ainsi possible d'inclure la totalité du personnel d'un organisme afin de permettre une recherche nominative, et en même temps canaliser les appelants ayant des questions précises vers les quelques agents chargés de répondre aux différentes requêtes téléphoniques.

Le cours prévoit une séance d'application pratique. L'intention consiste à aider l'agent d'aborder la saisie de son propre organisme et à l'assister surtout lors de la détermination des indexes de hiérarchie et lors du choix des mots clés applicables au niveau de l'organisme et de ses subdivisions.

8.5. Mise à jour des données

Il est important que les opérateurs disposent à tout moment d'informations correctes et actuelles. C'est pourquoi une mise à jour rapide des données est prévue. Les organismes concernés peuvent faire parvenir au CCG les corrections nécessaires par tout moyen disponible (fax, Email, téléphone, disquette, etc...). Les corrections sont alors reportées à la base de données. Un logiciel dédié est capable d'extraire les données corrigées et de les préparer pour l'envoi vers les postes opérateurs.

9. Le projet « LUSECNET »

Le CCG vient de débiter les travaux nécessaires à la mise en oeuvre d'un réseau

informatique national sécurisé. Conformément à ses attributions, le CCG est responsable aussi bien de la transmission de toute information officielle d'organismes internationaux que de la mise à disposition du Gouvernement et des principales administrations de moyens de télécommunications et d'informatique spécifiques.

L'évolution ainsi que la convergence des technologies de l'informatique, des télécommunications ainsi que du chiffrement, permettent aujourd'hui le déploiement et l'exploitation de réseaux informatiques sécurisés au plus haut niveau. Des organismes internationaux ainsi que nombreuses nations sont entrain de mettre en service de tels moyens.

Afin de permettre aux autorités nationales des communications efficaces et sécurisées, le CCG a proposé la réalisation d'un réseau national répondant aux standards de sécurité reconnus sur le plan international. L'abréviation "LUSECNET" se rapporte au terme anglais "LUXEMBOURG SECURE NETWORK".

9.1. La finalité du LUSECNET

Le projet comporte un aspect national et un aspect international. Sur le plan national, il y a lieu de procurer aux autorités et aux administrations nationales un moyen moderne permettant l'échange instantané ainsi que la sauvegarde sécurisée d'informations classifiées.

Sur le plan international, il y lieu de moderniser l'infrastructure nécessaire à la réception, la distribution nationale et la sauvegarde d'informations classifiées provenant d'organismes internationaux et de nations souveraines. De même, il faut disposer de possibilités comparables pour informer les partenaires.

Les fonctionnalités requises comprennent la messagerie électronique formelle, la distribution ainsi que l'archivage de documents à différents niveaux de classification, l'accès à des bases de données classifiées ainsi que des applications voix et faximilé sécurisées.

Le concept du projet ne prévoit aucune infrastructure de réseau propre. En se basant sur des capacités existantes ou en voie de mise en place du Centre Informatique de l'Etat (CIE), respectivement du Ministère des Affaires Etrangères (MAE), le CCG entend minimiser les coûts d'exploitation de manière stricte. Cette coopération a fait l'objet d'un certain nombre de réunions de coordination avec des responsables des organismes concernés et semble parfaitement sur la bonne voie.

9.2. La planification

Le CCG entend commencer le déploiement des premières stations de travail dans les mois à venir. De toute façon, la prochaine présidence luxembourgeoise de l'UE représente une échéance à laquelle le réseau doit fonctionner de manière fiable.

Le réseau se composera d'éléments LAN (Local Area Network) et de fonctionnalités WAN (Wide Area Network). Comme déjà mentionné, les dernières seront des services repris des réseaux du CIE et du MAE. La sécurisation sera assurée par des équipements de chiffrement IP, ainsi que par une génération automatisée de clés de

chiffrement. Le réseau comportera les serveurs de messagerie électronique, de gestion de clés de chiffrement, d'infrastructure à clés publiques et de réseau.

9.3. La réalisation

La réalisation se base sur une coopération étroite entre le CIE, le MAE et le CCG. Il a été possible en 2003 d'avancer les travaux de manière à pouvoir entamer le déploiement des stations de travail en 2004.

En 2003, la réalisation de réseaux limités, réalisés en réponse à des besoins urgents, ont permis de valider l'approche technologique de manière convaincante.

* * * * *

7. Haut-Commissariat à la Protection nationale

1. Suite de la réactivation du HCPN

Depuis sa réactivation effective, le 1^{er} mars 2002, le HCPN avait été installé provisoirement dans un appartement de la rue du Fort Wallis à Luxembourg. Le 5 novembre 2003, les bureaux du HCPN furent transférés vers ses nouveaux locaux au bâtiment administratif St. Louis situé au 211 de la route d'Esch à Gasperich.

2. Recrutement en personnel

Au 1^{er} janvier 2003, l'effectif du HCPN, totalisant quatre personnes, comprenait :

- le Haut-commissaire
- une attachée d'administration
- une secrétaire de direction
- un sous-officier hors cadre détaché de l'Armée.

Le 1^{er} mai une fonctionnaire de la carrière de l'attaché de gouvernement fut recrutée.

L'Armée a mis à disposition un soldat volontaire à partir du 1^{er} novembre.

3. Suite de la mise en œuvre de la structure de Protection Nationale

Le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 14 mars 2003, approuva le concept de protection nationale tel qu'il fut proposé par le HCPN (Annexe A).

L'avant-projet de loi portant création de la structure de protection nationale de même que l'avant-projet de règlement grand-ducal spécifiant les missions du Haut-commissariat à la Protection Nationale ont été finalisés.

La mise en œuvre de la structure de protection nationale agréée fut initiée par l'activation du **Conseil Supérieur de la Protection Nationale (CSPN)**. Tous les ministères et administrations concernés y ont désigné leurs représentants. Le CSPN se réunissant en principe tous les trois mois, trois réunions ont eu lieu en 2003. Pendant ces premières séances, le CSPN s'est donné ses propres procédures administratives et a entamé les sujets suivants :

- définition d'une terminologie en matière de gestion des crises
- avant-projet d'un concept national de protection de l'infrastructure critique
- analyse critique des capacités nationales en matière de protection nationale
- avant-projet d'un Système National de Réponse aux Crises (SNRC) et d'un Plan de Vigilance Nationale.

Tous les documents et dossiers traités au CSPN sont élaborés par le HCPN.

Le CSPN créa en son sein une **Cellule de Crise (CC/CSPN)**, présidée par le Haut-commissaire, assisté par deux vice-présidents, le Directeur Général de la Police et le Directeur du Service de Renseignements. Les autres membres sont le Chef d'Etat-major de l'Armée, le Directeur de l'Administration des Douanes et Accises, le Directeur du Service National de la Protection Civile et le Chargé de la Direction du Centre de Communications du Gouvernement. La CC/CSPN doit être à même de se réunir d'urgence et est chargée notamment :

- d'évaluer la menace du moment
- d'analyser la situation au pays et celle outre frontière
- d'alerter le Premier Ministre, président du Conseil Ministériel et sur décision de ce dernier, les membres du CMPN
- d'alerter et de réunir les experts supplémentaires nécessaires
- de préparer les premières décisions à prendre par le CMPN
- de prendre les dispositions nécessaires à l'activation du Centre National de Crise
- d'élaborer des plans d'action et d'en coordonner l'exécution conformément aux décisions du CMPN.

Afin de mener à bien l'analyse critique des capacités nationales en matière de protection nationale, la Cellule de Crise du CSPN a créé un groupe de travail. La première réunion de ce groupe aura lieu au mois de janvier 2004.

En vue de la création de **Comités Nationaux** tels qu'ils sont prévus au concept de protection nationale, le HCPN proposa :

- un texte d'avant-projet de règlement grand-ducal au Ministère des Transports pour la création du Comité National des Transports (**CONATRAM**) en remplacement de l'ancien Comité Mixte des Transports
- un texte d'avant-projet de règlement grand-ducal à la Direction de la Santé pour la création du Comité National de la Santé (**CONATSAN**) en remplacement de l'ancien Comité Mixte de Protection Sanitaire.

Pour la création du Comité National de l'Infrastructure Critique (**CONATINFRA**), le HCPN a mis en place un groupe de travail, présidé par le Haut-commissaire et auquel devraient participer les experts du Centre de communications du Gouvernement, de la Direction de l'Energie et des Communications du Ministère de l'Economie, du Ministère des Transports, de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, du Centre Informatique de l'Etat, de l'Administration des Ponts et Chaussées du Ministère des Travaux Publics ainsi que de la Direction de la Gestion de l'Eau et de la Direction de l'Aménagement Général du Territoire du Ministère de l'Intérieur. L'avant-projet de règlement grand-ducal pour le CONATINFRA, préparé par le HCPN, sera analysé par le groupe de travail. Le CONATINFRA devra réunir les experts des secteurs public et privé.

Le Comité National des Télécommunications (**CONATEL**) ayant été créé par règlement grand-ducal du 6 avril 2001, sur demande du président du comité, le

HCPN y adhéra comme membre par arrêté du Premier Ministre du 25 septembre 2002.

Sur demande du président du Comité National sur la Sûreté dans l'Aviation civile (**CONATSAC**) créé par règlement grand-ducal du 26 octobre 2001, le HCPN participa à quelques réunions en vue de son adhésion au comité.

4. Activités et projets du HCPN sur le plan national

Alors que la mise en œuvre de la structure de protection nationale figurait à la une du journal du HCPN, certains dossiers de planification et de coordination ont été initiés, à savoir :

4.1. Le Plan de prévention et de protection contre une attaque terroriste avec le virus de la variole

Sur demande du Ministre de la Santé, le HCPN assiste la Direction de la Santé pour élaborer ce plan et coordonner l'action de tous les ministères et administrations concernés.

Le plan d'opération expose le concept d'intervention ainsi que les lignes directrices pour l'administration, la logistique, les systèmes de communication et l'information. Il définit les structures de décision et de direction de l'opération. Les annexes médicales détaillent l'ensemble des signes pathologiques de la maladie, la stratégie médicale et les précautions sanitaires indispensables à la réussite de la stratégie vaccinale. Elles précisent le nombre et les sites des centres de vaccination ainsi que leur configuration.

Actuellement, un groupe de reconnaissance, sous la co-direction de la Direction de la Santé et du HCPN, visite les quelques trente centres de vaccination pré-identifiés. Le HCPN en dresse les dossiers respectifs.

4.2. Le concept « Renegade »

L'Etat-major de l'Armée avec le HCPN, au sein d'un groupe de travail, est chargé d'élaborer un concept de réaction contre un avion renégat.

La notion d'avion renégat « RENEGADE » est issue d'une définition OTAN qui désigne ainsi un avion civil, tombé aux mains de terroristes qui l'emploient comme arme à des fins d'attaque aérienne contre des objectifs civils et militaires recherchant comme but un nombre élevé de victimes, des destructions massives et un effet médiatique international assuré.

Le groupe de travail chargé de mener ces travaux regroupe les représentants des ministères et administrations suivants : Ministère d'Etat, Haut Commissariat à la Protection Nationale, Ministère des Affaires étrangères, Ministère de la Défense, Armée, Ministère des Transports, Administration de l'aéroport, Ministère de l'Intérieur, Police Grand-Ducale.

Le Luxembourg a l'intention de se donner les moyens de réagir contre un avion renégat par le biais d'accords bilatéraux avec les pays voisins. Ces accords bilatéraux avec l'Allemagne, la Belgique et la France assureront la coordination et la coopération en matière d'échange d'information de même que l'assistance armée que pourrait fournir l'un ou l'autre des pays.

Le Luxembourg, en tant que pays membre, peut compter également sur l'assistance limitée de l'OTAN telle qu'elle est fixée dans le concept de l'Alliance.

4.3. Le concept de protection des infrastructures critiques

Le HCPN a débuté la préparation d'un concept de protection des infrastructures critiques qu'il soumettra pour analyse et approbation au Conseil Supérieur de la Protection Nationale. Ce concept comportera le relevé des infrastructures critiques nationales regroupées en catégories et suivant leurs priorités et sera ensuite proposé au Conseil Ministériel de la Protection Nationale pour être mis en vigueur. Les projets du futur Comité National des Infrastructures Critiques devront permettre aux responsables politiques, aux fonctionnaires et aux dirigeants du secteur privé de cibler les menaces, de comprendre les interdépendances entre les différentes infrastructures, de connaître les capacités et limites des acteurs de la protection et de disposer ainsi des renseignements nécessaires à une gestion de crise commune efficace.

4.4. Le Système National de Réponse aux Crises (SNRC)

Le HCPN a commencé à élaborer un document de travail sur la mise en place d'un Système National de Réponse aux Crises (SNRC), qui fixera des mesures de prévention et de protection contre les effets de toute menace, armée ou non, qui porterait atteinte à l'intégrité et la sécurité du territoire, au fonctionnement normal du pays et à la sécurité de la population et des infrastructures, incluant les éléments de logistique nationale et de secours d'urgence.

Il sera soumis au Conseil Supérieur de la Protection Nationale pour adoption. Le SNRC sera un outil national de réponse aux crises, greffé en priorité sur le système NCRS de l'OTAN avec le souci d'harmoniser les mesures nationales sur celles de l'OTAN, et ceci jusqu'à ce que les autres institutions dont le Luxembourg fait partie se seront également dotées de systèmes de réponse aux crises. Il sera en premier lieu l'outil du Conseil Ministériel de la Protection Nationale pour le guider dans ses décisions politiques.

4.5. Plan VIGILNAT

Le HCPN élabore actuellement un plan de vigilance nationale, qui sera soumis à la cellule de crise avant d'être soumis au CSPN. Le plan VIGILNAT reposerait sur le principe de responsabilité partagée de la sécurité puisqu'il s'agirait d'entretenir la vigilance de chacun, sans perturber inutilement les activités normales. L'intensité des mesures serait modulée en fonction du risque et les contraintes seraient strictement proportionnées aux menaces. Des niveaux d'alerte permettraient une réponse rapide selon l'évaluation de la menace, la détermination des mesures spécifiques de vigilance, de prévention et de protection ainsi que la mise en œuvre de ces mesures et leur suivi.

Le but de ce plan gouvernemental serait d'informer les ministères et de sensibiliser la population, d'identifier le rôle des autorités publiques, de définir les mesures de vigilance, de prévision et de protection, d'activer les chaînes opérationnelles, de préparer le déclenchement des plans d'intervention, et finalement de fournir un cadre pour la préparation et l'entraînement en commun.

5. Activités du HCPN sur le plan international

5.1. Les réunions OTAN

Sur le plan international, le Haut-Commissariat à la Protection Nationale continue à représenter de manière permanente les intérêts du Luxembourg au sein du SCEPC (comité des plans civils d'urgence) à l'OTAN en format à 19 Alliés, à 19+7 pays invités et avec les pays partenaires à 46 (CPEA). Le HCPN est membre des comités traitant du NCRS (Nato Crisis Response System). Par contre le comité DGP (Defense Group on proliferation), dont le HCPN se chargeait ad intérim, a été remis à l'Armée en avril 2003. Finalement le HCPN a participé ponctuellement à des réunions dont les sujets étaient d'un intérêt immédiat pour le HCPN (comité pour la protection civile auprès de l'OTAN).

5.1.1. SCEPC

Le HCPN a participé à 6 réunions du SCEPC en format à 19, 4 réunions avec les 7 nouveaux pays et 7 en format CPEA. Les sujets traités par le SCEPC furent :

- la menace d'utilisation d'agents CBRN par des acteurs autres que les Etats
- la possible assistance à l'ISAF (International Security Assistance Force)
- l'intégration des pays du dialogue méditerranéen aux activités du EADRCC (Euro-Atlantic Disaster Response Communication Center)
- le plan d'assurance maritime
- la mise en œuvre du plan d'action en matière des plans civils d'urgence
- l'état d'avancement du projet sur l'élaboration de la directives non contraignantes et des normes minimales
- l'inventaire des capacités nationales
- la protection des infrastructures essentielles
- la capacité de réponse euro-atlantique et exercices de gestion de crise
- la mise en œuvre de directives ministérielles en matière de planification civile d'urgence
- l'assistance fournie à la Turquie par le biais du EADRCC
- la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN ainsi qu'avec les pays partenaires
- les accords modèles de passage transfrontalier pour la facilitation de mouvements de transports transfrontaliers
- mouvement de population en temps de crise
- le système OTAN de réponse aux crises
- la situation en Irak.

5.1.2. CMX

Le HCPN s'est rendu aux réunions de préparation de l'exercice conjoint OTAN-UE, CMX-CME 2003. Dans la mesure où il a été convenu que le Ministère des Affaires Etrangères assurait la coordination de l'exercice, le HCPN s'est retiré de la préparation de l'exercice.

5.1.3. DGP

Le HCPN a participé à deux réunions du DGP qui ont porté sur les initiatives NBC en faveur des troupes déployées ainsi que sur une approche multinationale pour la défense NBC. Ce comité a cependant, en raison de son intérêt uniquement militaire, été remis à l'armée au 1^{er} avril 2003.

5.1.4. NCRS

Le HCPN s'est rendu aux 3 réunions du NCRS (Nato Crisis Response System). Ce système a pour objectif de chapeauter la gamme complète des crises que l'Alliance pourrait être amenée à contrer. Il assure le contrôle politique lors de la gestion des crises tout en permettant la délégation d'autorité afin de garantir une entrée en vigueur rapide et efficace des mesures appropriées. Il promeut l'interaction civilo-militaire en tenant compte des relations entre mesures civiles et mesures militaires.

Le HCPN et le CCG ont participé en octobre 2003 à un forum sur la **protection des infrastructures critiques**, organisé par le **Centre de Politique de Sécurité de Genève**. Les domaines critiques et leurs interdépendances, les facteurs déterminant les priorités, l'importance de la planification et du partenariat public-privé ont été discutés.

5.2.

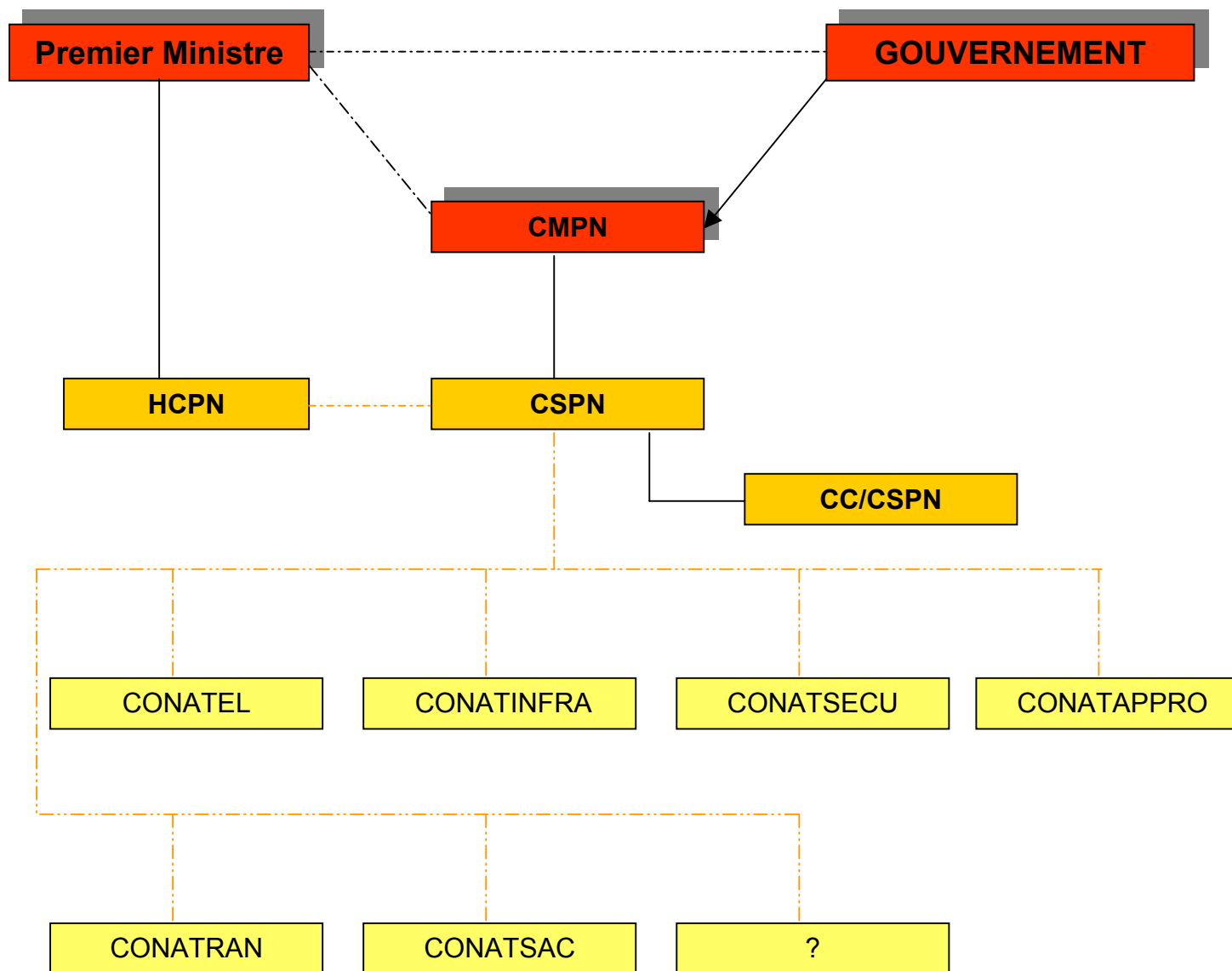
Le HCPN a également participé au second séminaire **Homeland Security à Cambrai**, organisé par le **Haut Comité français de la Défense Civile** en novembre 2003, qui portait cette année sur la protection des infrastructures critiques et les nouvelles technologies de sécurité. Les grands opérateurs - essentiels au fonctionnement des services et vulnérables par leur symbolique ou par leur impact - ont présenté leurs analyses de vulnérabilité et de menaces ainsi que leurs plans comprenant les structures et moyens de prévention ainsi que de gestion de crise. Les nouvelles technologies de sécurité ont été présentées dans le cadre d'une exposition et de présentations.

5.3.

Les directives ministérielles OTAN 2003-2004 pour les plans civils d'urgence (PCU) demandent une recherche approfondie sur les implications d'attaques sur les infrastructures critiques, dont notamment un travail d'étude et de définition sur les problèmes pouvant résulter d'attaques dirigées contre les infrastructures civiles critiques et une étude sur les opérations d'information et de guerre cybernétique.

Un document conceptuel a été établi et les premiers séminaires de sensibilisation des autorités publiques civiles organisés. Le HCPN et le CCG ont participé au séminaire **Critical Infrastructure Protection and Civil Emergency Planning New Concepts for the 21st century** en novembre 2003 à **Stockholm**. Les objectifs du séminaire, organisé par l'OTAN, l'agence suédoise de gestion des urgences et le Bureau de la protection des Infrastructures essentielles et de la protection civile canadien, étaient d'analyser les liens entre la protection des Infrastructures critiques et les plans civils d'urgence ainsi que les interdépendances entre infrastructures nationales et internationales dans le domaine énergétique.

STRUCTURE DE PROTECTION NATIONALE



8. Le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques socio-économiques (CEPS/INSTEAD)

*** Rappel de la mission du Centre (loi du 10 novembre 1989)**

Le Centre a pour mission

- 1) de faire et d'organiser des études ponctuelles et longitudinales de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques ;
- 2) de créer, de gérer et d'exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives ;
- 3) de développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour politiques socio-économiques ;
- 4) de développer et d'améliorer des outils informatiques, dans les domaines et matières visés par le présent article ;
- 5) de créer et d'entretenir des réseaux interrégionaux et internationaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement ;
- 6) d'organiser au niveau post-gradué des formations en rapport avec les recherches envisagées.

*** Structure du rapport technique annuel complet**

La version complète pourra être consultée sur Internet

Nous y renvoyons ici sous le sigle VCI

Introduction

Chapitre I Le tissu social : A- au niveau national B- au niveau international

Chapitre II Le tissu économique : 1. Firmes 2. Eures

Chapitre III Système intégré de spatialisation pour données complexes

Domaine 1 : population et habitat

Domaine 2 : économie et marche de l'emploi

Domaine 3 : accessibilité et mobilité

Projets multi-domaines

Domaine transversal 4 : bases de données GEODE et système d'informations géographiques

Communications, réseaux et partenariat

**Chapitre IV Les infrastructures de recherche et de formation à la recherche
Integrated Research Infrastructure in the Socio-economic
Sciences « IRISS »**

Luxembourg Comparative Data Bases and Archives Network (LCDBA)

Projet datawarehouse de l'IGSS

**Chapitre V Projets novateurs
Graduate School for Comparative Public Policy
Observatoire Afrique**

Chapitre VI Les services généraux

Le centre de documentation

La cellule informatique en 2003

Chapitre VII Liste des publications

* NATURE DES TRAVAUX

Il s'agit de

1) travaux de production de données au niveau national, par enquêtes sur le terrain, auprès d'échantillons de la population à étudier, étant entendu que la représentativité de l'échantillon est toujours soumise à contrôle ; il est à noter que nos études **majeures sont toujours, si possible, longitudinales**, c'est-à-dire qu'elles s'adressent année par année aux mêmes personnes ou unités d'observation, et ceci sur un grand nombre d'années ; de telles études sont appelées « panels ». Cette approche en panel est lourde et complexe mais **indispensable pour saisir les facteurs dynamiques** en jeu dans les phénomènes à étudier ;

2) travaux de production au niveau international : ils ne consistent pas à créer les données premières, lesquelles sont mises à notre disposition par les pays membres de nos réseaux de recherche, mais à produire de l'harmonisation et de **la comparabilité entre les données**, et à développer les procédures appropriées pour donner aux chercheurs l'accès aux bases de données **tout en protégeant la confidentialité des informations** ;

3) travaux d'analyse, de modélisation, de simulation, à la fois aux niveaux national et international comparatif ;

4) travaux de construction de banques de données aux niveaux national et international comparatif ; ces banques de données sont **dûment documentées au niveau technique et au niveau institutionnel**, pour chacun des pays impliqués, à l'usage des chercheurs et analystes externes aussi bien qu'internes ; à noter qu'**au niveau international également** nous investissons nos efforts en priorité dans le développement de banques de données **comparatives à caractère longitudinal**, en raison de leur puissance plus grande à saisir les phénomènes de changement et les processus dynamiques ;

5) développement d'unités de service offrant les infrastructures nécessaires à la recherche et à la formation à la recherche.

N.B. Une coopération toujours plus étroite avec nombre d'administrations et de services publics, notamment avec l'IGSS et le STATEC, nous a amenés à développer une cellule de méthodologie qui permet de définir ensemble les stratégies générales et/ou complémentaires aussi bien au niveau de l'analyse que de la production de données (et de la transformation de données administratives anonymisées en bases de données scientifiques).

* LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT D'INTÉGRATION ET DE VALORISATION

* Assurer au **niveau spatial une meilleure couverture en micro-données** : pour les espaces communaux à l'intérieur du pays, les espaces transfrontaliers, la Grande-Région et le BENELUX.

* Assurer **une meilleure intégration des données et problèmes démographiques, sociaux, économiques et écologiques**, aux niveaux de la conception, de la méthodologie, de la production des données et des analyses.

* Assurer **une meilleure valorisation réciproque entre les travaux internes et les projets des chercheurs étrangers** qui viennent travailler au Centre dans le cadre de nos infrastructures de recherche. Au niveau des comparaisons entre pays, l'effort sera double : faire entrer notre pays plus souvent dans les choix comparatifs des chercheurs visiteurs, et, surtout, encourager des études comparatives dans lesquelles des équipes de visiteurs travailleront ensemble avec nos propres équipes sur place.

A défaut d'une mention particulière, tous les travaux consignés dans ce rapport s'inscrivent dans le cadre de la convention établie entre le Gouvernement et le C/I pour l'année 2003.

Lorsque certains travaux ont été commandités par un autre organisme, le nom de celui-ci apparaît sous le titre de la rubrique [entre crochets]. Dans le cas où certains travaux commandités ont aussi bénéficié d'un co-financement par notre Centre, l'abréviation C/I apparaît à la suite du nom du commanditaire.

CHAPITRE I : LE TISSU SOCIAL

A. AU NIVEAU NATIONAL

Etude longitudinale sur les conditions de vie des personnes et des ménages Panel Socio-Economique « Liewen zu Letzebuerg » (PSELL)

1. INTRODUCTION

Le Panel Socio-Economique « Liewen zu Lëtzebuerg » (PSELL) constitue, depuis 1985, un instrument permettant de connaître les conditions d'existence des personnes et des ménages vivant dans le pays.

Le programme est réalisé sur un échantillon représentatif des ménages du pays, dans l'intention de constituer une banque de données longitudinale et dynamique (anonymisée et protégée par le secret professionnel) concernant les conditions d'existence de la population. Elle sert à construire et tester des indicateurs sociaux et économiques et à évaluer l'impact des politiques économiques et sociales sur les conditions d'existence de la population, notamment en matière de revenus, travail, sécurité sociale, éducation, santé, logement, transport, énergie, consommation et épargne.

Depuis 1995, l'échantillon de l'étude a été rénové et a donné naissance au **PSELL 2**. Après 8 vagues d'enquête, le PSELL 2 s'est achevé en 2002.

Depuis 2003, l'échantillon de l'étude a été renouvelé et a donné naissance au **PSELL 3 / EU-SILC**. Ce nouveau programme présente la particularité de répondre à la fois à des préoccupations nationales et européennes.

Dans le cadre du PSELL / EU-SILC, de nombreuses informations sont récoltées chaque année sur les principaux aspects de la vie de la population du pays :

- conditions de logement, équipement et composition des ménages
- principales dépenses
- précarité
- endettement
- niveau de formation initial et formation continue
- situation professionnelle
- recherche d'emploi
- activité secondaire
- position scolaire des enfants
- tous types de revenus.

2. PROGRAMME DE PRODUCTION DE DONNEES PSELL2 et PSELL 3

(y compris les données des enquêtes complémentaires)

- 2.1. Réalisation de la 1ère vague du PSELL3 / EU-SILC année de référence 2002
- 2.2. Précodage et encodage des enquêtes du PSELL3 / EU-SILC réalisées
- 2.3. Poursuite du programme de correction de la 8ème vague du PSELL 2
- 2.4. Intégration du « Panel socio-économique Liewen zu Lëtzebuerg » dans le « European Community Household Panel » [Eurostat]
- 2.5. Préparation de la vague 2 du Psell3 et de son intégration dans l'enquête communautaire « Statistics on Income and Living Conditions / EU-SILC
- 2.6. Préparation de l'enquête sur les travailleurs frontaliers
- 2.7. Réalisation de l'enquête sur les transfrontaliers/dépenses des transfrontaliers sur le territoire luxembourgeois, en collaboration avec le STATEC
- 2.8. Projet sur les conséquences méthodologiques des effets de sélection dans les analyses économétriques (modèles linéaires) basées sur des données de panel.

3. TRAVAUX D'ANALYSE

3.1. Axe n°1 : Conditions de vie des ménages

- 3.1.1. Pauvreté, Précarité et Exclusion sociale
- 3.1.2. Analyse de l'évolution du revenu disponible et du niveau de vie des ménages entre 1994 et 2001

- 3.1.3. Poverty Dynamics, Family Events, Labour Market Events in Europe: are there any differences between women and men?
- 3.1.4. Représentation du Luxembourg au sein du groupe de travail EU-SILC à Eurostat
- 3.1.5. Endettement des ménages luxembourgeois (1994-2001)
- 3.1.6. Pauvreté des enfants au Luxembourg et en Europe
- 3.1.7. La participation associative au Luxembourg en 2001
- 3.1.8. Réalisation de l'étude « How to measure income ? »
- 3.1.9. Les dépenses de consommation des travailleurs frontaliers sur le territoire luxembourgeois
- 3.1.10. Travaux relatifs aux droits des femmes en matière de pensions et à leur trajectoire professionnelle
- 3.1.11. Programme CHINTEX – WP3 – « Impact of Weighthing Systems on Panels Surveys (ECHP, SOEP, PSELL II) [Statistisches Bundesamt, Wiesbaden]
- 3.1.12. Socio-Economic Database Online (SEDO) [FNR]
- 3.1.13. Fin des études et formation de la famille
- 3.1.14. Le choix du conjoint : entre homogamie et hétérogamie

3.2. Axe n°2 : LES EFFETS DES POLITIQUES SOCIALES/FISCALES

- 3.2.1. Le système socio-fiscal luxembourgeois : analyse des effets de son évolution entre 1998 et 2002 à l'aide de cas-types
- 3.2.2. Accompagner une réforme fiscale : avec une prime pour l'emploi ou avec une hausse des allocations familiales
- 3.2.3. Micresa – Euromod [Direction générale de la Recherche, CE]
- 3.2.4. OECD project on the welfare implications of social protection systems
- 3.2.5. Etude de faisabilité concernant le développement d'une version luxembourgeoise du modèle EUROMOD pour les besoins de programmation sociale
Inventaire des données disponibles et confrontation de ces données avec celles demandées dans un modèle de microsimulation du type Euromod.
[F. Berger et I. Debourges en collaboration avec R. Wagener et T. Mazoyer de l'IGSS]
- 3.2.6. Fonds Européen pour Réfugiés (FER)
- 3.2.7. Observatoire européen de la situation sociale de la démographie et de la famille [DGV, CE]
- 3.2.8. Structures familiales et solidarités au Luxembourg entre 1985 et 1999
- 3.2.9. Assurance maladie : Analyses et perspectives
- 3.2.10. Comparative study on the evolution of Minimum income Protection in the 90's in Europe' [Université d'Anvers]
Dans le cadre de cette étude européenne menée par l'Université d'Anvers, il s'agit de réaliser, pour le Luxembourg, une base de données complète sur l'évolution du RMG 1992 – 2001 et de décrire les mécanismes légaux qui ont affecté le niveau du RMG au cours de cette période.

- 3.2.11. Les pratiques culturelles des jeunes de 6 à 19 ans
[Ministère de la Culture]
Préparation du questionnaire sur « Les pratiques culturelles des
jeunes de 6 à 19 ans » pour l'enquête qui sera menée en 2004.
- 3.2.12. The European Social Survey [FNR]
L'European Social Survey (ESS) est une étude en série
reconduite tous les deux ans. Cette enquête est conçue pour
mesurer les attitudes sociales actuelles des Européens (24
pays) et suivre leur évolution dans le temps.
- 3.2.13. System of Health Accounts (SHA) in the EU: Definition of a
Minimum Data
Set and of additional information needed to analyse and evaluate
SHA (in collaboration with IGSS, BASYS and CREDES)
[EUROSTAT]
- 3.2.14. Amélioration de la base de données SESPROS « Système
Européen de Statistiques de Protection Sociale » (en
collaboration avec l'IGSS) [EUROSTAT]
- 3.2.15 Interreg – Projet SAN-LOR-LUX. Observatoire transfrontalier de
la santé en Wallonie-Lorraine-Luxembourg [FEDER-C.E.]
- 3.2.16 Evaluation de l'action EQUAL « Proactif »

B. AU NIVEAU INTERNATIONAL

LES ETUDES LONGITUDINALES ET COMPARATIVES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES ET DES MENAGES

1. LE PROJET CHER

Rappel : Le projet CHER (Consortium of Household Panels for European Socio-Economic Research) a été lancé le 1^{er} février 2000, dans le cadre du Cinquième Programme et est cofinancé par la DG RECHERCHE sous le titre « Improving the socio-economic knowledge base ». Il vise à créer, en collaboration étroite avec EUROSTAT, des ensembles de données comparables pour l'Europe, les Etats-Unis et le Canada et à les rendre accessibles à la communauté scientifique. Le projet n'est pas une simple répétition du projet PACO ; il en est le développement logique, avec un nombre accru de pays et avec la particularité qu'il intègre systématiquement des données provenant du European Community Household Panel (ECHP).

Y participent 14 pays de l'U.E. – l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni – ainsi que la Hongrie, la Pologne et la Suisse et, pour l'Amérique du Nord, les Etats-Unis et le Canada.

La partie essentielle du travail de base – avant de pouvoir passer à la phase finale qui consistera dans des travaux d'analyse – consiste à échanger et contrôler des informations de nature très technique et très précise entre les membres du consortium afin de résoudre les problèmes difficiles qui se posent dans la construction d'une base de micro-données qui doit être à la fois complexe, longitudinale et comparative.

Un élément nouveau et supplémentaire consiste en la création d'une base de méta/macro-données reliée à la base de micro-données.

Le présent compte-rendu comporte deux parties : en 1.1. les travaux effectués en 2003 et en 1.2. un résumé du rapport final concernant l'ensemble du projet.

1.1. CHER Progress report for 2003

** Micro data checking process*

The CHER partners sent their improved files several times a year to CEPS/I. As in previous periods, CEPS/I checked the quality of the data. According to the problems identified, the partners improved the harmonization and production process of the CHER data and sent then a revised national data version to CEPS/I for additional checks.

** CHER Micro database*

- a) The new data from PSELL for Luxembourg has been integrated by CEPS/INSTEAD (Anne Villeret)
- b) A seriously improved version of the data from PSID (USA) has been produced by CEPS/I (Adrian Birch) for the years 1991-1993.
- c) The integration of two additional new waves (1999-2000) from the ECHP derived files were done by CEPS/INSTEAD (Anne Villeret).

** CHER Documentation Papers*

In 2003, three important documents ("The CHER project", "The CHER user guide" and the "State of the Art report") have been finalized by the CEPS.

** CHER WWW Information System*

The software for the CHER WWW information system was developed by CEPS/INSTEAD.

** CHER Analysis Papers*

The CHER consortium conducted exemplary analyses (mainly on labour market problems and corresponding social security transfers). A total of 14 CHER working papers have been already produced.

** CHER Network administration*

List of CHER working papers:

Nr	Title
1	Schmaus, G., Birch, A., Fisher, K., Frick, J., Haag, A., Schaber, G., Kuchler, B. and Villeret, A. under support of Hegerle, N. and Lefebure, S. (2003) - "The CHER project" , CHER Working paper 1, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
2	Birch, A., Haag, A., Lefebure, S., Villeret, A. and Schmaus, G. under support of Fisher, K., Frick, J. Kuchler, B. and Hegerle, N. (2003) - "User guide" , CHER Working paper 2, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
3	Schmaus, G., Fisher, K., Frick, J. Haag, A. and Kuchler, B. under support of Lefebure, S. (2003) - "State of the art report" , CHER Working paper 3, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
4	Frick, J.R. and B. Otto (2003) - "Family related transfers and children's economic well-being in Europe" , CHER Working paper 2003 - April, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
5	Fisher, K. (2003) - "Exploring Relations Between Non-Monetary Deprivation and Income Position Using the CHER Data" , CHER Working paper 2003 - November, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
6	Schuermans G. (2003) - "Does your spouse keeps the doctor away? An international comparison" , CHER Working paper 2003 - July, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
7	Allonso Borrego C. and Jimenez-Martin S. (2003) - "Married women labour supply: A comparative analysis" , CHER Working paper 2003 - month,

Nr	Title
	CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
8	Brinbaum, Y., Degenne, A., Kieffer, A. and Lebeaux, M. (2003) - “Analysis of the departure from the parental home and the entry in the professional life of young people” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
9	Papatheodorou, C. and Pavlopoulos, D. (2003) - “Accounting for inequality in the EU: Income disparities between and within member states and overall income inequality” , CHER Working paper 2003 - July, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
10	Gábos, A. and P. Szivós (2003) - “Poverty dynamics among families with children in Europe” , CHER Working paper 2003 - July, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
11	Peracchi F. and Tuzi, F. (2003) - “Health, aging and retirement in Europe: A cross-country comparison using the CHER data base” , CHER Working paper 2003 - Month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
12	Aksman, E. (2003) - “Redistributive effects of social benefits in Poland vs. analogous effects in other European countries” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
13	Liberda B., Górecki, B. and Pęczkowski, M. (2003) - “Uncertainty of Households Income in the European Union Countries and Poland” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
14	Górecki, B. and Wisniewski, M. (2003) - “Wage mobility” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
15	Liberda B., Górecki, B. and Pęczkowski, M. (2003) - “Savings from permanent and transitory income. The case of Polish households” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.
17	Van Kerm, P. (2003) - “An anatomy of household income volatility in European countries” , CHER Working paper 2003 - month, CEPS/INSTEAD, Differdange, G.-D. Luxembourg.

1.2. CHER Final report

* *Co-ordinators:*

Gaston Schaber and Gunther Schmaus, Center for Population, Poverty and Public Policy Studies/International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development, CEPS/INSTEAD Differdange, LUXEMBOURG

* *Main partners:*

Joachim Frick, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung , DIW Berlin, GERMANY
Kimberly Fischer, Institute for Social & Economic Research, ISER Essex University, Colchester, UNITED KINGDOM

Partners:

Rudy Marynissen, University of Antwerp, UIA, Antwerp, BELGIUM

Alain Degenne, Institut du Longitudinal CNRS-LASMAS, Caen, FRANCE

John Kallas, National Centre for Social Research, EKKE, Athens, GREECE

Franco Peracchi, Centre for International Studies on Economic Growth, CEIS, Tor Vergata University, Rome, ITALY

Ruud Muffels, WORC/TISSER, Katholieke Universiteit Brabant, Tilburg, NETHERLANDS

Sergi Jimenez, Department of Economics, Universidad Carlos III, UllM, Madrid, SPAIN

Zoltan Fabian, Social Research Informatics Center, TARKI Budapest, HUNGARY

Brunon Gorecki, Dept. of Economics, University of Warsaw, UWARS, POLAND

Erwin Zimmermann, The Swiss Household Panel, SHP, Neuchâtel, SWITZERLAND

** Policy-relevant objectives*

The Consortium of Household Panels for European Socio-economic Research (CHER) was established in 2000 to carry out a feasibility study for a data production and dissemination exercise. The database is a comparative longitudinal database of households and individuals from existing panel data, covering demography, health, education and training, employment and activity, income and expenditure, housing and household durables, subjective information and social relations.

** Why CHER?*

Panel data for Europe exist, but access to these data is still difficult, expensive and/or restricted. The basic obstacle for micro-analytic comparative research on European topics and issues is still the fact that the datasets of the national panels are not directly comparable to one another, nor are they comparable to the ECHP.

Another obstacle for research(ers) interested in European matters is the fact that most of the existing micro-data sets (whether standardized or not) are not explicitly linked to information about national institutional regulations, nor to social, economic, demographic context data. Careful interpretation of results from cross-national research using micro data requires complementary analyses of macro and meso data, which have to be provided by the statistical and administrative agencies of the respective countries.

The lack of longitudinal data that are at the same time comparable, well documented and closely related to relevant macro and meso information and of user-friendly access has truly unfortunate consequences. The potential for a cross-national database to compare the situation in one country with those in other countries are not sufficiently used, and comparative analysis of European issues is still underdeveloped.

** METHODS*

The consortium as such did not conducting its own surveys using standardized questionnaires and ex-ante harmonization. It created a comparative micro database from existing panel data, using ex-post harmonization (CHER/PACO), by integrating

longitudinal datasets from European countries and other over as large a number of years and from as many country household panels as possible and from the available country datasets present in the ECHP. The database holds micro-data from 19 countries (14 European Union member states, plus Switzerland, Poland, Hungary, plus the United States). It contains a relevant subset of variables from original panel data. The information relating to datasets is being made comparable according to a common plan, and is built by using standardized international classifications whenever available. The comparative database contains identical data structures for each country. Information in the CHER files is available for households and individuals on the micro level for single years and as longitudinal information.

The CHER database is complemented by key information from existing macro databases and institutional datasets about social security from the Mutual Information System on Social Security (MISSOC) and employment policies from the Mutual Information System on Employment Policies (MISEP).

The CHER database is now available on CD-Rom. The data are stored as system files for the statistical packages SPSS, SAS and Stata. They contain identical variable names, labels, values and data structures. Each country file has been adequately anonymized and can, therefore, be rated as a scientific use file. The consortium is setting up an internet system about household panel studies with key information from existing macro data databases and institutional information about social security and employment policies for the respective countries.

** Policy-relevant findings*

The CHER database is policy relevant in two interconnected ways: it constitutes a data management and infrastructure tool, while also contributing to the knowledge base through its analytical component.

Researchers can start with a completed dataset rather than trying independently to harmonize the smaller subset of variables that is most useful for their research topic; a process that is repetitive, redundant and thus expensive and inefficient. The work already done on data harmonization considerably enhances the efficiency in using the micro data: researchers using CHER data will not have to repeat various basic activities ad hoc to standardize the data.

The longitudinal structure of CHER makes it possible to produce cross-sectional time series data as well as to describe the dynamics of households and individuals and to estimate transition probabilities of households and individuals. The advantage of longitudinal panel information compared to cross-sectional information lies in its potential for analysis of socio-economic **dynamics** on the micro-level.

The CHER database enables researchers to do within-country comparisons at the same time as cross-national comparisons. Therefore, it will be possible to focus on national uniqueness, on cross-national differences, as well as on cross-national similarities.

The consortium concentrated on harmonizing data prior to analysis and substantive research. Nevertheless, only the interaction between data production/harmonization

and analysis of the data guarantees that the database production is orientated towards the research needs. Values and problems of standardizing micro data derived from original surveys can only be identified by performing analyses on these products. For these practical reasons, the consortium conducted **exemplary analyses** (mainly on labour market problems and corresponding social security transfers).

The finalized CHER micro database is used by the project partners for comparative research with panel data. To conduct this research, advanced statistical methods for analyzing longitudinal data are used. The most important techniques are transition matrix-based procedures, linear models for panels, event history models and discrete choice models. These exemplary panel analyses are used to test the technical usability of the database, to improve the user friendliness where necessary, to detect and remove remaining inconsistencies and errors in the database, and to validate the database by comparing the empirical findings with external statistics. The positive outcome of this research is to illustrate for the user community the potential of the CHER database for cross-national research on a wide range of socio-economic issues.

** Application of CHER*

The empirical analyses explore how welfare and employment regimes in Europe cope with changes in the social and economic context over the 1990s and how their respective policies might have affected the economic and social performance of their systems. The empirical analytical part deals primarily with dynamic and comparative analyses of welfare state and employment regime performances. The comparative East-West analyses have two parts, one on the economic and labour market performance of regimes and one on the regimes' successes in handling income, poverty and deprivation issues.

The innovative aspect of CHER is the combined focus on the social and economic performances of regimes over time and the comparison of mature systems of welfare state capitalism and former socialist transitional economies (economies being eventually considered as liberal, Mediterranean, conservative, social democratic and post-communists etc.).

The CHER dataset covers the 10-year period of the 1990s. The empirical analyses are aimed at using as many countries and time periods as possible. They can be carried out from various disciplinary angles and perspectives, such as the micro-economic, sociological and socio-political approaches to social and economic change. The results will be critically reviewed and, where possible, lessons for European policies will be drawn.

What the CHER project is trying to achieve, is a better understanding of the differences between East and West and of the problems and constraints which transitional economies still face after a decade of transforming and recalibrating their systems. East-West comparisons allow the exploration into whether the trend is towards convergence or divergence over the 10-year period and whether there is room for European interaction.

*** SUMMARY: ACHIEVEMENTS AND OUTLOOK**

The CHER project is and remains ambitious. CHER created an international comparative database that contains socio-economic cross-sectional and longitudinal micro data from both EU and non-EU countries. CHER also includes complimentary national-level institutional, social policy, and macro-economic details to facilitate analysis by the wider scientific community.

National officials and other policy actors are increasingly interested in the problems of ageing. Because demographic ageing is at different stages around the world, opportunities exist for nations to learn from the different approaches used in different countries, what works where, and what does not, and in what direction policies are moving. Many explanations can be conceived for the fact that some countries are doing better in solving their problems than others. The CHER database will make it possible to explore the factors involved in change, including the heterogeneity of national labour markets, the differing importance and influence of social security systems and tax systems, and variations in the socio-economic and demographic structures of the population.

The CHER micro database is a powerful tool for monitoring national outcomes of political decisions and measures, public and private, both at the level of the EU and in member states. What can be learned from the approaches adopted in the different countries? What works where and what does not, and under what conditions? Which are the different trends? CHER will help analysts to find answers to these questions.

CHAPITRE II : LE TISSU ECONOMIQUE

1. Firmes

1.1. INTRODUCTION

En 2003, le département "Entreprises" a compté six membres. La gestion des enquêtes et des bases de données est assurée par deux personnes. La direction des projets et la valorisation des bases de données sont assurées par quatre.

Une très importante partie des ressources humaines a été mobilisée en 2003 pour la collecte de données. Cette collecte a été faite dans le cadre de cinq projets dont quatre projets communautaires : « Business Services – Methodological Development and Harmonised Data Collection », « ICT Usage by Enterprises », « ICT Usage by Households » et « Indicators for Benchmarking National R & D policies ». Le cinquième projet (SICOV, Système basé sur les nouvelles technologies de l'Information et de la Communication facilitant les affaires électroniques d'Organisations Virtuelles) fait partie du programme SECOM initié et financé par le Fonds National de la Recherche.

Les objectifs poursuivis par le département

Les activités de 2003 s'inscrivent dans la continuité des orientations prises les années précédentes.

Une concentration sur la Société de la Connaissance

Les données collectées sont relatives à la Recherche & Développement, à l'Innovation et à l'usage d'Internet par les ménages, d'une part, et les entreprises, d'autre part.

Une intensification du partenariat

En 2003, le département « entreprises » a compté trois partenaires privilégiés. Il s'agit du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, avec qui nous collaborons étroitement à la réalisation de projets commandités par EUROSTAT, et du CRP Gabriel Lippmann, avec lequel nous réalisons le Projet SICOV.

A ces trois partenaires luxembourgeois viennent s'ajouter deux institutions françaises : la Faculté des Sciences Economiques de Rennes (Université de Rennes 1) et l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications Bretagne.

2. LES TRAVAUX REALISES EN 2003

2.1. Community Innovation Survey [EUROSTAT, STATEC et C/I]

2.2. Business Services – Methodological Development and Harmonised Data Collection [EUROSTAT, STATEC et C/I]

EN 2002, LA COLLECTE DES DONNÉES A ÉTÉ RÉALISÉE ET LES PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE ONT ÉTÉ TRANSMIS À EUROSTAT. EN 2003, CES DONNÉES ONT ÉTÉ COMPLÉTÉES PAR DES DONNÉES DISPONIBLES AU STATEC. LES DONNÉES FINALES ONT ÉTÉ TRANSMISES À EUROSTAT EN MARS 2003.

2.3. ICT Usage by Enterprises [EUROSTAT ; STATEC et C/I]

2.4. ICT Usage by Households [EUROSTAT, C/I]

L'enquête « ICT Usage by Households » s'inscrit, comme l'enquête « ICT Usage by Enterprises » dans le cadre du programme eEurope. Cette enquête a pour objectif de collecter des indicateurs capables de nous informer sur le niveau d'équipement des ménages et l'usage que font les individus des TIC.

Cette enquête a été réalisée simultanément avec l'enquête ESS (European Social Survey). L'échantillonnage a été réalisé à partir des fichiers de l'IGSS. La traduction en langue française et l'impression du questionnaire ont été réalisées durant les mois de février et de mars. La collecte de donnée, en face à face, a débuté en avril et elle s'est achevée mi juillet. 1423 individus âgés de 14 à 74 ans, résidant au Grand-Duché, ont été interrogés.

Les données ont été transmises à Eurostat en novembre 2003.

2.5. Indicators for Benchmarking National R & D policies_ [Ministère de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, STATEC]

Le programme « *Indicators for Benchmarking National R&D policies* », réalisé pour le compte du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, en partenariat avec le STATEC est coordonné par Eurostat et la DG Recherche de la Commission Européenne. Il est destiné à l'analyse des politiques nationales de recherche, afin de promouvoir les meilleures pratiques nationales en Europe. Cet étalonnage repose sur la mesure d'indicateurs relatifs aux activités nationales de la R&D. Ces indicateurs sont associés à l'analyse de quatre thématiques :

- les ressources humaines de la R&D,
- les dépenses en R&D,
- la productivité scientifique et technologique,
- l'impact de la R&D sur la compétitivité économique et l'emploi.

En 2002, l'enquête communautaire sur l'innovation (CIS3) a fourni des données sur l'activité R&D des entreprises luxembourgeoises. En 2003, une enquête sur les ressources humaines et financières du secteur public a été réalisée et, sur la base de données existantes, plus précisément à partir de l'analyse du budget de l'Etat, les crédits destinés aux activités de R&D ont été évalués.

Ces résultats présentent, pour la première fois, les ressources consacrées aux activités de Recherche et Développement au Luxembourg. Les indicateurs mis à disposition d'Eurostat en 2003 permettent de faire figurer le Luxembourg dans les publications et les programmes d'analyses de la R&D et de l'innovation de la Commission Européenne.

2.6. SICOV (Système basé sur les nouvelles technologies de l'Information et de la Communication facilitant les affaires électroniques d'Organisations Virtuelles) [FNR/CRP-GL et C/I]

Le projet SICOV (Système basé sur les nouvelles technologies de l'Information et de la Communication facilitant les affaires électroniques d'Organisations Virtuelles) a débuté en décembre 2001. Nous réalisons ce projet en partenariat avec le CRP-Gabriel Lippmann. Ce projet est financé par le Fonds National de la Recherche. L'objectif principal de ce travail est de créer une plate-forme virtuelle, grâce aux Technologies de l'Information et de la Communication, où plusieurs entreprises aux compétences complémentaires pourraient se retrouver pour travailler ensemble sur un projet commun et durant un laps de temps limité. En s'alliant sous forme

d'organisation virtuelle et en combinant leurs compétences particulières, les entreprises peuvent créer de nouveaux produits et services physiques ou virtuels. Les notions clés de ce programme sont : échange, coordination, coopération et innovation. Après avoir élaboré en 2002 un questionnaire qui permet d'identifier les entreprises susceptibles de former une organisation virtuelle, nous avons collecté en 2003 les données nécessaires au projet SICOV. L'enquête SICOV a été réalisée simultanément avec l'enquête communautaire « ICT Usage by Enterprises ».

La collecte des données a débuté au mois d'avril. L'échantillon était composé de 4870 entreprises appartenant à la quasi-totalité des secteurs d'activité et ayant au moins un salarié. Après deux relances (contre une seule relance habituellement), nous avons cessé la collecte des données en juin. Les questionnaires ont été saisis au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête, ce qui a permis de procéder rapidement aux corrections de la base de données.

A partir des 1683 réponses obtenues, nous avons identifié 367 entreprises que nous jugeons capables de former une organisation virtuelle. Parmi ces dernières, il va nous être possible de contacter 253 entreprises pour lesquelles nous avons les coordonnées d'une personne de contact.

3. RAPPORTS ET RESULTATS

3.1. Projet « Statistique relative à l'innovation »

- Commentaires sur la dissémination des données de l'enquête CIS3 (décembre 2003), à destination d'Eurostat.
- Tableau de données de l'enquête CIS3 (mai 2003), à destination d'Eurostat et du Statec.
- Transmission des micro-données finales de l'enquête CIS3, à destination d'Eurostat, du Statec et du CRP Henry Tudor.
- Document de recherche (2003), « Rapport final de l'enquête CIS3 », à destination d'Eurostat, du Statec et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3.2. Projet « Recherche & Développement »

- Commentaires sur le projet de régulation des statistiques de la Science et de la Technologie (15 janvier 2003), à destination d'Eurostat.
- Commentaires sur le projet de régulation des statistiques de la Science et de la Technologie (15 juillet 2003), à destination d'Eurostat.
- Transmission des indicateurs de l'enquête R&D d'Eurostat (avril 2003) à destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- Transmission des indicateurs de l'enquête R&D de l'OCDE (septembre 2003) à destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- Transmission des indicateurs luxembourgeois d'étalonnage des politiques nationales de la recherche (avril 2003) à destination d'Eurostat, du STATEC

et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3.3. Projet « Business Services – Methodological Development and Harmonised Data Collection »

Transmission des données finales (mars 2003).

3.4. Projets « ICT Usage by Enterprises »

- « Luxembourg Inception Report », (Mars 2003), à destination d'Eurostat.
- « Luxembourg Interim Report », (Juillet 2003), à destination d'Eurostat.

3.5. Projets « ICT Usage by Households »

- « Luxembourg Inception Report », (Mars 2003), à destination d'Eurostat.
 - « Luxembourg Interim Report », (Septembre 2003), à destination d'Eurostat.
- Transmission des données finales (décembre 2003), à destination d'Eurostat.

4. REUNIONS CONCERNANT LES PROJETS REALISES EN 2003

Voir VCI.

5. COLLOQUES ET MANIFESTATIONS DIVERSES

Voir VCI.

B. EURES European Employment Services

1. CONFÉRENCES, SÉMINAIRES

EURES a participé activement à plusieurs séminaires et conférences au cours de l'année 2003.

Le 27 mars 2003, Franz CLEMENT a présenté l'étude « Le travail intérimaire au Luxembourg, un véritable marché transfrontalier » au Centre de Ressources et de Documentation EURES Lorraine à Metz, à l'occasion d'une journée de formation des conseillers EURES des EURES transfrontaliers PED et Saar-Lor-Lux. Cette étude a encore été présentée sur Radio ARIA à Longwy le 7 avril suivant.

Le 3 avril 2003, Franz CLEMENT et Joël de MARNEFFE ont participé à Paris à la réunion annuelle du panel européen de l'APEC (Association Pour l'Emploi des Cadres) en tant qu'experts luxembourgeois.

Les 1^{er} et 2 juillet 2003, à l'occasion du séminaire annuel des services publics de l'emploi de la Grande Région, organisé par l'ADEM et le CRD EURES Luxembourg à Mondorf-les-Bains, Franz CLEMENT a présenté une communication intitulée « Le

travail intérimaire au Luxembourg, un véritable marché transfrontalier ». A la même occasion, Arthur TIBESAR a présenté une communication ayant pour sujet « L'évolution du marché du travail dans la Grande Région ».

Le 6 novembre 2003, Franz CLEMENT et Arthur TIBESAR ont participé à une première réunion au Landesarbeitsamt de Sarrebruck afin d'organiser des convergences en matière de statistiques entre les partenaires des EURES transfrontaliers PED et Saar-Lor-Lux.

2. INFORMATION, DOCUMENTATION ET BASES DE DONNÉES

Dans le but de mettre à la disposition du grand public des informations sur le travail transfrontalier et ses dérivés, EURES entretient un centre de documentation et de recherches (CRD EURES Luxembourg). Ainsi, les modifications législatives importantes au niveau de la sécurité sociale et du travail sont toujours actualisées ; de même, les publications à caractère social sont regroupées.

Ce travail de mise en place de banques de données, se fait aussi au niveau européen pour les données concernant les conditions de vie et de travail et est complété par une revue de presse concernant l'économie générale des régions transfrontalières.

L'actualisation de plusieurs guides pratiques a été poursuivie en 2003 : c'est le cas pour le guide de l'étudiant sur le site internet www.eureslux.org (avril) et la brochure « Le dialogue social au Luxembourg. Deuxième niveau : l'organisation des relations industrielles » (juin).

A signaler aussi la réalisation de fiches pratiques contenant des informations sociales comparées, diffusées sous format papier et sur le nouveau site web trilingue français-allemand-anglais <http://www.eureslux.org>.

L'actualisation de ces fiches a été réalisée et porte sur les thèmes suivants :

- l'assurance vieillesse ;
- l'assurance maladie-maternité ;
- l'assurance chômage ;
- la pension d'invalidité ;
- les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- les conditions de séjour et
- les prestations familiales.

EURES a participé à la grande enquête transfrontalière réalisée par le CEPS/INSTEAD durant l'été 2003, adressée à quelque 16000 ménages frontaliers afin d'analyser leur comportement en matière de dépenses. La contribution d'EURES a consisté à offrir aux personnes interrogées une mise à disposition de documentation transfrontalière et des publications d'EURES. A cette occasion, EURES a reçu quelque 750 demandes, essentiellement en provenance de France, puis de Belgique et d'Allemagne.

3. RECHERCHE ET CONSULTATIONS

Divers travaux ont été effectués et sont encore en cours. Ils concernent le marché du travail, la mobilité régionale et interrégionale, l'exploitation des informations statistiques sur l'emploi en Europe, le dialogue social au Luxembourg, les obstacles à la libre-circulation dans la Grande Région, les conditions de vie et de travail au niveau transfrontalier, le travail intérimaire, les qualifications de demain dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et les métiers de la santé.

Joël de MARNEFFE et Arthur TIBESAR participent depuis 2003 au groupe de travail n°2 du Comité Economique et Social de la Grande Région dont la mission est de préparer des recommandations pour le Sommet des Exécutifs de la Grande Région fin 2004 sur les thèmes suivants : les obstacles à la libre circulation, la continuité sociale, les problèmes de formation et de qualification, l'égalité professionnelle, l'intensité des flux frontaliers, les niveaux de salaires et de charges sociales et fiscales, et l'impact économique du travail frontalier sur les bassins d'emploi et de résidence.

4. ACCUEIL DE PERSONNALITÉS ET PROMOTION EXTÉRIEURE (VOIR VCI)

Le 20 mars 2003, l'EURES Transfrontalier PED a célébré son 10^{ème} anniversaire. A cette occasion, une table ronde a été organisée en présence de M. François BILTGEN, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Bernard CAPRASSE, gouverneur de la province de Luxembourg, Mme Josette TADDEI, vice-présidente du Conseil Régional de Lorraine, M. Jean-Marie HALSDORF, député-maire de Pétange, M. Léon DRUCKER, directeur adjoint de la Chambre du Travail et M. Fabrice COULON, administrateur-délégué de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Luxembourg Belge.

Les intervenants ont notamment souligné l'importance de ce réseau unique en Europe par sa composition à la fois transfrontalière et multi-partenaire.

L'EURES PED a reçu du 25 au 27 juin 2003 une délégation de représentants des services publics de l'emploi de Pologne, de la République tchèque et de la République slovaque. Ils souhaitent créer un EURES Transfrontalier sur les trois frontières et trouvent en EURES PED un exemple à suivre. Ils ont visité entre autres le CRD EURES Luxembourg.

5. COORDINATION

Le programme EURES fait l'objet d'une coordination propre au niveau de la zone du PED. Les partenaires belges, français et luxembourgeois des services publics de l'emploi, des syndicats et du patronat de ces trois pays sont regroupés et forment les partenaires du réseau EURES. Les quatre missions d'EURES PED sont (1) d'informer le public sur les conditions de vie et de travail dans la Grande Région, (2) de procéder à l'échange d'offres et de demandes d'emploi entre les services de l'emploi, (3) d'établir un cadre de gestion prévisionnelle et concertée de l'emploi et d'un dialogue social transfrontalier et (4) enfin de diffuser l'offre de formations au niveau transfrontalier.

Le coordonnateur doit s'assurer de la réalisation de ces quatre missions :

1. en proposant aux partenaires une stratégie cohérente en harmonie avec les règles d'EURES ainsi qu'en synergie avec d'autres programmes communautaires;
2. en assurant la cohérence et la complémentarité des activités des partenaires;
3. en veillant à la mise en œuvre des plans de développement et d'activité ainsi qu'au bon fonctionnement du partenariat en général;
4. en assurant la bonne intégration du partenariat dans l'ensemble du réseau EURES; et en animant la vie du réseau au niveau du partenariat.

CHAPITRE III : SYSTEME INTEGRE DE SPATIALISATION POUR DONNEES COMPLEXES

GEODE : GEOgraphie et DEveloppement

1. INTRODUCTION

Durant l'année 2003, la cellule de recherche GEODE a vu son équipe se renforcer de trois personnes : une secrétaire, une chargée d'études (à mi-temps) et un technicien-informaticien.

L'ensemble des travaux de recherche effectués en 2003 (conventionnés et non conventionnés) ont visé à poursuivre le programme pluriannuel de la cellule présenté au Ministère d'Etat en 2001, tout en essayant de préserver la cohérence du dit programme, malgré certains problèmes budgétaires.

Objectifs et démarche de recherche :

Les travaux conventionnés viennent compléter l'étude du tissu social (PSELL) et du tissu économique (FIRMES) du CEPS/INSTEAD par l'apport de la dimension géographique. Cet apport consiste à déterminer et à analyser les composantes spatiales de trois domaines majeurs, complémentaires d'une part et deux domaines transversaux d'autre part, dans l'optique d'une planification du territoire :

- Domaine 1 - Population et Habitat ;
- Domaine 2 - Développement économique et Marché de l'emploi ;
- Domaine 3 - Mobilité et Accessibilité ;
- Domaine 4 - Transversal : Bases de Données GEODE et Système d'Informations Géographiques ;
- Projets multi-domaines

Dans le but d'analyser les interactions entre les quatre premiers domaines, la cellule développe *un système d'information géographique* qui a pour but d'intégrer les informations et les données collectées dans le cadre des projets menés aux différentes échelles géographiques (locale, régionale, nationale et interrégionale).

Les travaux effectués par la cellule sont répertoriés dans le tableau synoptique suivant :

Tableau synoptique des activités de la cellule GEODE en 2003

Tableau synthétique des activités de la cellule GEODE en 2000						
Domaine 5 – Bases de Données GEODE et Système d'Informations Géographiques	Domaines		Domaine 1 - Population et Habitat	Domaine 2 - Economie et Marché de l'emploi	Domaine 3 - Mobilité et Accessibilité	
	Echelles					
	Interrégional Grande Région		Mobilité résidentielle des frontaliers [C]	Marché du travail Préparation OCR Interreg III [C] Emploi frontalier exploitation données IGSS [C]	Accessibilité du réseau routier [C]	
			Capital humain Ressources humaines [C]	Définition du bassin de main-d'œuvre du Luxembourg [C]		
				Mobilité transfrontalière Transport-Accessibilité Interreg III A		
			LuxLorSan Interreg III A			
			Enquêtes travailleurs frontaliers [C]			
	Nationale	CSAT (Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire) [C]				
			Observatoire de l'Habitat Ministère du Logement	Accessibilité du réseau routier [C]		
	Régionale	Identité et Image de la région Sud Syndicat Pro Sud				
	Locale		Personnes âgées Ville de Luxembourg [C]	PLH trans-frontalier (PED)	Plan de déplacement des salariés (PED) SIKOR	
			Ségrégation socio-spatiale de la Ville de Luxembourg [C]			
			Audit Urbain II Ville de Luxembourg Eurostat			
		Schéma de développement transfrontalier de l'agglomération du PED SIKOR				
	Parc socio-écologique transfrontalier de la Terre Rouge [C] Ville d'Esch-sur-Alzette					

[C] : parties conventionnées par le CEPS/INSTEAD

1. DOMAINE 1 : POPULATION ET HABITAT

1.1. Etude du capital humain et des ressources humaines de la Grande Région

1.2. Analyse de la Ville de Luxembourg et de son agglomération

Ségrégation socio-résidentielle de la Ville de Luxembourg

Analyse de définitions méthodologiques de l'agglomération morphologique, de l'unité urbaine et du pôle d'emploi au sein du Grand Duché de Luxembourg

AUDIT URBAIN [Commanditaire : EUROSTAT]

Situation des personnes âgées dans la Ville de Luxembourg

[Commanditaire : Ville de Luxembourg]

1.3. Observatoire de l'habitat

[Commanditaire : Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement]

1.4. Programme Local de l'Habitat transfrontalier (PLH) de l'Agglomération du PED

[Commanditaire : SIKOR]

2. DOMAINE 2 : ECONOMIE ET MARCHE DE L'EMPLOI

Les données collectées dans le cadre de l'étude du capital humain sont également exploitées sous le domaine de l'emploi frontalier et de la Grande Région.

2.1. Production de deux études à partir de l'enquête « Consommation des frontaliers 2002 »

2.2. Travail sur le fichier de l'Administration des Contributions directes

2.3. Analyse et représentation cartographique du bassin de main-d'œuvre luxembourgeois

2.4. Mise en place de projets liés à la Grande Région

2.5. Etude diachronique sur l'évolution de la population transfrontalière entre 1990 et 1999 (le cas de 35 communes françaises)

3. DOMAINE 3 : ACCESSIBILITE ET MOBILITE

3.1. Travaux de recherche portant sur l'accessibilité domicile-travail au sein du bassin de main-d'oeuvre transfrontalier du Luxembourg

3.2. Méthodologie transport-accessibilité projet interreg IIIA mobilité autour du PED

[Commanditaire : Ministère des Travaux Publics, Ministère des Transports]

3.3. Accessibilité et recherche automatique d'itinéraire

4. DOMAINE 4 TRANSVERSAL : BASES DE DONNEES GEODE ET SYSTEME D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES

4.1. SIG-GEODE

[M. Schneider, avec la collaboration de la cellule GEODE]

La mise en œuvre du Système d'information géographique de la cellule GEODE continue. Le développement du SIG-GEODE permet aux personnes de la cellule GEODE d'analyser et de représenter l'espace géographique, ainsi que d'accéder aux données correspondantes.

4.1.1. Production et gestion des données : sources, bases de données et métadonnées

4.1.2. Analyse des données spatialisées à partir de ces bases et implication dans l'ensemble des travaux de la cellule GEODE

4.2. Données GEODE

- Il existe encore d'autres bases et sources de données qui ne sont pas (encore) géoréférencées. Certaines d'entre elles n'ont pas pour but d'alimenter directement le SIG-GEODE mais sont utilisées dans le cadre de nos travaux d'analyse et de recherche.

4.3. Projet de sites internet et intranet au sein du CEPS/INSTEAD

[P. Bousch, B. Clicque, P. Liégeois, M. Schneider]

Coordination et assistance au montage de la fiche de projet de demande de fonds dans le cadre de « e-letzebuerg » pour les sites internet et intranet du CEPS/INSTEAD.

5. PROJETS MULTI-DOMAINES

5.1. Conseil Supérieur à l'Aménagement du Territoire (CSAT)

5.2. Parc Tranfrontalier De La Terre Rouge : Projet de Parc Socio-Ecologique à Vocation Régionale

[P. Bousch, C. Lamour, G. de Lanchy]

5.3. Travaux Région Sud

5.3.1. Identité et Image de la Région Sud

5.3.2. Prévisions démographiques de la région Sud

5.3.3. Tableau de bord socio-économique des régions d'aménagement du territoire

5.3.4. Assistance technique à une fiche projet

5.4. Enquêtes travailleurs frontaliers

5.4.1. Contribution à l'élaboration du questionnaire CEPS/INSTEAD - STATEC «Consommation des frontaliers au Grand-Duché 2003 »

5.4.2. Contribution à l'élaboration du questionnaire CEPS/INSTEAD « Trajectoires professionnelles des frontaliers et conditions de vie des frontaliers »

5.5. Projet LuxLorSan

[Commanditaire : IGSS]

5.6. Programme de travail de l'Association Transfrontalière de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement

[Commanditaire : SIKOR]

6. COMMUNICATIONS, RESEAUX ET PARTENARIAT (VOIR VCI)

CHAPITRE IV : LES INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE ET DE FORMATION A LA RECHERCHE

A. Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences IRISS

IRISS-C/I is an ideal meeting place for researchers in the socio-economic sciences who want to undertake empirical analyses on problems of today's societies and economies. Researchers are offered the opportunity to work on a wide array of longitudinal micro-data on household living conditions (national and/or internationally comparable). State-of-the-art research facilities are offered (comprehensive data documentation, statistical software, powerful computation server) and technical and

scientific support can be gained from resident researchers with substantial experience in the handling of the datasets (which include the PANEL COMparability (PACO) data, early releases of the Consortium of Household Panels for European Socio-Economic Research (CHER) data, the European Community Household Panel user database, as well as a series of national panel surveys). IRISS-C/I also offers a platform for presenting, discussing and publishing research findings. Research on any of the following topics is particularly well suited for analysis with the CEPS/INSTEAD archive of data: income and poverty dynamics, social and distributive policies, family structure and change, geographical and social mobility, gender, ethnic and social inequality, education and training, labour supply behaviour.

In 1995, CEPS/INSTEAD has been identified by the DG Research of the European Commission as a “Large Scale Facility” (recently renamed “Major Research Infrastructure”). Until February 2004, access of visiting researchers is funded by the European Commission under the 5th Framework Programme. Total amount of access to the infrastructure by external visitors in 2003 was 667 research days (compared to about 300 in 2002) distributed on 21 research projects. The IRISS project had been standing still for about one year before the start of the current contract with the European Commission in 2001, and we felt that we had to be patient before the project could run at full speed again. The number of applications received in 2003 prove us right. In 2002, we received applications for 18 research projects against 33 in 2003.

In April 2003, we submitted a project under the 6th Framework Programme for continuation of the project after February 2004. Our proposal passed the all quality thresholds, but was not selected for funding. One of the arguments being, that IRISS has already been funded twice and that the Commission rules do not allow for funding extended over a longer period of time. In order to This is very unfortunate since the demand by researchers is clearly growing.

To ensure a timely and wide dissemination of the analyses and findings made during visits at CEPS/INSTEAD, a dedicated working paper series has been created in 1999. The IRISS WP series now contains 41 papers. Papers are downloadable from the IRISS website (<http://www.ceps.lu/iriss/iriss_wp.htm>) or via the RePEc archive. The download and views statistics reveal that the IRISS-C/I working paper series recorded 1 752 file downloads and 8 020 abstract views over the last twelve months, almost a 300% increase compared to 2002. Thirteen working papers have been added to the series in 2003. These papers have been written by external visitors, the current project manager/database expert, and by research associates of CEPS/INSTEAD.

B. Luxembourg Comparative Databases & archive network (LCDB)

The international socio-economic micro-databases set up in our Center in cooperation with the partner countries contributing their respective national data sets, offer to the scientific community the strongly needed opportunity to carry out comparative studies on various types of public policy programs in the domains e.g. of poverty reduction, income distribution, adequacy of income at retirement age, distribution of economic well-being in general, family policies, etc.

In respect of article 17 of our Center's law of November 10, 1989, these databases are accessible to qualified researchers and analysts as well as to advanced students visiting our Center in relation to its different programs, whether national, inter-regional or international and , in particular in the framework of

- its "Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences",
- its "Graduate School for Comparative Public Policy",
- its "International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes" and
- its "Pilot Observatory for Poverty Reduction and Poverty Reduction Policies in African Countries".

In 2003, we enlarged systematically our collection of databases by adding new data sets (complemented by the necessary meta-information and documentation).

Since 2002, our Center is a member of CESSDA, the Council of European Social Science Data Archives. In 2003 we intensified our collaboration with the partners.

In 2003, our Center joined the Data Documentation Initiative (DDI). This worldwide alliance of social science data archives was established in spring 2003. It is an international effort to establish a standard for technical documentation describing social science data.

The latter development is undertaken in cooperation with preferential partners of international reputation: with ZUMA, Mannheim (D), NSD, Bergen (N), and the National Center for Social Research (UK), whose respective directors Peter Mohler, Björn Henrichsen and Roger Jowell are scientific advisors to our Center. A new partner joined the consortium: the recently created "Centre Henri Quetelet" (F), whose director Benoît Riandey also is a scientific advisor to our new unit.

Our Center and its partners have as objective to put their respective resources (of data, and research and training capacities) together in a network apt to contribute to the development of the European Union Research Area, and to the development of an even wider international cooperation. And this particularly in the domains of the development of socio-economic indicators having significance both at a national and a comparative level, and of a fruitful cooperation between producers of official statistics on the one hand, and the scientific actors/users on the other hand.

Under adequate conditions of confidentiality and data protection regulations, the data bases already operational are used more intensively for our studies within the Greater Region (BENELUX, France, Germany) as well as in international comparative context.

In 2003, our Center established an internal data protection committee (Joel de Marneffe, Uwe Warner). In close collaboration with "La Commission Nationale pour la Protection des Données" (CNPD) we are monitoring and controlling the access to the available data.

Available comparative data sets and documentations (at the end of 2003):

The "European Community Household Panel (ECHP)"

The "International Social Survey Program (ISSP)"

The "European Social Survey (ESS)"

The “Eurobarometer”

The “Eurobarometer Trend File”

The “OECD Programme for International Student Assessment (PISA)”

The data from the “Consortium of Household Panels for European Socio-economic Research (CHER)”

The project “Socio-Economic Database Online” (SEDO) builds a user interface for the archived data sets. Developed in 2003, the prototype increases the visibility of our archive and our network. By using the NESSTAR standards and solutions developed by the “Cellule de Recherche, d'Etude et de Développement en Informatique (CREDI) du CRP - Gabriel Lippmann” and our informatics department, the data of the center are on-line available for the international scientific community. Using the Luxembourg household panel study (PSELL2) as an example, SEDO tries to create a user-friendly access simultaneously to data documentation, micro-data and social-economic indicators.

C. Projet « Datawarehouse » de l'IGSS

La mise en place d'un datawarehouse au sein de l'IGSS répond à un besoin de centralisation des données dans le temps et liées aux différents types de prestations fournies par les organismes de sécurité sociale du Grand Duché.

Le datawarehouse de l'IGSS a pour objectif de faciliter l'accès aux données pour la production de statistiques internes (Rapport Général, ...) ou demandées par des organismes nationaux et internationaux (CEPS, STATEC, Eurostat, BIT...). Une telle structure permettra un accroissement de la qualité des données recueillies ainsi qu'une plus grande flexibilité d'exploitation. Leurs utilisations pour de multiples besoins seront reproductibles dans le temps.

Le projet datawarehouse s'inscrit dans une action plus globale qui comprend:

- l'identification des besoins des utilisateurs,
- la conception d'une architecture pour le stockage des données,
- la définition des modes d'utilisation des données,
- l'assurance d'un accès aisé aux données statistiques,
- le contrôle de la qualité des données.

Les données concernant les cotisations sociales et les prestations familiales ont été mises en place. Les travaux actuels portent sur les pensions et l'assurance maladie, ces données seront disponibles au cours de l'été 2004.

Les données du datawarehouse ont, entre autres applications, été utilisées pour l'amélioration de la base de données SESPROS (montants et bénéficiaires) ainsi que pour la fourniture de données nécessaires à l'élaboration du budget social du Luxembourg par le BIT.

En 2002, l'enquête communautaire sur l'innovation (CIS3) a fourni des données sur l'activité R&D des entreprises luxembourgeoises. En 2003, une enquête sur les ressources humaines et financières du secteur public a été réalisée et, sur la base de données existantes, plus précisément à partir de l'analyse du budget de l'Etat, les crédits destinés aux activités de R&D ont été évalués.

Ces résultats présentent, pour la première fois, les ressources consacrées aux activités de Recherche et Développement au Luxembourg. Les indicateurs mis à disposition d'Eurostat en 2003 permettent de faire figurer le Luxembourg dans les publications et les programmes d'analyses de la R&D et de l'innovation de la Commission Européenne.

CHAPITRE V: PROJETS NOVATEURS

Le rapport pour 2002 a fait état de deux projets novateurs dont nous rendons compte ici pour 2003 :

1. Graduate School For Comparative Public Policy, Analysis And Data and its International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (Impalla)
2. Building together an Observatory on Poverty and Poverty Reduction in African Countries

Le projet de l'Observatoire a dépassé le stade de la conception et est en voie d'implémentation progressive.

1. GRADUATE SCHOOL FOR COMPARATIVE PUBLIC POLICY, ANALYSIS AND DATA

and its

International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA)

ORIGIN, FRAME, AND SCOPE OF THE PROJECT:

° The Chancellor of the University of Pittsburgh, Professor Mark NORDENBERG, made an official visit to the Authorities of the Grand-Duchy of Luxembourg, July 10 to 12, 2000, with the aim of **formalising the co-operation between Pittsburgh University and CEPS/INSTEAD for research and for advanced academic training and teaching.**

° In the context of this visit, professor Gaston SCHABER, president of CEPS/INSTEAD, presented to the Prime Minister Jean-Claude Juncker and to the Minister of Culture, Higher Education and Research, Mrs. Erna HENNICOT-SCHOEPGES, **the project to create a CEPS/INSTEAD related University Consortium in view of developing a “Graduate School for Comparative Public Policy, Analysis and Data”**, within the legal and institutional framework defined for higher education in this country.

° The SCHOOL is developing along three tracks:

1. a track, highly flexible and individualised, leading to a Ph.D. (to be granted according to the rules of the home university of the respective students),
2. a central track offering a full year teaching and training programme leading to an advanced MA/MSc,
3. a track offering a series of advanced, intensive teaching and training periods in the frame of high level continued education, possibly with a corresponding certification.

In order to develop the University Consortium and to guarantee the academic standard of the programmes to be created, CEPS/INSTEAD has made a cooperation agreement with the KU Leuven and its Department of Sociology of the K.U. Leuven as key partner, both for enlarging the consortium network and for implementing the International Master in Social Policy. – Presently Tilburg University (Netherlands) and professors and researchers from university institutes in Mannheim (Germany) and from Nancy II (France) are participating in the School and the MA programme **in an open perspective**, i.e. expecting to be joined in the very near future by partner institutions, centres and professors from the United States, Canada, and from a growing European Union.- In this same perspective of cooperation the University of Pittsburgh has opened an office for its European Union Center at CEPS/INSTEAD, where faculty and students affiliated with the European Union Center may become active already in the coming months.

IMPALLA (track two)

The International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA) is an advanced and innovative academic training program in social policy and research . It has been launched on August 19, 2002, with a first cohort of 17 students (from 11 countries).

*** IMPALLA's advanced academic program has three major objectives:**

- to offer a solid theoretical foundation in comparative socio-economic policies, at the European level and beyond
- to provide a thorough training in advanced research methodology, both quantitative and qualitative
- to give a well-founded expertise in policy evaluation, while developing the corresponding technical skills

1.1. IMPALLA : Second semestre de l'année académique 2003/2004 [22 étudiants]

Pour l'année académique 2003/2004, nous attendons des résultats aussi positifs que ceux de l'année précédente :

15 étudiants sur 17 inscrits, ont obtenu en 2002 leur « International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA) », dont 4 –plus d'un quart- avec « Grande Distinction »

- de ces 15 diplômés, 11 ont déjà un emploi dans le domaine de l'analyse sociale (en rapport soit avec une thèse de doctorat, soit un programme de recherche national ou international), et deux sont en attente pour un emploi similaire.

L'interaction entre les autres unités du Centre et le programme IMPALLA s'intensifie. D'une part, le Séminaire d'IMPALLA a été modifié pour permettre aux étudiants de découvrir, au départ d'un exemple réel, ce qu'est un exercice complet d'évaluation de politiques sociales publiques. Un rapport de recherches élaboré au sein du Centre⁷ est utilisé à cette fin. D'autre part un assistant-professeur est chargé d'élaborer – dans le cadre des exercices liés aux méthodes et matières quantitatives enseignées dans le programme IMPALLA – une approche pédagogique qui amène les candidats/candidates à faire un usage judicieux et intensif des bases de données disponibles au sein du Centre (PACO-CHER, PSELL, ECHP, etc).

L'expérience acquise au cours de l'année académique précédente nous a amenés à veiller à une meilleure répartition de la charge globale de travail pour les étudiants, de sorte qu'ils disposent de plus de temps pour le travail vraiment personnel. Alors que le nombre d'heures de cours formels reste inchangé, il est demandé aux professeurs de respectivement réduire et/ou harmoniser leurs exigences en matière de travaux à remettre par les étudiants et de répartir différemment les efforts dans le temps. Dorénavant les jours de cours formels par semaine sont ramenés à quatre.

1.2. IMPALLA : Préparation de l'année académique 2004/2005

Pour l'année 2003/2004, nous avons eu 78 candidatures éligibles, menant à 22 admissions effectives. A noter que l'Administration belge de la Coopération au Développement a permis à deux étudiants (respectivement du Pérou et du Vietnam) de participer au programme IMPALLA en cours. Nous aurons soin de cultiver les contacts qui s'établiront d'une année à l'autre.

Par ailleurs, la préparation de l'exercice suivant se fera aussi à la lumière des appréciations et suggestions faites par les étudiants actuellement en formation.

Enfin, le site web d'IMPALLA sera actualisé pour présenter l'année académique 2004/2005 et préparer la gestion des nouvelles candidatures.

1.3. IMPALLA : Premier semestre de l'année académique 2004/2005

Vingt-quatre étudiants au maximum seront admis. Ils seront accueillis au Centre fin août 2004. Ils y suivront alors durant le premier semestre plus de dix cours magistraux donnés par des professeurs de renommée internationale.

⁷ Berger F., Hausman P., Jeandidier B., Ray J.-C., Reinstadler A., Zanardelli M., *The redistributive effects of family policy - Study made on behalf of the Ministry of the Family of the Grand-Duchy of Luxembourg*, 85 pages⁷, October 2002, CEPS/INSTEAD

Les cours formels seront complétés par le programme IMPALLA Séminaire, qui comportera l'organisation de plusieurs ateliers, s'appuyant pour une part essentielle sur l'expertise des spécialistes et des banques de données de notre Centre.

2. BUILDING TOGETHER AN OBSERVATORY ON POVERTY AND POVERTY REDUCTION IN AFRICAN COUNTRIES

This is a common proposal by Prof. Gaston SCHABER (CEPS/INSTEAD) and Antoine SIMONPIETRI (formerly senior statistician for Africa at the WORLD BANK presently head of the Secretariat of PARIS 21, at the OECD).

Originally presented to the WORLD BANK and the Luxembourg Government (and accepted in the framework of the Trust Fund of Luxembourg), the project has now been shifted by the authors to another framework, in relation to the move of partner Simonpietri to PARIS 21, which is a consortium set up in November 1999 by the UN, OECD, WORLD BANK, IMF and EC. Its purpose is to boost statistical capabilities, especially in poor countries, through

- promoting a culture for setting and monitoring policy based on evidence, and
- fostering well-managed national statistical systems that use resources effectively.

*** The project proposal is to elaborate and implement an experimental program, step by step, which aims at**

° integrating existing African databases, whenever possible, into our existing sets of comparative databases, in such a way that after an experimental period it should be possible to do comparative work in a perspective that should make it scientifically **meaningful** [comment: one has to consider that our northern approaches via earned income and labour force participation are not the best ways to deal with the living conditions of populations where only very small minorities can rely on paid labour/earned income];

° developing together a two-way learning process focussed on how to treat and use national data in order to conceive, monitor and assess projects for the development of the respective countries and their populations;

° developing together the capacity to link information from surveys and other statistics to information gained from field work and development projects;

° training people simultaneously from African and from industrialised countries, in order to identify and bridge whatever differences and gaps may appear.

To keep this project within realistic and affordable dimensions, we start within countries the Luxembourg Cooperation Program is already involved in.

*** The ultimate objective of the proposal** is to offer efficient tools to policy makers in Africa for designing, implementing and evaluating poverty reduction strategies and programs, by putting at their disposal quantitative data tested for quality and relevance, and more fundamentally, by putting at their disposal:

- integrated intelligence systems, capable to combine in space and over time
- demographic, social, economic and ecological data in a meaningful way
- for policy analysis, planning, and assessment as well as for scientific research
- the basic and encompassing issues being inequality, poverty, and social and economic performance.

In this context the Center has already made a contract with DIAL, Paris (Développement et Insertion Internationale); the partners focus in a first stage on SENEGAL, a country having already a cooperation agreement with Luxembourg.

Travaux d'implémentation en 2003

LE CEPS/INSTEAD a passé une convention de coopération avec DIAL - CIPRE [DIAL : Développement et insertion nationale] [CIPRE : Croissance, Inégalités, Population et Rôle de l'Etat] centre ayant ses bases à Paris et travaillant pour et avec des pays en voie de développement.

Les termes de référence de cette convention sont la réalisation de travaux préparatoires en vue de la mise en place d'un réseau pour l'étude de la pauvreté et des conditions de vie de ménages des pays africains bénéficiaires de l'aide au développement luxembourgeoise (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Cap Vert) ; ce réseau étant constitué de chercheurs/statisticiens des pays Africains et de DIAL d'une part, et de ceux du CEPS/INSTEAD d'autre part.

L'agent scientifique commandité par notre Centre, docteur en démographie, rompu aux méthodes de la collecte des données aussi bien qu'aux méthodes de l'analyse subséquente, et travaille dans le cadre de DIAL. Il y est intégré dans l'équipe de recherche qui travaille sur le projet « **Fonctionnement du marché du travail, dynamique urbaine et impact sur les conditions de vie de la population** ». Sa participation concerne essentiellement les pays de l'Afrique de l'Ouest bénéficiaires de l'aide luxembourgeoise au développement.

Le projet en question dispose d'une importante base de données concernant les enquêtes dites « 1-2-3 ». Elles sont effectuées dans 7 capitales de l'Afrique de l'Ouest et comportent trois volets d'où la désignation 1-2-3.

1. la saisie des conditions d'existence et de bien-être des ménages enquêtés ;
2. la saisie des caractéristiques socio-démographiques de tous les membres des ménages enquêtés ;
3. un volet « emploi », pour tous les membres de ménage âgés de 10 ans et plus.

Le travail dans son ensemble comporte trois phases :

- la première est constituée par l'enquête décrite ci-dessus,
- la deuxième approfondit les caractéristiques des emplois informels qui occupent, dans les villes subsahariennes, de 60 à 80% des personnes ayant un emploi, mais qui sont très mal enregistrés par la comptabilité nationale,
- la troisième s'intéresse de manière détaillée aux biens et services consommés par les ménages, avec une attention particulière à ceux qui proviennent du secteur informel.

A noter que la Direction de la Statistique respectivement du Sénégal et du Mali ont - via leurs ministres de tutelle - sollicité la coopération du CEPS/INSTEAD auprès du Ministère luxembourgeois de la Coopération et de l'Action Humanitaire.

CHAPITRE VI: LES SERVICES GENERAUX

A. LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Le fonds documentaire du CEPS/INSTEAD se compose d'ouvrages et de périodiques spécialisés en sciences sociales, économiques et statistiques.

1. GESTION DU FONDS DOCUMENTAIRE :

1.1. Les périodiques et quotidiens

- Catalogage des périodiques dans la base de données documentaire « ATLANTIS » <http://atlantis.ceps.lu> ;
- Gestion administrative des abonnements 2003 (soit un total de 110 périodiques dont 66 abonnements payants et 44 gratuits) ;
- Révision des abonnements pour 2004 après accord du conseil documentaire et du service de comptabilité fin 2003.

1.2. Les ouvrages

- Catalogage des livres dans la base de données documentaire « ATLANTIS » <http://atlantis.ceps.lu> ;
- Gestion des prêts ;
- Gestion du fonds documentaire (catalogage, indexation, cotation, classement) ;
- Gestion administrative des achats de livres ;
- Démarrage du catalogage d'une partie du fonds documentaire (livres Impalla et études du Ceps/Instead) dans le système de gestion de bibliothèque ALEPH (voir : 4 divers).

1.3. Les services offerts

- Services d'aides et recherches d'informations personnalisées, constitution de dossiers documentaires et veille pour les différentes équipes de recherches internes, étudiants et chercheurs externes ;
- Mise à jour du guide de recherche documentaire pour les étudiants ;
- Réalisation d'un guide aidant le personnel à rédiger des références bibliographiques ;
- Création et gestion de numéros ID (identifiant interne unique) que chaque chercheur doit introduire sur la 1^{ère} page de chaque étude et permettant une meilleure gestion et identification des études en cours ;
- Diffusion de l'information vers les membres du personnel (ex : les nouveautés au Centre de documentation, diffusion d'articles de presses, annonce de colloques etc.).

2. LES RELATIONS EXTERIEURES

- Partenariats et relations d'échanges avec différentes bibliothèques :
 - o La Bibliothèque Nationale de Luxembourg
 - o Le Centre de Documentation du STATEC

- L'Université du Luxembourg
- La Bibliothèque de la Commission Européenne de Luxembourg
- Le ccdshs : Centre Commun de Documentation en Sciences Humaines et Sociales Nancy II
- The KU Leuven (Katholieke Universiteit)

3. DIVERS

- Intégration du Centre de Documentation au réseau des bibliothèques luxembourgeoises BibNET.lu et catalogage d'une partie du fonds documentaire du Ceps/Instead dans le système de gestion de bibliothèque ALEPH. (<http://aleph.etat.lu/>).
- Participation à l'enquête sur les besoins en documentation électronique et à la création d'un catalogue commun des périodiques papiers du Luxembourg. Enquête menée par le Centre de Veille Technologique du CRP Tudor et de la Bibliothèque Nationale de Luxembourg.
- Participation au projet SEDO.

B. LA CELLULE INFORMATIQUE EN 2003

Préparation de l'infrastructure informatique du programme Impalla en vue de renforcer la fiabilité et la sécurité des systèmes.

Création d'un programme d'encodage pour l'observatoire de l'habitat (génération de statistiques d'évolution).

Projet FNR « SEDO » création de l'interface permettant une liaison entre les variables « psell » et l'unibis thesaurus. Création d'une nouvelle structure de données pour le « psell ».

Création d'une interface permettant de lier différents outils statistiques avec l'interface « SEDO ».

Création d'un programme de gestion de stock.

Poursuite de la mise au point de l'environnement sécurité du CEPS.

Mise en place d'un outil de gestion des impressions prenant en charge les cartes magnétiques pour le programme Impalla.

Migration d'une partie des bases de données du Ceps vers un serveur de base de données relationnelles.

Migration du système de courrier électronique vers la nouvelle génération de domino mail, implémentation de filtres anti-spam.

Tâches courantes : aide et support aux utilisateurs du centre, gestion du parc serveur.

CHAPITRE VII: LISTE DES PUBLICATIONS

168 titres, VOIR VCI

Visites auprès de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker

19.02-20.02.2003	Visite de Monsieur le Dr Erwin Pröll, Landeshauptmann de Basse-Autriche
10.03.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur José Manuel Durão Barroso, Premier Ministre du Portugal
11.03.2003	Visite de Monsieur Helmut Schröer, Oberbürgermeister de la Ville de Trèves
22.03.2003	Visite de S.E. Monsieur Karl Auguste Offmann, Président de la République de Maurice
01.04.2003	Réunion des Premiers Ministres du BENELUX et des pays "likeminded"
23.04.2003	Visite du Général James L. Jones, SACEUR – Supreme Allied Commander Europe
05.05-07.05.2003	Visite d'Etat de S.E. Monsieur le Président d'Estonie Arnold Rüütel et de Madame Ingrid Rüütel
06.05.2003	Visite de Monsieur Fidel Valdez Ramos, ancien Président des Philippines
17.05.2003	Visite privée de S.E. Monsieur le Chancelier fédéral et de Madame Gerhard Schröder
19.05.2003	Visite de Monsieur le Dr Helmut Kohl, ancien Chancelier fédéral
24.05.2003	Visite de travail de S.E. Monsieur Silvio Berlusconi, Président du Conseil des Ministres de la République Italienne
26.05.2003	Visite de travail de Monsieur Erwin Teufel, Ministre-Président de Bade-Württemberg
11.06.2003	Visite de Monsieur Michael Steiner, Chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo
12.06.2003	Tournée des capitales de S.E. Monsieur Costas Simitis, Premier Ministre de Grèce
08.07.2003	Visite officielle de Monsieur Pat Cox, Président du Parlement Européen
11.07.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Jean-Pierre Raffarin, Premier Ministre de la République Française
28.08.2003	Rencontre amicale avec Monsieur le Dr Helmut Kohl, ancien Chancelier fédéral

11.09.2003	Visite de S.E. Monsieur Mathieu Kerekou, Président de la République du Bénin
26.09-27.09.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Mikulas Dzurinda, Premier Ministre de la République slovaque
29.09.2003	Visite d'adieu du Très Honorable Lord Robertson, Secrétaire général de l'OTAN
06.10.2003	Visite de travail de S.E. Monsieur Leszek Miller, Premier Ministre de la République de Pologne
08.10.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Adrian Nastase, Premier Ministre de Roumanie
15.10.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Tassos Papadopoulos, Président de la République de Chypre
14.11.2003	- Visite de Monsieur Klaus Töpfer, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement - Visite de travail de S.E. Monsieur José Maria Pereira Neves, Premier Ministre de la République du Cap Vert
25.11.2003	Visite de Monsieur Javier Solana, Haut-Représentant pour la Politique extérieure et de Sécurité commune
26.11.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Guy Verhofstadt, Premier Ministre du Royaume de Belgique
03.12.2003	Visite officielle de S.E. Monsieur Péter Medgyessy, Premier Ministre de la République de Hongrie

* * * * *

<p align="center">Déplacements à l'étranger de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker</p>
--

05.01.2003	Münster: Discours à l'occasion du "Neujahrsempfang der Stadt Münster"
04.02.2003	Bruxelles: Entretien avec Monsieur Romano Prodi, Président de la Commission Européenne
06.02.2003	Berlin: <ul style="list-style-type: none"> - Discours à l'occasion de la 2e Conférence "World Women Work" - Entrevue avec S.E. Monsieur le Chancelier fédéral Gerhard Schröder
17.02.2003	Bruxelles: Réunion informelle extraordinaire du Conseil Européen
27.02.2003	Bonn: Discours à l'occasion d'une manifestation du "Internationaler Club La Redoute, Bonn e.V."
04.03-05.03.2003	Paris: <ul style="list-style-type: none"> - Discours à l'occasion d'un petit-déjeuner du Cercle d'Europartenaires - Rencontre avec le Club de la Presse
17.03.2003	Düsseldorf: Discours à l'occasion d'une manifestation du "Industrie-Club e.V. Düsseldorf"
20.03-21.03.2003	Bruxelles: <ul style="list-style-type: none"> - Sommet BENELUX - Conseil Européen
09.04.2003	Berlin: Réunion avec des membres du "Parlamentarisches Kontrollgremium" et la "G10-Kommission"
13.04-15.04.2003	Roumanie: Visite officielle
15.04.2003	Bulgarie: Visite de travail
16.04-17.04.2003	Athènes: Conseil Européen informel – Signature du Traité d'Adhésion
22.04.2003	Paris: Participation à un colloque organisé par Dialogue & Initiative et la Fondation Konrad Adenauer

29.04.2003	Bruxelles: Réunion des Chefs d'Etat ou de Gouvernement de la France, de la RFA, du Luxembourg et de la Belgique (Mini-Sommet Défense)
27.05.2003	Trèves: Remise de la "Ehrenbürgerschaft" de la Ville de Trèves
30.05-01.06.2003	Saint Pétersbourg: - Sommet EU-Russie - Tricentenaire de la Fondation de Saint Pétersbourg
08.06-10.06.2003	Turquie: Visite officielle
13.06-15.06.2003	Rome: Visite de travail - Entretien avec S.E. Monsieur le Président Azeglio Ciampi - Entretien avec S.E. Monsieur le Président du Conseil des Ministres Silvio Berlusconi
19.06-21.06.2003	Thessaloniki: - Conseil Européen - Sommet UE-Balkans Occidentaux
27.06.2003	Hambourg: Discours à l'occasion du "Europa-Abend" organisé par le "AGA-Unternehmensverband"
29.06.2003	Mettlach: Rencontre au Coin du feu à l'occasion du Sommet de la Grande Région
30.06.2003	Sarrebruck: 7 ^e Sommet de la Grande Région
12.09.2003	Linz (Haute-Autriche): Visite de travail
20.09-24.09.2003	Dubai: Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale
30.09.2003	Sarrebruck : " Gemeinsame Kabinettsitzung " avec le Gouvernement de la Sarre
02.10.2003	La Haye: Sommet BENELUX
03.10.2003	Berlin: Remise du prix "Die Quadriga"
04.10.2003	Rome: Conseil Européen extraordinaire
10.10.2003	Bonn: Discours à l'occasion du "Innovationskongress Zukunft Deutschland – Mut zum Aufbruch"

13.10.2003	Munich: Discours à l'occasion d'une manifestation de la "Katholische Akademie in Bayern"
16.10-17.10.2003	Bruxelles: Conseil Européen
20.10.2003	Speyer: Jahrestagung Europäische Stiftung Kaiserdom zu Speyer + Discours
26.10-27.10.2003	Belgrade: Visite officielle
27.10.2003	Kiel: Laudatio prononcée à l'occasion de la remise du "Hermann Ehlers Preis 2003" à Monsieur le Dr Helmut Kohl
29.10.2003	Stockholm: Visite de travail
05.11-06.11.2003	Francfort: Discours à l'occasion du Congrès international des "Europäische Verfassungstage"
12.11.2003	Bruxelles: Discours à l'occasion d'une manifestation de la "Hann's Seidel Stiftung"
14.11.2003	Bruxelles: Entretien avec S.E. Monsieur Silvio Berlusconi, Président en exercice du Conseil Européen
18.11-19.11.2003	Ancienne République Yougoslave de Macédoine: Visite de travail
19.11.2003	Kosovo: Visite de travail
19.11-20.11.2003	Bosnie Herzégovine: Visite officielle
21.11-22.11.2003	République tchèque: Visite officielle
01.12-02.12.2003	Paris: Discours à l'occasion de la 49 ^e Session de l'Assemblée de l'UEO – Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense
11.12.2003	Bruxelles: Réunion restreinte BENELUX
12.12-13.12.2003	Bruxelles: Conseil Européen

* * * * *

Participation de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker à des événements et rencontres sur le plan national
--

09.01.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
27.01.2003	<ul style="list-style-type: none">- Réunion Gouvernement – LCGB- Réunion Gouvernement – OGB-L- Réunion Gouvernement - ABBL
11.02.2003	Réunion Tripartite sidérurgique
12.02.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
24.02.2003	Réunion Gouvernement – FEDIL
26.03.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
22.04.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
05.05.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
20.05.2003	Déclaration "Etat de la Nation"
14.10.2003	Rentrée parlementaire
08.11.2003	Acte commémoratif en mémoire des victimes de la catastrophe aérienne du 6.11.2002 à Niederaanven
17.11.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
24.11.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite
15.12.2003	Réunion du Comité de Coordination Tripartite

* * * * *